



Rapport financier du 1^{er} semestre 2021

Le présent document constitue le rapport financier semestriel prévu par l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier.

Il a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 juillet 2021.

Sommaire

1. Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2021	3
1.1 Vue d'ensemble	4
1.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe	9
1.3 Analyse par secteur opérationnel	15
1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms	32
1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	35
1.6 Informations complémentaires	40
2. Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2021	43
Compte de résultat consolidé	45
Etat du résultat global consolidé	46
Etat consolidé de la situation financière	47
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	49
Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global	50
Tableau des flux de trésorerie consolidés	51
Annexe des comptes consolidés	52
3. Déclaration de la personne responsable	88
4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	89

1. Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2021

1.1 Vue d'ensemble	4	1.3.4 Entreprises	28
1.1.1 Données financières et effectifs	4	1.3.4.1 Chiffre d'affaires – Entreprises	28
1.1.2 Synthèse des résultats du premier semestre 2021	5	1.3.4.2 EBITDAaL – Entreprises	29
1.1.3 Faits marquants	6	1.3.4.3 Résultat d'exploitation – Entreprises	29
1.1.4 Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes	9	1.3.4.4 CAPEX économiques – Entreprises	29
		1.3.4.5 Informations complémentaires – Entreprises	30
1.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe	9	1.3.5 Opérateurs internationaux & Services partagés	30
1.2.1 Chiffre d'affaires du Groupe	9	1.3.5.1 Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés	30
1.2.1.1 Chiffre d'affaires	9	1.3.5.2 EBITDAaL – Opérateurs internationaux & Services partagés	30
1.2.1.2 Nombre de clients	11	1.3.5.3 Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés	31
1.2.2 Résultats opérationnels du Groupe	11	1.3.5.4 CAPEX économiques – Opérateurs internationaux & Services partagés	31
1.2.2.1 EBITDAaL du Groupe	11	1.3.6 Services Financiers Mobiles	31
1.2.2.2 Résultat d'exploitation du Groupe	12	1.3.6.1 Activité opérationnelle	32
1.2.3 Résultat net du Groupe	14	1.3.6.2 Actifs, passifs et flux de trésorerie	32
1.2.4 Résultat global du Groupe	14		
1.2.5 Investissements du Groupe	14	1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms	32
1.2.5.1 CAPEX économiques	14	1.4.1 Situation et flux de trésorerie des activités télécoms	32
1.2.5.2 Licences de télécommunication	15	1.4.1.1 Cash-flow organique des activités télécoms	32
		1.4.1.2 Flux de trésorerie des activités télécoms	33
1.3 Analyse par secteur opérationnel	15	1.4.2 Endettement financier et position de liquidité des activités télécoms	34
1.3.1 France	19		
1.3.1.1 Chiffre d'affaires – France	19	1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS35	
1.3.1.2 EBITDAaL – France	20	1.5.1 Données à base comparable	35
1.3.1.3 Résultat d'exploitation – France	20	1.5.2 EBITDAaL	36
1.3.1.4 CAPEX économiques – France	20	1.5.3 eCAPEX	38
1.3.1.5 Informations complémentaires – France	21	1.5.4 EBITDAaL – eCAPEX	38
1.3.2 Europe	21	1.5.5 Cash-flow organique des activités télécoms	38
1.3.2.1 Chiffre d'affaires – Europe	21	1.5.6 Endettement financier net	39
1.3.2.2 EBITDAaL – Europe	22	1.5.7 Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms	39
1.3.2.3 Résultat d'exploitation – Europe	23		
1.3.2.4 CAPEX économiques – Europe	23	1.6 Informations complémentaires	40
1.3.2.5 Informations complémentaires – Europe	24	1.6.1 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	40
1.3.2.6 Informations complémentaires – Espagne	24	1.6.2 Transactions avec les parties liées	40
1.3.3 Afrique & Moyen-Orient	26	1.6.3 Événements postérieurs à la clôture	40
1.3.3.1 Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient	26	1.6.4 Glossaire financier	40
1.3.3.2 EBITDAaL – Afrique & Moyen-Orient	27		
1.3.3.3 Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient	27		
1.3.3.4 CAPEX économiques – Afrique & Moyen-Orient	27		
1.3.3.5 Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient	28		

Ce rapport contient des indications prospectives concernant Orange. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2020.

Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*, voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés). Ces comptes ont fait l'objet d'un examen limité de la part des commissaires aux comptes. Le Groupe applique la norme IFRS 16 "Contrats de locations" depuis le 1^{er} janvier 2019. Dans ce cadre, la décision de l'IFRS IC (*IFRS Interpretations Committee*) publiée en décembre 2019 et relative à la durée exécutoire des contrats a été mise en œuvre par le Groupe au 31 décembre 2020 sur l'ensemble des contrats de location entrant dans le champ d'application de la décision finale du comité d'interprétation, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019. Les données historiques et les données à base comparable du premier semestre 2020 ont été retraitées pour tenir compte de cette évolution. L'impact de l'application de cette décision sur le *Compte de résultat consolidé* et sur le *Tableau des flux de trésorerie consolidés* du Groupe n'est pas significatif (voir note 2.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Les données à base comparable, l'*EBITDA after Leases* (dénommé "*EBITDAaL*"), les CAPEX économiques (dénommés "*eCAPEX*" ou "*Economic CAPEX*"), l'indicateur "*EBITDAaL – eCAPEX*", le cash-flow organique des activités télécoms, l'endettement financier net, et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'*EBITDAaL* des activités télécoms sont des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces indicateurs et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise et les considère utiles pour les lecteurs, voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Les données historiques (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) correspondent aux données des périodes passées telles que publiées dans les comptes consolidés de la période actuelle. Le passage des données historiques aux données à base comparable pour le premier semestre 2020 est décrit dans la section 1.5.1 *Données à base comparable*.

Les informations sectorielles (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés) qui sont présentées dans les sections suivantes s'entendent, sauf mention contraire, avant éliminations des opérations avec les autres secteurs.

Sauf mention explicite, les données des tableaux sont présentées en millions d'euros, sans décimales. Cette présentation peut conduire, dans certains cas, à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux. Par ailleurs, les variations qui sont présentées sont calculées sur la base des données en milliers d'euros.

1.1 Vue d'ensemble

1.1.1 Données financières et effectifs

Données opérationnelles

	2021	2020	2020	Var. (%)	Var. (%)
		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)					
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	20 867	20 553	20 769	1,5 %	0,5 %
EBITDAaL ⁽¹⁾	5 837	5 859	5 914	(0,4)%	(1,3)%
Activités télécoms	5 893	5 933	5 985	(0,7)%	(1,5)%
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires des activités télécoms</i>	28,2 %	28,9 %	28,8 %	(0,6 pt)	(0,6 pt)
Services Financiers Mobiles	(56)	(75)	(72)	24,8 %	21,7 %
Résultat d'exploitation	(1 752)	2 220	2 250	na	na
Activités télécoms	(1 676)	2 309	2 337	na	na
Services Financiers Mobiles	(77)	(90)	(87)	14,8 %	11,9 %
eCAPEX ⁽¹⁾	3 845	3 131	3 156	22,8 %	21,9 %
Activités télécoms	3 832	3 115	3 142	23,0 %	22,0 %
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires des activités télécoms</i>	18,4 %	15,2 %	15,1 %	3,2 pt	3,2 pt
Services Financiers Mobiles	13	16	14	(18,5)%	(8,9)%
EBITDAaL - eCAPEX ⁽¹⁾	1 992	2 727	2 758	(27,0)%	(27,8)%
Activités télécoms	2 060	2 817	2 843	(26,9)%	(27,5)%
Services Financiers Mobiles	(69)	(91)	(86)	23,7 %	19,7 %
Licences de télécommunication	293	42	42	ns	ns
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) ⁽³⁾	132 153	134 085	134 085	(1,4)%	(1,4)%
Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) ⁽³⁾	138 626	142 969	142 969	(3,0)%	(3,0)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms. Le Produit Net Bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Résultat net

	2021	2020 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Résultat d'exploitation	(1 752)	2 250
Résultat financier	(436)	(744)
Impôts sur les sociétés	(417)	(491)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(2 605)	1 015
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	(2 769)	927
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	165	88

Cash-flow organique des activités télécoms

	2021	2020 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Cash-flow organique des activités télécoms ⁽¹⁾	840	255

(1) Voir section 1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS, section 1.6.4 Glossaire financier et note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Endettement financier net

	30 juin 2021	31 déc. 2020 données historiques
(en millions d'euros)		
Endettement financier net ⁽¹⁾	25 344	23 489

(1) Voir section 1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS, section 1.6.4 Glossaire financier et note 8.3 de l'annexe aux comptes consolidés. L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2020.

1.1.2 Synthèse des résultats du premier semestre 2021

Le Groupe a réalisé de très bonnes performances commerciales au cours du premier semestre 2021. Le chiffre d'affaires est en croissance sur le semestre et l'EBITDAaL en légère baisse, liée en grande partie à de moindres cofinancements reçus d'opérateurs tiers par rapport au premier semestre 2020. Le résultat net est fortement impacté par la comptabilisation d'une dépréciation d'actifs en Espagne (voir ci-dessous).

Le **chiffre d'affaires** s'établit à 20 867 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 0,5 % en données historiques et de 1,5 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2020. En données à base comparable, cette croissance est portée par les pays d'Afrique & Moyen-Orient, et dans une moindre mesure par les services aux Entreprises et par les pays d'Europe, à l'exception de l'Espagne. Cette progression est essentiellement tirée par les ventes d'équipements, après la forte baisse constatée au premier semestre 2020, les services mobiles seuls, et les services d'intégration et des technologies de l'information, portés en particulier par le cloud et la cybersécurité d'Entreprises, alors que les services aux opérateurs sont en baisse sur le semestre, en lien notamment avec la diminution structurelle du dégroupage et de moindres cofinancements reçus des autres opérateurs en France.

L'**activité commerciale** affiche de très bonnes performances dans un environnement très concurrentiel et malgré les effets de la crise sanitaire qui perdurent. Ces performances sont le résultat de la stratégie du Groupe qui s'appuie sur plusieurs moteurs de croissance aujourd'hui pleinement opérationnels et qui ont commencé à porter leurs fruits. En données à base comparable, les accès mobiles progressent de 5,0 % sur un an, tirés en grande partie par les pays d'Afrique & Moyen-Orient qui, au 30 juin 2021, comptabilisent 38,2 millions de clients 4G (en hausse de 36,6 % sur un an) et 22,6 millions de clients actifs Orange Money (en progression de 15,4 %) sur un an. Les accès fixes haut débit du Groupe sont également en croissance, avec une progression de 5,4 % sur un an. Cette évolution est particulièrement marquée dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient, qui affichent 1,9 million d'accès fixes haut débit au 30 juin 2021, en hausse de 29,6 % sur un an. Dans la fibre, Orange comptabilise 10,3 millions d'accès fibre au 30 juin 2021, en progression de 27,8 % sur un an. Enfin, au 30 juin 2021, les Services Financiers Mobiles comptent au total près de 1,6 million de clients en Europe et 0,6 million de clients en Afrique.

L'**EBITDAaL** ressort à 5 837 millions d'euros au premier semestre 2021, en baisse de 1,3 % en données historiques et de 0,4 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2020. L'EBITDAaL bénéficie des excellents résultats des pays d'Afrique & Moyen Orient (en hausse de 17,0 %) et des Autres pays d'Europe (en progression de 4,7 %) mais reste affecté par la forte baisse de l'Espagne (en recul de 16,2 %) et par le léger recul de la France (en baisse de 2,2 %), du fait principalement de moindres cofinancements reçus. S'agissant des activités télécoms, l'EBITDAaL s'établit à 5 893 millions d'euros, en baisse de 0,7 % en données à base comparable, et le ratio d'EBITDAaL des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires ressort à 28,2 % au premier semestre 2021, en baisse de 0,6 point en données à base comparable par rapport au premier semestre 2020.

Le **résultat d'exploitation** est une perte de 1 752 millions d'euros au premier semestre 2021, en baisse de 4 002 millions d'euros en données historiques et de 3 972 millions d'euros en données à base comparable par rapport au premier semestre 2020. Cette diminution s'explique principalement par la comptabilisation d'une dépréciation de 3 702 millions d'euros de l'écart d'acquisition de

l'Espagne faisant suite à la mise à jour par le Groupe de son plan stratégique qui a donné lieu à la revue des hypothèses clés opérationnelles et à l'établissement de nouveaux plans d'affaires pour l'ensemble des activités opérationnelles du Groupe. La révision à la baisse du plan d'affaires en Espagne reflète un contexte concurrentiel accru marqué par l'érosion du revenu moyen par utilisateur et le décalage attendu sur l'horizon de reprise économique du fait des incertitudes liées au prolongement de la crise sanitaire (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le **résultat net de l'ensemble consolidé** est une perte de 2 605 millions d'euros au premier semestre 2021, contre un résultat positif de 1 015 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une baisse de 3 620 millions d'euros. Cette évolution reflète essentiellement la baisse du résultat d'exploitation.

Les **CAPEX économiques** ressortent à 3 845 millions d'euros au premier semestre 2021, en hausse de 21,9 % en données historiques et de 22,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2020. Cette progression s'explique principalement (i) par la forte croissance des investissements dans les réseaux fixes et mobiles à très haut débit (FTTH et 4G / 5G), essentiellement en France, et dans une moindre mesure, dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient et en Europe, et (ii) par la diminution des cessions d'actifs immobilisés, liée au contre-effet des importantes cessions réalisées au premier semestre 2020 (essentiellement en Espagne et en France). Au 30 juin 2021, le Groupe compte 52,8 millions de foyers raccordables au très haut débit (dont 51,8 millions de foyers raccordables au FTTH), en croissance de 21,5 % sur un an.

L'**endettement financier net** s'élève à 25 344 millions d'euros au 30 juin 2021, en augmentation de 1 855 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2020. L'évolution de l'endettement financier net au premier semestre 2021 s'explique notamment par la saisonnalité de l'activité, le paiement du solde du dividende au titre de l'exercice 2020 et l'augmentation de la participation du Groupe dans le capital d'Orange Belgium (voir section 1.1.3 *Faits marquants*). Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms s'établit à 1,99x au 30 juin 2021 et est en ligne avec l'objectif du Groupe d'un ratio autour de 2x à moyen terme.

Le **cash-flow organique des activités télécoms** s'élève à 840 millions d'euros au premier semestre 2021, contre 255 millions d'euros au premier semestre 2020, malgré l'augmentation des CAPEX économiques. Cette évolution s'explique principalement par la forte évolution de la variation du besoin en fonds de roulement entre les deux périodes, qui avait été marqué notamment, au premier semestre 2020, par les mesures de soutien prises par le Groupe à l'égard de ses partenaires en France, tandis que le premier semestre 2021 tend vers une normalisation de la situation.

S'agissant du **dividende**, voir section 1.1.4 *Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes*.

1.1.3 Faits marquants

Optimisation, développement et valorisation des infrastructures (*FiberCos – TowerCos*)

Orange Concessions (FiberCo en France)

En France, Orange a conclu en mars 2021 un accord définitif avec un consortium d'investisseurs de long terme regroupant La Banque des Territoires (Caisse des Dépôts), CNP Assurances et EDF Invest en vue de la cession de 50 % du capital et du co-contrôle d'Orange Concessions. Avec 23 réseaux d'initiative publique (RIP) représentant près de 4,5 millions de prises FTTH construites ou à construire, Orange Concessions sera le premier opérateur en France des réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH) déployés et opérés pour le compte des collectivités territoriales. Cet accord valorise Orange Concessions à 2,675 milliards d'euros. Il permettra à Orange de poursuivre le déploiement de la fibre dans les zones rurales en France tout en partageant l'effort d'investissement, conformément aux ambitions du plan stratégique *Engage 2025*. Orange disposera d'une option d'achat à terme lui permettant de prendre le contrôle et de consolider Orange Concessions.

La transaction n'a pas encore reçu les approbations définitives des autorités compétentes en matière de concurrence et de réglementation. Les critères établis par la norme IFRS 5 étant satisfaits au 30 juin 2021, les actifs et les passifs amenés à contribuer à Orange Concessions sont comptabilisés dans l'état de la situation financière sur deux lignes dédiées à l'actif et au passif, intitulées respectivement "Actifs destinés à être cédés" et "Passifs liés aux actifs destinés à être cédés". Sous réserve de l'obtention de ces accords et de l'ensemble des parties prenantes, la réalisation de la transaction devrait intervenir au second semestre 2021. Du fait de la perte du contrôle exclusif d'Orange sur Orange Concessions, cette dernière sera alors comptabilisée en tant qu'entité mise en équivalence dans les comptes consolidés du groupe Orange (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Światłowód Inwestycje (FiberCo en Pologne)

En Pologne, Orange Polska a signé en avril 2021 un accord préliminaire avec APG Group pour la vente de 50 % du capital de sa filiale Światłowód Inwestycje. Détenue à 50 % par Orange Polska et à 50 % par APG Group, la FiberCo permettra d'apporter la fibre dans des zones où la demande n'est pas satisfaite et les concurrents peu présents. Orange sera majoritairement en charge de la construction et de la maintenance des lignes existantes ainsi que des 1,7 millions de prises FTTH supplémentaires qui seront construites au cours des cinq prochaines années. Orange détient une option pour acquérir environ 1 % supplémentaire à horizon 2027 – 2029. Cet accord valorise Światłowód Inwestycje à environ 600 millions d'euros, l'ensemble représentant à terme environ 2,4 millions de lignes. En juillet 2021, la FiberCo s'est vue octroyer une ligne de crédit de 3,1 milliards de zlotys polonais pour financer son plan de déploiement de la fibre.

L'opération est conditionnée à l'approbation par les autorités de la concurrence compétentes ainsi qu'à l'approbation par les autorités compétentes des opérations d'apports des actifs de fibre d'Orange Polska à Światłowód Inwestycje. La réalisation de la transaction est attendue sur le second semestre 2021. Lorsque la transaction sera effective, la participation de 50 % d'Orange Polska dans le capital

de Światłowód Inw estycje et l'exercice d'un contrôle conjoint avec APG Group conduira à comptabiliser cette société en tant qu'entité mise en équivalence dans les comptes consolidés du groupe Orange (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Totem (TowerCo européenne)

S'agissant des projets de valorisation de son réseau mobile européen, Orange a annoncé en février 2021 la création de Totem, une TowerCo européenne destinée à devenir une entité créatrice de valeur (i) en exploitant des actifs d'infrastructure passive mobile de premier ordre, (ii) en se concentrant sur la croissance des revenus et l'optimisation de l'efficacité opérationnelle, et (iii) en favorisant la croissance tant organique qu'inorganique.

Totem disposera d'un parc d'actifs à l'excellence opérationnelle démontrée. Elle sera dotée de l'ensemble des compétences et fonctions nécessaires à la création d'une valeur durable pour hisser la TowerCo en tant que leader sur le marché européen des tours de télécommunication, en pleine croissance. Elle exploitera, dans un premier temps, un portefeuille de tours premium composé d'environ 25 500 sites en France et en Espagne, les deux plus grands pays où Orange est présent. Après la France et l'Espagne, le Groupe étudiera la possibilité d'intégrer d'autres actifs d'infrastructure passive mobile européens d'Orange susceptibles de créer de la valeur pour la TowerCo. Sur la base de ce périmètre de sites et des termes de l'accord cadre de service (*Master Service Agreement, MSA*) signé avec Orange, Totem aurait généré en 2020 un chiffre d'affaires supérieur à 500 millions d'euros et un EBITDAaL de près de 300 millions d'euros, dont deux tiers environ issus des actifs en France.

La croissance organique sera au cœur de l'action de Totem. La TowerCo bénéficiera d'opportunités significatives pour développer ses activités d'hébergement sur l'ensemble de son portefeuille. Par ailleurs, la TowerCo hébergera et déploiera de nouveaux sites pour Orange comme pour les autres opérateurs de réseau.

Totem entend par ailleurs saisir les opportunités de croissance externe en Europe. Pour soutenir cette ambition de développement, Orange pourra utiliser la flexibilité de l'ensemble de la structure de capital de la nouvelle société, qu'il s'agisse d'émissions d'actions ou de financements par endettement. Orange souhaite garder le contrôle de la TowerCo pour bénéficier de la source importante de création de valeur durable qu'elle procure au Groupe.

Totem sera animée par une équipe de direction totalement indépendante et dédiée et entrera en phase opérationnelle d'ici la fin de l'année 2021 (voir note 1.8 de l'annexe aux comptes consolidés).

Investissements dans les réseaux

Réseaux d'accès fixes

Au cours du premier semestre 2021, Orange a continué de déployer son réseau de fibre optique à un rythme soutenu. Malgré le contexte de crise sanitaire lié à l'épidémie de Covid-19, le Groupe a raccordé 9,4 millions de foyers supplémentaires au FTTH sur un an. Au 30 juin 2021, Orange compte ainsi 51,8 millions de foyers raccordables au FTTH (et un total de 52,8 millions de foyers raccordables au très haut débit) à travers le monde, en croissance de 22,4 % sur un an, dont 26,1 millions en France, 15,3 millions en Espagne et 8,5 millions dans les Autres pays d'Europe. Que ce soit grâce à l'effort de déploiement en propre ou à l'utilisation de réseaux de tiers, Orange a annoncé fin 2019 son ambition de commercialiser ses offres FTTH dans plus de 65 millions de foyers en Europe d'ici 2023, afin de confirmer son leadership européen sur la fibre.

En dépit de la baisse du nombre de clients qui basculent chaque jour vers le réseau fibre, Orange consacre par ailleurs chaque année des moyens importants à l'entretien de son réseau cuivre. Afin d'apporter la meilleure expérience à ses clients, Orange a annoncé en mai 2021 le lancement d'un plan d'actions qui vise à améliorer la qualité de l'ensemble du réseau fixe. Ainsi, les budgets consacrés à la maintenance du réseau cuivre sont en augmentation avec 500 millions d'euros attendus en 2021. Orange s'engage également à maintenir à son catalogue, jusqu'en 2023, les offres qui relevaient jusqu'à fin 2020 du service universel.

Réseaux d'accès mobiles

Licences et réseaux 5G

En juillet 2021, dans le cadre de la procédure d'enchères pour les fréquences destinées à la 5G en Espagne, Orange a obtenu un total de fréquences de 10 MHz au prix de réserve, soit 350 millions d'euros (voir note 14 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au cours du premier semestre 2021, Orange a poursuivi le déploiement de son réseau 5G en France et à l'international. En France, Orange a déployé le réseau 5G à Paris et au Havre dès mars 2021. Début juillet 2021, le Groupe compte 520 communes couvertes par son réseau 5G en France. A l'international, Orange a également lancé le déploiement du réseau 5G en Slovaquie au cours du premier semestre 2021, suite à l'acquisition des fréquences nécessaires en 2020. Au 30 juin 2021, Orange compte près de 1 million de clients dotés d'un terminal et d'un forfait 5G dans 6 pays.

Pour permettre aux acteurs économiques de donner vie aux usages de la 5G, Orange a par ailleurs annoncé en février 2021 l'ouverture de 9 Orange 5G Labs dont 7 en France et 2 à l'international. Ils pourront y tester leurs solutions actuelles et réfléchir à de nouveaux usages tout en bénéficiant de l'expertise technique d'Orange et d'un écosystème pour innover.

Autres réseaux mobiles

En juin 2021, Orange a annoncé la prolongation de l'accord d'itinérance avec l'opérateur P4 en Pologne qui devait prendre fin initialement en juin 2021. Ainsi, pour les quatre prochaines années, Orange sécurise au minimum 300 millions de zlotys polonais de revenus additionnels.

Services financiers mobiles

Orange Bank a annoncé en janvier 2021 l'acquisition de la néobanque Anytime, qui opère sur le marché des professionnels et des entreprises. Cette acquisition permet à Orange de proposer à ses millions de clients professionnels un accompagnement financier et des outils de gestion numériques. De plus, afin de proposer ses crédits au plus grand nombre, Orange Bank a signé en juin 2021 un partenariat avec Younited pour accélérer son développement dans le domaine du crédit à la consommation. Cet accord permet à Orange Bank de bénéficier de toute l'expérience d'un acteur reconnu et améliorera le parcours client ainsi que le suivi des crédits. La nouvelle plateforme permettra à Orange Bank de proposer son offre de prêts personnels à une clientèle plus large et les clients verront leurs démarches simplifiées et écourtées. Au 30 juin 2021, Orange Bank compte près de 1,6 million de clients en France et en Espagne (ce nombre inclut les clients de l'ensemble des offres commercialisées par Orange Bank : comptes, crédits et assurance mobile).

Transformation digitale du client entreprise

En mai 2021, Orange et Capgemini ont annoncé le projet de créer une entreprise commune, appelée Bleu, qui fournira un cloud de confiance répondant aux besoins de souveraineté de l'Etat français. Cette société offrira des services cloud répondant aux besoins spécifiques des administrations publiques et des entreprises dotées d'infrastructures critiques soumises à des exigences particulières en termes de confidentialité, de sécurité et de résilience.

Par ailleurs, Orange a été sélectionné en mai 2021 par la Commission Européenne conjointement avec d'autres acteurs du numérique pour étudier la conception du futur réseau européen de communication quantique, dans le cadre de l'initiative EuroQCI. Cette initiative vise à intégrer des technologies quantiques aux réseaux de communication terrestres par fibre optiques et par satellite qui permettra à termes de protéger les systèmes de chiffrement et les infrastructures critiques au sein de l'Union Européenne contre les cybermenaces actuelles et futures.

Exemplarité sociale et environnementale

En février 2021, Orange a annoncé s'être associé à Engie, premier développeur d'énergie solaire et éolienne en France, pour mettre en œuvre une solution globale d'approvisionnement en énergie renouvelable sur le territoire français. Cette dernière comprend la création de nouvelles capacités de production d'énergie solaire, la gestion de la production de l'ensemble des capacités électriques renouvelables contractées par Orange auprès d'autres producteurs et la fourniture de volumes complémentaires pour répondre à la consommation effective d'Orange. Le contrat d'achat d'électricité signé entre Orange et Engie pour une durée de 15 ans permettra le développement de deux nouveaux projets solaires d'un total de 51 MégaWatt-crête (MwC). En mars 2021, Orange a également signé un contrat d'achat d'électricité renouvelable avec Total pour la fourniture de 100 GigaWattHeure par an, renouvelable sur une durée de 20 ans. Pour honorer cette demande, Total va développer d'ici 2024 une dizaine de fermes solaires réparties sur l'ensemble du territoire français. Ces nouveaux contrats soulignent la volonté d'Orange d'atteindre la neutralité carbone à l'échelle du Groupe d'ici 2040 et de satisfaire 50 % de ses besoins en électricité à partir de sources renouvelables en 2025.

De plus, Orange a annoncé en mai 2021 être leader par le nombre de panneaux solaire déployés dans 5 pays d'Afrique & Moyen-Orient. Sur l'ensemble de la zone, de nombreux sites ne sont pas reliés au réseau électrique ou la qualité du réseau n'est pas suffisante et nécessite parfois l'usage de générateurs au fuel. A ce jour, Orange a doté 5 400 sites télécoms de panneaux solaires économisant chaque année 55 millions de litres de fuel.

Enfin, Orange a annoncé en mai 2021 le lancement d'un nouveau véhicule d'investissement, Orange Ventures Impact, qui sera doté de 30 millions d'euros pour aider des start-up. Orange Ventures Impact s'inscrit pleinement dans le cadre du plan stratégique *Engage 2025*, ces start-up devant contribuer à faire émerger de nouveaux modèles responsables ayant un impact positif en faveur de l'environnement, de l'inclusion ou de l'aide aux personnes.

Evolution du portefeuille d'actifs

Orange Concessions (FiberCo France), Światłowód Inwestycje (FiberCo Pologne) et Totem (TowerCo Europe)

S'agissant d'Orange Concessions (FiberCo en France), de Światłowód Inwestycje (FiberCo en Pologne) et de Totem (TowerCo européenne), voir ci-dessus *Optimisation, développement et valorisation des infrastructures (FiberCos – TowerCos)*.

Offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle sur Orange Belgium

Au deuxième trimestre 2021, Orange a lancé une offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle sur 46,97 % du capital d'Orange Belgium, correspondant alors au solde des actions non détenues directement et indirectement. A l'issue de l'offre, Orange SA a acquis 23,94 % du capital social d'Orange Belgium et détenait, directement et indirectement, 76,97 % du capital social d'Orange Belgium. Le coût total d'acquisition de ces actions s'élève à 316 millions d'euros. Cette offre de rachat d'actions n'a pas modifié le contrôle préexistant du groupe Orange sur Orange Belgium, ses filiales et ses participations (voir note 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cette opération permet au Groupe de disposer désormais de moyens pour améliorer la flexibilité financière d'Orange Belgium, de déployer plus efficacement sa stratégie de création de valeur à long terme et de lui permettre de mieux réagir aux transformations majeures du marché belge.

1.1.4 Information sur les tendances et principaux risques et incertitudes

Le Groupe maintient ses objectifs financiers pour 2021 tels qu'annoncés le 18 février 2021, à savoir :

- un EBITDAaL (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) « stable négatif » ;
- un niveau de CAPEX économiques (voir section 1.5.3 *eCAPEX*) compris entre 7,6 et 7,7 milliards d'euros ;
- un cash-flow organique des activités télécoms (voir section 1.5.5 *Cash-flow organique des activités télécoms*) supérieur à 2,2 milliards d'euros ;
- et un ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms (voir section 1.5.7 *Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms*) maintenu autour de 2x à moyen terme.

Pour mémoire, ces objectifs tiennent compte de l'allocation des 2,2 milliards d'euros reçus fin 2020 à la suite à la résolution du contentieux fiscal en France au titre des exercices 2005 – 2006, qui vise à générer de la valeur ajoutée pour le Groupe à long terme mais a un impact sur les objectifs à court terme.

Orange versera un acompte sur le dividende 2021 de 0,30 euro en numéraire le 15 décembre 2021. Au titre de l'exercice 2021, le versement d'un dividende de 0,70 euro par action sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires de 2022.

Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont décrits à la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2020. A la date de publication du présent rapport, cette description reste valable et permet d'apprécier les principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2021.

1.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe

1.2.1 Chiffre d'affaires du Groupe

1.2.1.1 Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par secteur ⁽²⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020	2020	Var. (%)	Var. (%)
		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques
France	8 950	8 992	9 024	(0,5)%	(0,8)%
Europe	5 164	5 181	5 229	(0,3)%	(1,2)%
Espagne	2 368	2 495	2 503	(5,1)%	(5,4)%
Autres pays d'Europe	2 800	2 689	2 729	4,1 %	2,6 %
Eliminations	(4)	(4)	(4)	6,9 %	6,2 %
Afrique & Moyen-Orient	3 043	2 748	2 845	10,7 %	6,9 %
Entreprises	3 840	3 789	3 859	1,3 %	(0,5)%
Opérateurs internationaux & Services partagés	743	729	728	2,0 %	2,0 %
Eliminations	(873)	(885)	(916)		
Total Groupe	20 867	20 553	20 769	1,5 %	0,5 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés). Le Produit Net Bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Chiffre d'affaires par offre ⁽²⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020	2020	Var. (%)	Var. (%)
		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques
Services convergents	3 654	3 639	3 645	0,4 %	0,3 %
Services mobiles seuls	5 189	5 021	5 122	3,3 %	1,3 %
Services fixes seuls	4 533	4 629	4 673	(2,1)%	(3,0)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	1 644	1 521	1 555	8,1 %	5,8 %
Services aux opérateurs	3 906	4 042	4 062	(3,4)%	(3,9)%
Ventes d'équipements	1 391	1 176	1 184	18,4 %	17,5 %
Autres revenus	549	526	529	4,4 %	3,7 %
Total Groupe	20 867	20 553	20 769	1,5 %	0,5 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Chiffre d'affaires des activités télécoms (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés). Le Produit Net Bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au premier semestre 2021, le chiffre d'affaires du groupe Orange s'établit à 20 867 millions d'euros, soit une hausse de 0,5 % en données historiques et de 1,5 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2020.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 0,5 % du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, soit une hausse de 97 millions d'euros, intègre :

- l'effet négatif des variations de change, qui représente 198 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution du dollar américain, du zloty polonais, de la livre égyptienne et du franc guinéen par rapport à l'euro ;
- l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 18 millions d'euros ;
- et l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 314 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 314 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, soit une progression de 1,5 %, résulte principalement :

- de la progression de 216 millions d'euros (soit une hausse de 18,4 %) des **ventes d'équipements**, après la baisse de 16,9 % constatée au premier semestre 2020 dans le contexte de crise sanitaire Covid-19. Entre les deux périodes, cette hausse est portée principalement (i) par les ventes d'équipements mobiles dans tous les pays d'Europe (et plus particulièrement en France et en Roumanie) ainsi que pour les services aux Entreprises, et (ii) par les ventes d'équipements fixes et internet (hors équipements des réseaux) en Espagne ;
- de la hausse de 168 millions d'euros (soit une progression de 3,3 %) des **services mobiles seuls** relative (i) à la forte progression des services mobiles prépayés dans tous les pays d'Afrique & Moyen-Orient (à l'exception de la Centrafrique (RCA), touchée par un incendie de centre de données au premier semestre 2021), (ii) en partie compensée par le recul des services mobiles seuls en Europe, principalement en Espagne dans un contexte de polarisation des offres et de glissement général du marché vers les offres à bas coûts ;
- de la progression de 124 millions d'euros (soit une hausse de 8,1 %) des **services d'intégration et des technologies de l'information**, principalement pour les services aux Entreprises (principalement les services de sécurité et de cloud), et dans une moindre mesure, en Pologne ;
- et accessoirement, (i) par la croissance de 23 millions d'euros (soit une hausse de 4,4 %) des **autres revenus**, à la fois pour les services aux Opérateurs internationaux & Services partagés (progression des activités de pose et de relevés de fonds (*survey*) d'Orange Marine) et en Pologne (reprise de l'activité de revente d'énergie), et (ii) par l'augmentation de 15 millions d'euros (soit une hausse de 0,4 %) des **services convergents**, en progression dans tous les pays européens à l'exception de l'Espagne.

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par la diminution de 136 millions d'euros (soit une baisse de 3,4 %) des **services aux opérateurs**, essentiellement en France, et dans une moindre mesure, en Europe et dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient. En France, le recul des services aux opérateurs est lié principalement, (i) pour l'activité fixe et autres, à la diminution structurelle du dégroupage qui n'est que partiellement compensée par la progression des activités de construction, de commercialisation, d'exploitation et de maintenance des réseaux de fibre optique (avec notamment une baisse des cofinancements de lignes FTTH reçus des autres opérateurs entre les deux périodes), et (ii) pour l'activité mobile, au recul tendanciel de l'itinérance nationale et à la décroissance des terminaisons d'appels mobiles ;
- et par la décroissance de 96 millions d'euros (soit une baisse de 2,1 %) des **services fixes seuls**, en raison principalement :
 - de la baisse tendancielle des services fixes seuls bas débit (téléphonie classique) en France et en Pologne ;
 - et de la diminution des services fixes seuls pour les services aux Entreprises, liée (i) au recul des services de voix (avec la baisse tendancielle de la téléphonie fixe classique et le contre-effet de l'utilisation massive des services d'audioconférence au premier semestre 2020 pendant les périodes de confinement), et (ii) à la diminution des services de données (avec notamment la baisse des services de télédiffusion satellitaire, qui restent impactés par la crise sanitaire Covid-19) ;
 - en partie compensées par la croissance des services fixes seuls haut débit en France et dans les pays d'Afrique et Moyen-Orient, en lien avec la progression des offres de fibre optique.

L'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires par secteur est détaillée dans la section 1.3 *Analyse par secteur opérationnel*.

1.2.1.2 Nombre de clients

Nombre de clients (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Services convergents					
Nombre de clients des services convergents	11 185	10 814	10 814	3,4 %	3,4 %
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles ⁽²⁾	218 401	207 956	207 956	5,0 %	5,0 %
Dont : Accès mobiles des clients convergents	20 160	19 233	19 233	4,8 %	4,8 %
Accès mobiles seuls	198 241	188 722	188 722	5,0 %	5,0 %
Dont : Clients avec forfaits	78 800	75 094	75 094	4,9 %	4,9 %
Clients avec offres prépayées	139 601	132 862	132 862	5,1 %	5,1 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	44 770	45 120	45 120	(0,8)%	(0,8)%
Nombre d'accès fixes <i>Retail</i>	29 316	29 322	29 322	(0,0)%	(0,0)%
Dont : Nombre d'accès fixes haut débit	22 095	20 971	20 971	5,4 %	5,4 %
Dont : Accès très haut débit (THD)	10 742	8 421	8 421	27,6 %	27,6 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	11 185	10 814	10 814	3,4 %	3,4 %
Accès fixes seuls	10 910	10 158	10 158	7,4 %	7,4 %
Nombre d'accès fixes bas débit	7 222	8 351	8 351	(13,5)%	(13,5)%
Nombre d'accès fixes <i>Wholesale</i>	15 453	15 797	15 797	(2,2)%	(2,2)%
Total Groupe ⁽³⁾	263 171	253 076	253 076	4,0 %	4,0 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(3) Nombre de clients des services mobiles et des services fixes.

1.2.2 Résultats opérationnels du Groupe

1.2.2.1 EBITDAaL du Groupe

Cette section présente le passage du chiffre d'affaires à l'EBITDAaL du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, tel que présenté dans la section 1.5.2 *EBITDAaL* et dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	20 867	20 553	20 769	1,5 %	0,5 %
Achats externes ^{(2) (3)}	(8 733)	(8 446)	(8 546)	3,4 %	2,2 %
Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus ⁽²⁾	(3 483)	(3 054)	(3 095)	14,0 %	12,5 %
Achats et reversements aux opérateurs ⁽²⁾	(2 198)	(2 312)	(2 332)	(5,0)%	(5,8)%
Autres charges de réseau et charges informatiques ⁽²⁾	(1 766)	(1 667)	(1 698)	5,9 %	4,0 %
Autres achats externes ^{(2) (3)}	(1 286)	(1 412)	(1 420)	(8,9)%	(9,4)%
Autres produits et charges opérationnels ^{(2) (3)}	96	6	(3)	ns	na
Charges de personnel ^{(2) (3)}	(4 373)	(4 308)	(4 342)	1,5 %	0,7 %
Impôts et taxes d'exploitation ^{(2) (3)}	(1 188)	(1 222)	(1 232)	(2,8)%	(3,6)%
Dotations aux amortissements des actifs financés	(41)	(22)	(22)	92,2 %	92,2 %
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(731)	(647)	(652)	13,0 %	12,0 %
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ^{(3) (4)}	(1)	(1)	(1)	27,5 %	27,5 %
Intérêts sur dettes locatives ^{(3) (4)}	(58)	(56)	(58)	2,8 %	(0,6)%
EBITDAaL ⁽⁴⁾	5 837	5 859	5 914	(0,4)%	(1,3)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(3) Données ajustées (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

(4) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2021, l'EBITDAaL du groupe Orange ressort à 5 837 millions d'euros (dont 5 893 millions d'euros au titre des activités télécoms et une perte de 56 millions d'euros au titre des activités des Services Financiers Mobiles), en baisse de 1,3 % en données historiques et de 0,4 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2020. Le ratio d'EBITDAaL des activités télécoms rapporté au chiffre d'affaires s'établit à 28,2 % au premier semestre 2021, en baisse de 0,6 point par rapport au premier semestre 2020, en données historiques comme en données à base comparable.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 1,3 % de l'EBITDAaL du Groupe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, soit une baisse de 76 millions d'euros, s'explique :

- par l'effet négatif des variations de change qui s'établit à 54 millions d'euros, compte-tenu essentiellement de l'évolution du dollar américain, de la livre égyptienne et du franc guinéen par rapport à l'euro ;
- par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 1 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 21 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 0,4 %, soit 21 millions d'euros, de l'EBITDAaL du Groupe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, s'explique principalement :

- par la hausse de 14,0 %, soit 429 millions d'euros, des charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), en lien avec (i) la reprise de l'ensemble de l'activité commerciale dans quasiment tous les pays (croissance des ventes d'équipements, augmentation des dépenses de publicité, de promotion et de sponsoring suite à la réouverture des lieux de vente), après la baisse de 10,1 % constatée au premier semestre 2020 dans le contexte de crise sanitaire Covid-19, et (ii) accessoirement, par la progression des commissions de distribution dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (en lien avec la croissance de l'activité, en particulier d'Orange Money) ;
- par l'augmentation de 5,9 %, soit 99 millions d'euros, des autres charges de réseau et charges informatiques (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), du fait essentiellement (i) de la hausse des charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique en France et dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (poursuite des déploiements des réseaux dans l'ensemble des pays), ainsi que des charges informatiques pour les services aux Opérateurs internationaux & Services partagés ;
- par la progression de 13,0 %, soit 84 millions d'euros, des dotations aux amortissements des droits d'utilisation, essentiellement en France (en raison notamment avec la mise en service de nouveaux sites techniques), et dans une moindre mesure, dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient ;
- par la croissance de 1,5 %, soit 66 millions d'euros, des charges de personnel ajustées (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), relative essentiellement (i) à la variation atypique des provisions pour congés payés entre les deux périodes (liée au contexte particulier de la crise sanitaire Covid-19 au premier semestre 2020), (ii) à la progression des services d'intégration et des technologies de l'information (en particulier la cybersécurité et le cloud) pour les services aux Entreprises, et (iii) à la croissance de l'activité dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient ;
- et, accessoirement, par la hausse 92,2 %, soit 20 millions d'euros, des dotations aux amortissements des actifs financés (décodeurs en France financés par un intermédiaire bancaire).

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par la progression de 1,5 % du chiffre d'affaires, soit 314 millions d'euros ;
- par la diminution de 8,9 %, soit 126 millions d'euros, des autres achats externes ajustés (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), relative (i) à la baisse des frais généraux (frais de mission, de réception et de véhicules), essentiellement en France, en Europe et pour les services aux Entreprises, en lien avec les économies de voyage et l'annulation d'événements divers, et (ii) au contre-effet de la crise sanitaire Covid-19, avec la comptabilisation au premier semestre 2020 de surcoûts importants liés aux dispositifs sanitaires ;
- par la baisse de 5,0 %, soit 115 millions d'euros, des achats et reversements aux opérateurs (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) dans la majorité des pays, résultant principalement (i) du recul généralisé des charges d'interconnexion, mais plus particulièrement en France et en Europe, en raison du contre-effet de l'augmentation de ces charges constatée au premier semestre 2020 dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19, et (ii) dans une moindre mesure, de la baisse des charges de réseau en Espagne (en raison de la progression des déploiements de fibre optique et du recul de l'activité commerciale) ;
- par le recul de 89 millions d'euros des autres produits opérationnels ajustés (nets des autres charges opérationnelles ajustées, voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), qui s'explique essentiellement par la baisse des dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms, liée principalement à la réappréciation du risque de non-recouvrement des créances clients au 30 juin 2021 (voir notes 4.1 et 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et, dans une moindre mesure, par la diminution de 2,8 %, soit 34 millions d'euros, des impôts et taxes d'exploitation ajustés (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), essentiellement en France (notamment la Contribution Economique Territoriale, CET), en partie compensé par l'augmentation constatée dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (en lien avec la progression de l'activité).

Au premier semestre 2020, 160 millions d'euros avaient été comptabilisés au titre des principaux surcoûts spécifiques engendrés par la gestion de la crise sanitaire Covid-19.

1.2.2.2 Résultat d'exploitation du Groupe

Cette section présente le passage de l'EBITDAaL au résultat d'exploitation du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, tel que présenté dans la section 1.5.2 *EBITDAaL* et dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques
EBITDAaL	5 837	5 859	5 914
Principaux litiges	(89)	(169)	(169)
Charges spécifiques de personnel	(41)	(28)	(28)
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	12	58	59
Coûts des programmes de restructuration	(305)	(19)	(19)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(20)	(10)	(10)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 499)	(3 523)	(3 549)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	(0)	-	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	(3 702)	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(4)	1	1
Résultat des entités mises en équivalence	1	(5)	(6)
Neutralisation des intérêts sur dettes liés aux actifs financés ⁽¹⁾	1	1	1
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives ⁽¹⁾	58	56	58
Résultat d'exploitation	(1 752)	2 220	2 250

(1) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2021, le résultat d'exploitation du groupe Orange est une perte de 1 752 millions d'euros (dont 1 676 millions d'euros au titre des activités télécoms et 77 millions d'euros au titre des activités des Services Financiers Mobiles), en baisse de 4 002 millions d'euros en données historiques et de 3 972 millions d'euros en données à base comparable par rapport au premier semestre 2020.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 4 002 millions d'euros du résultat d'exploitation du Groupe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, s'explique :

- par l'effet négatif des variations de change qui s'établit à 29 millions d'euros, compte-tenu essentiellement de l'évolution du dollar américain par rapport à l'euro ;
- par l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 1 millions d'euros ;
- et par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 3 972 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 3 972 millions d'euros du résultat d'exploitation du Groupe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, s'explique :

- principalement par la dépréciation, au premier semestre 2021, de 3 702 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'Espagne. En Espagne, le plan d'affaires a été révisé à la baisse de manière significative depuis le 31 décembre 2020, compte tenu (i) d'un contexte concurrentiel qui continue de se dégrader malgré les opérations de consolidation du marché en cours (marqué par l'érosion du revenu moyen par utilisateur), et (ii) des incertitudes liées au prolongement de la crise sanitaire (décalage sur l'horizon attendu de reprise économique). Outre la dégradation du plan d'affaires, le Groupe a également intégré les effets attendus de l'opération TowerCos en Espagne sur les flux futurs de trésorerie de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) Espagne, l'opération étant prévue d'ici la fin de l'année (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et accessoirement, (i) par la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge de 305 millions d'euros au titre des coûts des programmes de restructuration, concernant essentiellement l'Espagne (plans de départs des salariés) et les services aux Opérateurs internationaux & Services partagés (au titre notamment de l'optimisation du patrimoine immobilier), (ii) par le recul de 47 millions d'euros de la charge au titre de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, en raison principalement de la baisse du résultat de cession d'actifs immobilisés en France et en Espagne (voir note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés), (iii) en partie compensés par la diminution de 80 millions d'euros de la charge nette sur principaux litiges, correspondant à la réappréciation du risque sur différents contentieux.

1.2.3 Résultat net du Groupe

	2021	2020 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Résultat d'exploitation	(1 752)	2 250
Coût de l'endettement financier brut (hors actifs financés)	(461)	(569)
Intérêts sur dettes liés aux actifs financés ⁽¹⁾	(1)	(1)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	(5)	1
Gain (perte) de change	57	(115)
Intérêts sur dettes locatives ⁽¹⁾	(58)	(58)
Autres produits et charges financiers	32	(3)
Résultat financier	(436)	(744)
Impôts sur les sociétés	(417)	(491)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(2 605)	1 015
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	(2 769)	927
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	165	88

(1) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAAL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2021, le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange est une perte de 2 605 millions d'euros, contre un résultat positif de 1 015 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une baisse de 3 620 millions d'euros. Cette diminution s'explique principalement par le recul de 4 002 millions d'euros du résultat d'exploitation, en partie compensée (i) par l'amélioration de 308 millions d'euros du résultat financier (voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés), et (ii) par la diminution de 74 millions d'euros de la charge d'impôt sur les sociétés (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés).

Entre les deux périodes, l'amélioration du résultat financier résulte principalement (i) de la diminution du coût de l'endettement financier brut hors actifs financés, en raison de notamment de la baisse du volume des emprunts obligataires, et (ii) de l'amélioration du résultat de change, liée essentiellement à l'effet des instruments dérivés (*cross currency swaps*) mis en place par le Groupe pour couvrir son exposition économique sur les titres subordonnés émis en livres sterling, dont la réévaluation au titre du risque de change n'est pas comptabilisée (voir notes 8.2 et 11.4 de l'annexe aux comptes consolidés).

Après prise en compte du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (voir note 11.6 de l'annexe aux comptes consolidés), le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est une perte de 2 769 millions d'euros au premier semestre 2021, contre un résultat positif de 927 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une diminution de 3 696 millions d'euros.

1.2.4 Résultat global du Groupe

Le passage du résultat net de l'ensemble consolidé au résultat global consolidé du Groupe est détaillé dans l'*Etat du résultat global consolidé des comptes consolidés*.

1.2.5 Investissements du Groupe

Investissements incorporels et corporels ⁽²⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
eCAPEX	3 845	3 131	3 156	22,8 %	21,9 %
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés ⁽³⁾	48	197	197	(75,7)%	(75,7)%
Licences de télécommunication	293	42	42	ns	ns
Actifs financés ⁽⁴⁾	23	117	117	(80,7)%	(80,7)%
Total Groupe	4 208	3 488	3 513	20,7 %	19,8 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Voir note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

(3) Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés inclus dans les CAPEX économiques (eCAPEX).

(4) Les actifs financés comprennent les décodeurs (*set-up box*) en France financés par un intermédiaire bancaire et qui répondent au critère normatif de la définition d'une immobilisation selon IAS 16.

Entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, l'augmentation des investissements incorporels et corporels du Groupe résulte (i) de la progression des investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication, et (ii) de la hausse des dépenses relatives aux licences de télécommunication, (iii) en partie compensées par le recul des dépenses liées aux actifs financés.

Les investissements financiers (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) du Groupe sont détaillés dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés* et dans la section 1.4.1 *Situation et flux de trésorerie des activités télécoms*.

1.2.5.1 CAPEX économiques

Au premier semestre 2021, les CAPEX économiques du groupe Orange représentent 3 845 millions d'euros (dont 3 832 millions d'euros au titre des activités télécoms et 13 millions d'euros au titre des activités des Services Financiers Mobiles), en hausse de 21,9 % en données historiques et de 22,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2020. Le ratio de CAPEX

économiques rapportés au chiffre d'affaires des activités télécoms s'établit à 18,4 % au premier semestre 2021, en hausse de 3,2 points par rapport au premier semestre 2020, en données historiques comme en données à base comparable.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 21,9 % des CAPEX économiques du Groupe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, soit une hausse de 690 millions d'euros, intègre :

- l'effet négatif des variations de change qui s'établit à 25 millions d'euros ;
- et l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 714 millions d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 714 millions d'euros des CAPEX économiques du Groupe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, soit une hausse de 22,8 %, s'explique principalement :

- par la forte croissance des investissements dans les réseaux fixes et mobiles à très haut débit (FTTH et 4G / 5G), essentiellement en France, et dans une moindre mesure, dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient et en Europe. Le premier semestre 2020 avait été marqué par d'importants retards sur les déploiements des réseaux fixes et mobiles à très haut débit liés au contexte de crise sanitaire Covid-19. Au 30 juin 2021, le Groupe compte désormais 51,8 millions de foyers raccordables au FTTH (et un total de 52,8 millions de foyers raccordables au très haut débit) à travers le monde, en croissance de 22,4 % sur un an, dont 26,1 millions en France, 15,3 millions en Espagne et 5,4 millions en Pologne et 2,3 millions en Roumanie (voir section 1.1.3 *Faits marquants*). Par ailleurs, fin juin 2021, Orange a ouvert commercialement son réseau 5G dans 6 pays européens (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) ;
- par la diminution des cessions d'actifs immobilisés, liée au contre-effet des importantes cessions réalisées au premier semestre 2020, (i) en Espagne, dans le cadre de la cession de 1 500 sites mobiles non stratégiques à Cellnex pour 260 millions d'euros (dont 75 millions d'euros au premier semestre 2020), et (ii) en France, avec notamment la cession de prises FTTH à SFR au premier semestre 2020, suite à l'accord conclu en mai 2018 entre Orange et SFR (accord ayant conduit à ce qu'Orange se retire de 236 communes sur le périmètre de sa zone AMII, au profit de SFR) ;
- et par l'augmentation des CAPEX économiques relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, essentiellement en France.

Les investissements du Groupe bénéficient de co-financements reçus des autres opérateurs et de subventions, notamment en France, en Espagne et en Pologne.

1.2.5.2 Licences de télécommunication

Au premier semestre 2021, les licences de télécommunication s'élèvent à 293 millions d'euros et concernent principalement (i) la France pour 207 millions d'euros (avec le renouvellement de licences 2G dans les bandes de fréquences 900 MHz et 1 800 MHz), l'Espagne pour 64 millions d'euros (essentiellement au titre de licences 5G), la Belgique pour 11 millions d'euros et la Guinée pour 10 millions d'euros.

Au premier semestre 2020, les licences de télécommunication s'élevaient à 42 millions d'euros, en données historiques comme en données à base comparable, et concernaient essentiellement (i) la Roumanie pour 30 millions d'euros (avec le renouvellement de la licence 3G dans la bande de fréquences 2 100 MHz), et (ii) le Maroc pour 9 millions d'euros.

Par ailleurs, les licences de télécommunication peuvent donner lieu, dans certains cas, à des redevances annuelles comptabilisées en impôts et taxes d'exploitation dans le *Compte de résultat consolidé*.

1.3 Analyse par secteur opérationnel

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, les principales données opérationnelles (données financières et effectifs) par secteur pour les premiers semestres 2021, 2020 en données à base comparable et 2020 en données historiques.

Pour plus de détails concernant les informations sectorielles, voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(page laissée en blanc intentionnellement)

Exercices clos le 30 juin (en millions d'euros)	France	Europe			
		Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe	Total Europe
2021					
Chiffre d'affaires	8 950	2 368	2 800	(4)	5 164
EBITDAaL	3 181	610	749	-	1 359
Résultat d'exploitation	1 548	(3 773)	189	-	(3 584)
eCAPEX	2 171	457	413	-	870
Licences de télécommunication	207	64	11	-	75
Nombre moyen d'employés	49 927	6 749	19 251	-	26 000
2020 – Données à base comparable (1)					
Chiffre d'affaires	8 992	2 495	2 689	(4)	5 181
EBITDAaL	3 252	728	715	-	1 444
Résultat d'exploitation	1 508	228	169	-	397
eCAPEX	1 647	392	363	-	755
Licences de télécommunication	0	3	30	-	33
Nombre moyen d'employés	51 946	7 017	20 089	-	27 107
2020 – Données historiques					
Chiffre d'affaires	9 024	2 503	2 729	(4)	5 229
EBITDAaL	3 301	728	729	-	1 457
Résultat d'exploitation	1 557	228	174	-	402
eCAPEX	1 635	392	369	-	761
Licences de télécommunication	0	3	30	-	33
Nombre moyen d'employés	51 909	7 017	20 089	-	27 107

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

Afrique & Moyen-Orient	Entreprises	Opérateurs Internationaux & Services Partagés	Eliminations Activités télécoms	Total Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations Groupe	Total Groupe
3 043	3 840	743	(869)	20 870	-	(4)	20 867
1 051	484	(182)	-	5 893	(56)	1	5 837
579	295	(514)	-	(1 676)	(77)	1	(1 752)
525	157	110	-	3 832	13	-	3 845
11	-	-	-	293	-	-	293
14 575	27 990	12 719	-	131 211	942	-	132 153
2 748	3 789	729	(883)	20 555	-	(2)	20 553
898	486	(148)	-	5 933	(75)	1	5 859
435	281	(312)	-	2 309	(90)	1	2 220
434	170	110	-	3 115	16	-	3 131
9	0	0	-	42	-	-	42
14 440	27 142	12 589	-	133 225	860	-	134 085
2 845	3 859	728	(915)	20 771	-	(1)	20 769
935	471	(179)	-	5 985	(72)	1	5 914
456	267	(345)	-	2 337	(87)	1	2 250
449	174	123	-	3 142	14	-	3 156
9	0	0	-	42	-	-	42
14 440	27 116	12 682	-	133 254	831	-	134 085

1.3.1 France

France (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	8 950	8 992	9 024	(0,5)%	(0,8)%
EBITDAaL	3 181	3 252	3 301	(2,2)%	(3,6)%
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	35,5 %	36,2 %	36,6 %	(0,6 pt)	(1,0 pt)
Résultat d'exploitation	1 548	1 508	1 557	2,7 %	(0,5)%
eCAPEX	2 171	1 647	1 635	31,8 %	32,8 %
eCAPEX / Chiffre d'affaires	24,3 %	18,3 %	18,1 %	5,9 pt	6,1 pt
Licences de télécommunication ⁽²⁾	207	0	0	ns	ns
Nombre moyen d'employés	49 927	51 946	51 909	(3,9)%	(3,8)%

(1) Voir section 1.5.1 Données à base comparable.

(2) Voir section 1.2.5.2 Licences de télécommunication.

1.3.1.1 Chiffre d'affaires – France

France (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	8 950	8 992	9 024	(0,5)%	(0,8)%
Services facturés aux clients ⁽²⁾	5 383	5 377	5 377	0,1 %	0,1 %
Services convergents	2 317	2 268	2 268	2,2 %	2,2 %
Services mobiles seuls	1 122	1 120	1 124	0,2 %	(0,1)%
Services fixes seuls	1 944	1 990	1 986	(2,3)%	(2,1)%
Services fixes seuls haut débit	1 415	1 367	1 363	3,5 %	3,8 %
Services fixes seuls bas débit	529	623	623	(15,1)%	(15,1)%
Services aux opérateurs	2 720	2 838	2 871	(4,2)%	(5,3)%
Ventes d'équipements	523	458	458	14,2 %	14,2 %
Autres revenus	325	319	318	1,9 %	2,1 %

(1) Voir section 1.5.1 Données à base comparable.

(2) Voir section 1.6.4 Glossaire financier.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 74 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique (i) par l'effet défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 32 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 42 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 42 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, soit une baisse de 0,5 %, s'explique essentiellement (i) par le recul des services aux opérateurs et, dans une moindre mesure, par la diminution des services de téléphonie classique (bas débit), (ii) partiellement compensés par la hausse des ventes d'équipements, par l'augmentation des services convergents et par la progression des services fixes seuls haut débit.

Entre les deux périodes, le recul de 42 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France est liée principalement :

- à la décroissance de 118 millions d'euros des **Services aux opérateurs**, liée essentiellement au contre-effet des importants co-financements reçus au premier semestre 2020, et aux effets de la baisse du dégroupage, de l'itinérance nationale et des terminaisons d'appels mobiles ;
- et par le recul du chiffre d'affaires des **Services fixes seuls**, en baisse de 46 millions d'euros, en raison de la baisse tendancielle de la téléphonie classique (en recul de 15,1 %, soit une diminution de 94 millions d'euros) et de la migration des clients vers les offres convergentes. Le chiffre d'affaires des services fixes seuls haut débit poursuit sa progression (en augmentation de 48 millions d'euros, soit une hausse de 3,5 %) en raison de la progression de 3,1 % de la base d'accès fixes seuls haut débit sur un an, partiellement compensée par la décroissance de 2,1 % de l'ARPO fixe seul haut débit semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) entre les deux périodes.

Cette diminution est en partie compensée :

- par l'augmentation de 65 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Ventes d'équipements**, liée à la reprise de l'activité commerciale suite à la réouverture des boutiques, après la baisse marquée enregistrée au premier semestre 2020 du fait de la crise sanitaire Covid-19 ;
- et par l'augmentation de 49 millions d'euros des **Services convergents** qui continuent leur progression, avec une croissance de 1,1 % de la base de clients convergents sur un an. L'ARPO convergent semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) progresse de 0,3 % entre le 30 juin 2020 et le 30 juin 2021, malgré (i) la baisse de l'itinérance (*roaming*) des clients du fait des restrictions de déplacement liées à la crise sanitaire, et (ii) le recul des offres de contenus par rapport à la forte consommation observée lors du premier confinement au premier semestre 2020. Par ailleurs, le nombre de téléphones mobiles au sein des foyers

continue de croître, avec 9,8 millions de clients mobiles convergents au 30 juin 2021 (en croissance de 1,5 % sur un an), soit 1,68 accès mobile par client convergent.

1.3.1.2 EBITDAaL – France

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 120 millions d'euros de l'EBITDAaL de la France entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 49 millions d'euros, (ii) l'impact positif des variations de change pour 1 million d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 71 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 71 millions d'euros de l'EBITDAaL de la France entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique essentiellement :

- (i) par la hausse des charges commerciales et coûts d'équipements (essentiellement des coûts des terminaux et autres équipements vendus), en lien avec la progression des ventes d'équipements, la reprise de l'activité commerciale et l'accélération de la pénétration de la fibre, (ii) par l'augmentation des autres charges de réseau et charges informatiques, liée en particulier à la maintenance et à l'exploitation du réseau, (iii) par la progression des dotations aux amortissements des droits d'utilisation et des actifs financés (en raison notamment de la mise en service de nouveaux sites techniques), et (iv) par la baisse de 42 millions d'euros du chiffre d'affaires ;
- en partie compensées (i) par le recul des autres achats externes (baisse des frais généraux, contre-effet des surcoûts spécifiques engendrés par la gestion de la crise sanitaire Covid-19 au premier semestre 2020), (ii) par la diminution des impôts et taxes d'exploitation (notamment de la Contribution Economique Territoriale, CET), (iii) par l'augmentation des autres charges opérationnelles, liée notamment à la diminution des dépréciations et pertes sur créances clients, (iv) par le recul des charges d'interconnexion (contre-effet de l'augmentation constatée au premier semestre 2020 dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19), et (v) dans une moindre mesure, par la baisse des charges de personnel, liée principalement à la diminution du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein).

1.3.1.3 Résultat d'exploitation – France

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 9 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 49 millions d'euros, (ii) l'impact positif des variations de change pour 1 million d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 40 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 40 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique principalement :

- par le contre-effet de la comptabilisation d'une charge nette sur principaux litiges de 167 millions d'euros au premier semestre 2020, correspondant à la réappréciation du risque sur différents contentieux ;
- partiellement compensée (i) par la diminution de 71 millions d'euros de l'EBITDAaL, et (ii) par le contre-effet de la comptabilisation d'un résultat de cession des actifs immobilisés de 23 millions d'euros au premier semestre 2020.

1.3.1.4 CAPEX économiques – France

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 536 millions d'euros des CAPEX économiques de la France entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique (i) par l'effet positif des variations de périmètre et autres variations pour 12 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 524 millions d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la progression de 524 millions d'euros des CAPEX économiques de la France entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique essentiellement :

- par la forte croissance des investissements dans les réseaux à très haut débit fixes (FTTH, avec l'augmentation des achats de cofinancements auprès des autres opérateurs et le contre-effet des importants retards sur les déploiements des réseaux dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19 au premier semestre 2020), et accessoirement mobiles (déploiement du réseau 5G) ;
- et par la diminution des cessions d'actifs immobilisés, en raison essentiellement du contre-effet de la cession de prises FTTH à SFR au premier semestre 2020, suite à l'accord conclu en mai 2018 entre Orange et SFR (accord ayant conduit à ce qu'Orange se retire de 236 communes sur le périmètre de sa zone AMI, au profit de SFR).

1.3.1.5 Informations complémentaires – France

France (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Services convergents					
Nombre de clients des services convergents	5 858	5 796	5 796	1,1 %	1,1 %
ARPO convergent (sur 6 mois, en euros) ⁽³⁾	69,0	68,8	68,8	0,3 %	0,3 %
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles ⁽²⁾	21 556	21 467	21 467	0,4 %	0,4 %
Dont : Accès mobiles des clients convergents	9 842	9 692	9 692	1,5 %	1,5 %
Accès mobiles seuls	11 714	11 775	11 775	(0,5)%	(0,5)%
Dont : Clients avec forfaits	19 802	19 417	19 417	2,0 %	2,0 %
Clients avec offres prépayées	1 754	2 050	2 050	(14,4)%	(14,4)%
ARPO mobile seul (sur 6 mois, en euros) ⁽³⁾	16,9	16,6	16,6	2,0 %	1,7 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	29 835	30 674	30 674	(2,7)%	(2,7)%
Nombre d'accès fixes <i>Retail</i>	15 692	16 044	16 044	(2,2)%	(2,2)%
Dont : Nombre d'accès fixes haut débit	12 118	11 755	11 755	3,1 %	3,1 %
Dont : Accès très haut débit (THD)	5 253	3 766	3 766	39,5 %	39,5 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	5 858	5 796	5 796	1,1 %	1,1 %
Accès fixes seuls	6 261	5 959	5 959	5,1 %	5,1 %
ARPO fixe seul haut débit (sur 6 mois, en euros) ⁽³⁾	35,8	36,5	36,4	(2,1)%	(1,8)%
Dont : Nombre d'accès fixes bas débit	3 574	4 289	4 289	(16,7)%	(16,7)%
Dont : Accès RTC	3 539	4 253	4 253	(16,8)%	(16,8)%
Autres accès fixes	35	36	36	(1,9)%	(1,9)%
Nombre d'accès fixes <i>Wholesale</i>	14 143	14 630	14 630	(3,3)%	(3,3)%
Dont : Accès FTTH	4 523	3 005	3 005	50,5 %	50,5 %
Accès Cuivre	9 621	11 624	11 624	(17,2)%	(17,2)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(3) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

1.3.2 Europe

Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	5 164	5 181	5 229	(0,3)%	(1,2)%
EBITDAaL	1 359	1 444	1 457	(5,9)%	(6,8)%
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	26,3 %	27,9 %	27,9 %	(1,6 pt)	(1,6 pt)
Résultat d'exploitation	(3 584)	397	402	na	na
eCAPEX	870	755	761	15,2 %	14,4 %
eCAPEX / Chiffre d'affaires	16,8 %	14,6 %	14,5 %	2,3 pt	2,3 pt
Licences de télécommunication ⁽²⁾	75	33	33	127,5 %	127,5 %
Nombre moyen d'employés	26 000	27 107	27 107	(4,1)%	(4,1)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.(2) Voir section 1.2.5.2 *Licences de télécommunication*.

1.3.2.1 Chiffre d'affaires – Europe

Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	5 164	5 181	5 229	(0,3)%	(1,2)%
Services facturés aux clients	3 451	3 569	3 596	(3,3)%	(4,0)%
Services convergents	1 337	1 371	1 377	(2,5)%	(2,9)%
Services mobiles seuls	1 434	1 514	1 525	(5,3)%	(6,0)%
Services fixes seuls	522	540	546	(3,3)%	(4,5)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	158	144	147	9,4 %	7,2 %
Services aux opérateurs	926	944	952	(2,0)%	(2,8)%
Ventes d'équipements	718	598	611	20,0 %	17,5 %
Autres revenus	70	69	70	0,9 %	(0,6)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	5 164	5 181	5 229	(0,3)%	(1,2)%
Espagne	2 368	2 495	2 503	(5,1)%	(5,4)%
Pologne	1 294	1 241	1 276	4,3 %	1,4 %
Belgique & Luxembourg	656	637	637	3,0 %	3,0 %
Europe centrale ⁽²⁾	856	817	823	4,7 %	4,0 %
Eliminations	(10)	(10)	(10)		

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Europe centrale : entités en Moldavie, en Roumanie et en Slovaquie.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 65 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Europe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique (i) par l'effet négatif des variations de change pour 40 millions d'euros, compte tenu essentiellement de l'évolution du zloty polonais par rapport à l'euro (pour 34 millions d'euros), (ii) par l'impact défavorable des variations de périmètres et autres variations pour 8 millions d'euros, et (iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 17 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 17 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Europe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, soit une baisse de 0,3 %, résulte du recul du chiffre d'affaires de l'Espagne, en grande partie compensé par la progression du chiffre d'affaires des Autres pays d'Europe (tous en croissance), et s'explique essentiellement :

- par la baisse des services facturés aux clients en Espagne, et accessoirement, par la diminution des services aux opérateurs dans tous les pays ;
- partiellement compensées (i) par la croissance des ventes d'équipements dans la totalité des pays, par la progression des services facturés aux clients des Autres pays d'Europe, et (iii) dans une moindre mesure, par l'augmentation des services d'intégration et des technologies de l'information en Pologne.

Entre les deux périodes, le recul de 17 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Europe résulte essentiellement :

- de la baisse de 80 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services mobiles seuls**, principalement en Espagne (voir section 1.3.2.6 *Informations complémentaires – Espagne*), et dans une moindre mesure, en Belgique et en Slovaquie. Cette diminution s'explique notamment par la baisse des revenus d'itinérance internationale (*roaming*) des clients du fait des restrictions de déplacement liées à la crise sanitaire Covid-19. La base d'accès mobiles seuls est en augmentation de 1,3 % sur un an, tirée par la progression de la base d'accès mobiles seuls des Autres pays d'Europe (en hausse de 2,2 % sur un an) ;
- de la diminution de 34 millions d'euros des **Services convergents**, en raison de la dégradation en Espagne (en baisse de 8,5 %) du fait de la forte concurrence (voir section 1.3.2.6 *Informations complémentaires – Espagne*), partiellement compensée par la progression du chiffre d'affaires des services convergents en Pologne (en hausse de 14,3 %) et en Belgique (en hausse de 16,2 %). La base de clients convergents est en hausse de 6,2 % sur un an, en croissance dans tous les pays, et s'élève à 5,3 millions de clients au 30 juin 2021 ;
- de la diminution de 19 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services aux opérateurs**, dans tous les pays, essentiellement due à la baisse des services fixes aux opérateurs (en Espagne, en Belgique et en Pologne), notamment du fait du recul des services aux opérateurs à l'international ;
- et de la baisse de 18 millions d'euros des **Services fixes seuls**, liée principalement à la baisse tendancielle de la téléphonie classique en Pologne.

Cette décroissance est partiellement compensée :

- par l'augmentation de 120 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Ventes d'équipements**, en hausse dans tous les pays, du fait de la reprise de l'activité commerciale au premier semestre 2021 avec l'ouverture des boutiques, contrairement au premier semestre 2020 marqué par les restrictions liées à la crise sanitaire Covid-19 ;
- et dans une moindre mesure, par la progression de 14 millions d'euros du chiffre d'affaire des **Services d'intégration et des technologies de l'information**, essentiellement en Pologne.

1.3.2.2 EBITDAaL – Europe

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 98 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Europe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique (i) par l'impact défavorable des variations de change pour 12 millions d'euros, (ii) par l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 2 millions d'euros, et (iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 85 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 85 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Europe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique essentiellement :

- par la progression des charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus, en lien avec la croissance des ventes d'équipements et la reprise de l'activité au premier semestre 2021 (contre-effet de la crise sanitaire Covid-19 au premier semestre 2020 qui avait entraîné un recul des coûts des terminaux et autres équipements vendus dans la quasi-totalité des pays) ;
- par la diminution de 17 millions d'euros du chiffre d'affaires ;
- partiellement compensées par la décroissance des achats et reversements aux opérateurs, en raison principalement de la baisse des charges d'interconnexion (essentiellement en Espagne, et dans une moindre mesure, en Belgique et en Roumanie) liée au recul des services aux opérateurs.

1.3.2.3 Résultat d'exploitation – Europe

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 3 986 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Europe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique par (i) l'impact défavorable des variations de change pour 3 millions d'euros, (ii) par l'effet négatif des variations de périmètre et autres variations pour 2 millions d'euros, et (iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 3 981 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 3 981 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Europe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique :

- principalement par la dépréciation, au premier semestre 2021, de 3 702 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'Espagne. En Espagne, le plan d'affaires a été révisé à la baisse de manière significative depuis le 31 décembre 2020, compte tenu (i) d'un contexte concurrentiel qui continue de se dégrader malgré les opérations de consolidation du marché en cours (marqué par l'érosion du revenu moyen par utilisateur), et (ii) des incertitudes liées au prolongement de la crise sanitaire (décalage sur l'horizon attendu de reprise économique). Outre la dégradation du plan d'affaires, le Groupe a également intégré les effets attendus de l'opération TowerCos en Espagne sur les flux futurs de trésorerie de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) Espagne, l'opération étant prévue d'ici la fin de l'année (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et accessoirement, (i) par la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge de 145 millions d'euros au titre des coûts des programmes de restructuration en Espagne (plans de départs des salariés, voir note 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés), et (ii) par le recul de 85 millions d'euros de l'EBITDAaL.

1.3.2.4 CAPEX économiques – Europe

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 109 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Europe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, intègre (i) l'effet négatif des variations de change, soit 6 millions d'euros, (ii) et l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 115 millions d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 115 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Europe entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 résulte principalement (i) du contre-effet des cessions d'actifs immobilisés en Espagne au premier semestre 2020 (voir section 1.3.2.6 *Informations complémentaires – Espagne*), et (ii) d'une reprise des investissements dans les réseaux, dans tous les pays, dans un contexte toujours marquée par la crise sanitaire Covid-19.

1.3.2.5 Informations complémentaires – Europe

Europe (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Services convergents					
Nombre de clients des services convergents	5 327	5 018	5 018	6,2 %	6,2 %
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles ⁽²⁾	51 398	50 098	50 098	2,6 %	2,6 %
Dont : Accès mobiles des clients convergents	10 317	9 541	9 541	8,1 %	8,1 %
Accès mobiles seuls	41 081	40 557	40 557	1,3 %	1,3 %
Dont : Clients avec forfaits	38 765	37 009	37 009	4,7 %	4,7 %
Clients avec offres prépayées	12 633	13 089	13 089	(3,5)%	(3,5)%
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	10 898	10 702	10 702	1,8 %	1,8 %
Nombre d'accès fixes <i>Retail</i>	9 588	9 535	9 535	0,6 %	0,6 %
Dont : Nombre d'accès fixes haut débit	7 873	7 529	7 529	4,6 %	4,6 %
Dont : Accès très haut débit (THD)	5 006	4 395	4 395	13,9 %	13,9 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	5 327	5 018	5 018	6,2 %	6,2 %
Accès fixes seuls	2 546	2 512	2 512	1,4 %	1,4 %
Dont : Nombre d'accès fixes bas débit	1 715	2 005	2 005	(14,5)%	(14,5)%
Nombre d'accès fixes <i>Wholesale</i>	1 310	1 168	1 168	12,2 %	12,2 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

1.3.2.6 Informations complémentaires – Espagne

Espagne (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	2 368	2 495	2 503	(5,1)%	(5,4)%
EBITDAaL	610	728	728	(16,2)%	(16,2)%
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	25,8 %	29,2 %	29,1 %	(3,4 pt)	(3,3 pt)
Résultat d'exploitation	(3 773)	228	228	na	na
eCAPEX	457	392	392	16,6 %	16,6 %
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires</i>	19,3 %	15,7 %	15,7 %	3,6 pt	3,6 pt
Licences de télécommunication ⁽²⁾	64	3	3	ns	ns
Nombre moyen d'employés	6 749	7 017	7 017	(3,8)%	(3,8)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.(2) Voir section 1.2.5.2 *Licences de télécommunication*.

Chiffre d'affaires – Espagne

Espagne (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	2 368	2 495	2 503	(5,1)%	(5,4)%
Services facturés aux clients	1 614	1 779	1 779	(9,2)%	(9,2)%
Services convergents	933	1 020	1 020	(8,5)%	(8,5)%
Services mobiles seuls	450	517	517	(12,9)%	(12,9)%
Services fixes seuls	225	238	238	(5,4)%	(5,4)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	6	4	4	42,6 %	42,6 %
Services aux opérateurs	443	449	449	(1,4)%	(1,4)%
Ventes d'équipements	310	255	263	21,5 %	17,9 %
Autres revenus	0	12	12	(96,0)%	(96,0)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 135 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique principalement (i) par l'impact défavorable des variations de périmètres et autres variations pour 8 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 127 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la baisse de 127 millions d'euros du chiffre d'affaires de l'Espagne entre les deux périodes, soit une baisse de 5,1 %, résulte essentiellement :

- de la diminution de 86 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services convergents**, qui s'explique par un environnement concurrentiel toujours très agressif, entraînant une baisse de l'ARPO convergent semestriel (en baisse de 8,3 % sur un an), malgré une progression de la base de clients convergents de 2,4 % sur un an ;
- de la décroissance de 67 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services mobiles seuls**, en raison principalement de la poursuite de la migration du marché vers les offres à bas coûts entraînant (i) une baisse de 3,8 % de l'ARPO mobile seul semestriel sur un an, et (ii) une diminution de 1,5 % de la base d'accès mobiles seuls sur un an. La base des clients avec forfaits (hors M2M) est impactée par la pression concurrentielle et par la migration des clients vers des offres *low cost*, tandis que la base de clients avec offres prépayées continue de souffrir de la crise sanitaire Covid-19 et de ses effets sur le tourisme ;
- et dans une moindre mesure, (i) de la baisse de 13 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services fixes seuls**, impacté également par un environnement très concurrentiel entraînant un recul de l'ARPO fixe seul semestriel de 10,9 % sur un an, et une diminution de 1,2 % de la base d'accès fixes seuls haut débit sur un an, et (ii) du recul de 11 millions d'euros des **Autres revenus** ;
- partiellement compensées par la progression de 55 millions d'euros des **Ventes d'équipement**, liée à la reprise de l'activité commerciale au premier semestre 2021 et au contre-effet de la crise sanitaire Covid-19 au premier semestre 2020 (avec notamment la fermeture des boutiques).

EBITDAaL – Espagne

Evolution en données historiques comme en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 118 millions d'euros de l'EBITDAaL de l'Espagne entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique essentiellement par :

- (i) par la baisse de 127 millions d'euros du chiffre d'affaires, (ii) par la progression des charges commerciales et coûts d'équipements en lien avec la croissance des ventes d'équipements et la reprise de l'activité au premier semestre 2021, et (iii) par l'augmentation des coûts de contenus, en raison principalement de la hausse des coûts des services de télévision et des droits relatifs au football ;
- partiellement compensées (i) par la diminution des achats et reversements aux opérateurs, du fait de la baisse des coûts de connectivité d'accès au réseau due à la migration des clients vers la fibre en réseau propre, et également du recul de l'activité, et (ii) par la baisse des autres achats externes liée notamment aux efforts d'optimisation de la structure des coûts.

Résultat d'exploitation – Espagne

Evolution en données historiques comme en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la diminution de 4 001 millions d'euros du résultat d'exploitation de l'Espagne entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique :

- principalement par la dépréciation, au premier semestre 2021, de 3 702 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'Espagne, dont le plan d'affaires a été révisé à la baisse de manière significative depuis le 31 décembre 2020, compte tenu (i) d'un contexte concurrentiel qui continue de se dégrader malgré les opérations de consolidation du marché en cours (marqué par l'érosion du revenu moyen par utilisateur), et (ii) des incertitudes liées au prolongement de la crise sanitaire (décalage sur l'horizon attendu de reprise économique). Outre la dégradation du plan d'affaires, les effets attendus de l'opération TowerCos ont également été intégrés sur les flux futurs de trésorerie de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) Espagne, l'opération étant prévue d'ici la fin de l'année (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et accessoirement, (i) par la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge de 145 millions d'euros au titre des coûts des programmes de restructuration (plans de départs des salariés, voir note 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés), (ii) par la diminution de 118 millions d'euros de l'EBITDAaL, et (iii) dans une moindre mesure, par le recul de 22 millions d'euros de la charge au titre de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, en raison principalement de la baisse du résultat de cession d'actifs immobilisés.

CAPEX économiques – Espagne

Evolution en données historiques comme en données à base comparable

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, la progression de 65 millions d'euros des CAPEX économiques de l'Espagne entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 résulte essentiellement (i) du contre-effet des cessions réalisées au premier semestre 2020 dans le cadre de la cession de 1 500 sites mobiles non stratégiques à Cellnex pour 260 millions d'euros (dont 75 millions d'euros au premier semestre 2020), et (ii) d'une accélération des investissements dans les réseaux mobiles, qui avaient été freinés au premier semestre 2020 du fait de la crise sanitaire Covid-19, (iii) partiellement compensés par de moindres investissements liés à l'informatique.

1.3.3 Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 043	2 748	2 845	10,7 %	6,9 %
EBITDAaL	1 051	898	935	17,0 %	12,4 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	34,5 %	32,7 %	32,9 %	1,9 pt	1,7 pt
Résultat d'exploitation	579	435	456	33,0 %	27,0 %
eCAPEX	525	434	449	21,0 %	16,9 %
eCAPEX / Chiffre d'affaires	17,2 %	15,8 %	15,8 %	1,5 pt	1,5 pt
Licences de télécommunication ⁽²⁾	11	9	9	15,5 %	15,7 %
Nombre moyen d'employés	14 575	14 440	14 440	0,9 %	0,9 %

(1) Voir section 1.5.1 Données à base comparable.

(2) Voir section 1.2.5.2 Licences de télécommunication.

L'Afrique et le Moyen-Orient continuent d'être marqués par une instabilité politique ou économique et parfois par une pression fiscale ou réglementaire qui peuvent affecter l'activité et les résultats de ses filiales et participations, et pourraient continuer de les affecter dans le futur. Dans certains cas, ces situations peuvent contribuer à la décision du Groupe de comptabiliser des dépréciations d'actifs (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés). Pour plus d'informations concernant les facteurs de risques, voir la section 2.1 *Facteurs de risque* du Document d'enregistrement universel 2020.

1.3.3.1 Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 043	2 748	2 845	10,7 %	6,9 %
Services facturés aux clients	2 660	2 359	2 444	12,8 %	8,8 %
Services mobiles seuls	2 329	2 080	2 164	11,9 %	7,6 %
Services fixes seuls	318	265	270	19,9 %	17,9 %
Services d'intégration et des technologies de l'information	13	13	11	1,6 %	24,6 %
Services aux opérateurs	310	329	342	(5,6)%	(9,3)%
Ventes d'équipements	54	42	40	28,8 %	34,3 %
Autres revenus	18	18	19	0,7 %	(4,3)%

(1) Voir section 1.5.1 Données à base comparable.

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 043	2 748	2 845	10,7 %	6,9 %
Sous-groupe Sonatel ⁽²⁾	978	868	895	12,7 %	9,3 %
Sous-groupe Côte d'Ivoire ⁽³⁾	710	633	636	12,1 %	11,5 %
Egypte	449	406	440	10,7 %	2,1 %
Maroc	314	296	295	6,1 %	6,3 %
Jordanie	190	182	200	4,3 %	(4,7)%
Cameroun	185	159	159	16,6 %	16,6 %
Congo (RDC)	131	130	143	0,4 %	(8,2)%
Autres pays ⁽⁴⁾	113	100	105	13,1 %	8,2 %
Eliminations	(28)	(27)	(27)		

(1) Voir section 1.5.1 Données à base comparable.

(2) Sous-groupe Sonatel : entités au Sénégal, au Mali, en Guinée, en Guinée-Bissau et en Sierra Leone.

(3) Sous-groupe Côte d'Ivoire : entités en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Libéria.

(4) Autres pays : principalement Botswana, Centrafrique (RCA) et Madagascar.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 197 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'impact négatif des variations de change pour 98 millions d'euros, compte-tenu essentiellement de l'évolution de la livre égyptienne (pour 33 millions d'euros), du franc guinéen (pour 22 millions d'euros), et du dinar jordanien (pour 17 millions d'euros), par rapport à l'euro, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 295 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 295 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, soit une hausse de 10,7 %, s'explique principalement par la progression de l'activité dans tous les pays de la zone à l'exception de la Centrafrique (RCA, touchée par un incendie de centre de données au premier semestre 2021), avec 10 pays affichant une croissance à deux chiffres.

Entre les deux périodes, la croissance de 295 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient est tirée principalement par la hausse de 248 millions d'euros des **Services mobiles seuls**, liée en grande partie à la progression de ses moteurs de croissance que sont :

- les services de données, qui affichent une croissance de 23,0 % sur un an, tirée notamment par la dynamique de la base de clients 4G qui croît de 36,6 % sur un an et dépasse plus de 38 millions de clients au 30 juin 2021 ;
- et Orange Money, en hausse de 20,6 % sur un an.

Par ailleurs, la base d'accès mobiles continue sa progression et affiche une hausse de 7,0 % sur un an.

Le chiffre d'affaires des **Services fixes seuls** progresse de 53 millions d'euros entre les deux périodes, tiré par le développement des services haut débit, qui augmentent de 48 millions d'euros (soit une hausse de 29,8 % sur un an), avec de 1,9 millions d'accès fixes seuls haut débit au 30 juin 2021 (en progression de 29,6 % sur un an).

Ces évolutions favorables sont en partie compensées par le recul des revenus des **Services aux opérateurs**, qui diminuent de 19 millions d'euros entre les deux périodes, du fait notamment de la baisse du chiffre d'affaires sur le *hubbing* et des volumes sur le trafic international entrant.

1.3.3.2 EBITDAaL – Afrique & Moyen-Orient

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 116 millions d'euros de l'EBITDAaL des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, intègre (i) l'effet négatif des variations de change pour 35 millions d'euros, (ii) l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 2 millions d'euros, et (iii) par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 153 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la progression de 153 millions d'euros de l'EBITDAaL des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique essentiellement :

- par la croissance de 295 millions d'euros du chiffre d'affaires ;
- partiellement compensée (i) par l'augmentation des charges commerciales et coûts des équipements, du fait principalement de la hausse des commissions de distribution en lien avec la progression de l'activité (notamment d'Orange Money), (ii) par la progression des autres charges de réseau et charges informatiques, en raison de la poursuite des déploiements de réseau dans l'ensemble des pays, (iii) par la progression des impôts et taxes d'exploitation, en relation notamment avec la croissance de l'activité de la zone, et (iv) par la hausse des autres charges opérationnelles.

1.3.3.3 Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 123 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, intègre (i) l'effet négatif des variations de change pour 18 millions d'euros, (ii) l'impact défavorable des variations de périmètre et autres variations pour 2 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 144 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 144 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique principalement par la hausse de 153 millions d'euros de l'EBITDAaL, en partie compensée par la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge de 32 millions d'euros au titre des coûts des programmes de restructuration.

1.3.3.4 CAPEX économiques – Afrique & Moyen-Orient

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 76 millions d'euros des CAPEX économiques des pays d'Afrique et Moyen-Orient entre premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'effet négatif des variations de change, soit 15 millions d'euros, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 91 millions d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 91 millions d'euros des CAPEX économiques des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 résulte essentiellement de la progression des investissements dans les réseaux mobiles et fixes à très haut débit (4G et FTTH), en particulier en Egypte et pour le sous-groupe Sonatel.

1.3.3.5 Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles ⁽²⁾	132 192	123 516	123 516	7,0 %	7,0 %
Dont : Clients avec forfaits	6 979	5 793	5 793	20,5 %	20,5 %
Clients avec offres prépayées	125 214	117 723	117 723	6,4 %	6,4 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	2 712	2 277	2 277	19,1 %	19,1 %
Nombre d'accès fixes <i>Retail</i>	2 712	2 277	2 277	19,1 %	19,1 %
Dont : Nombre d'accès haut débit	1 867	1 441	1 441	29,6 %	29,6 %
Nombre d'accès fixes bas débit	845	836	836	1,0 %	1,0 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

1.3.4 Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 840	3 789	3 859	1,3 %	(0,5)%
EBITDAaL	484	486	471	(0,5)%	2,7 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	12,6 %	12,8 %	12,2 %	(0,2 pt)	0,4 pt
Résultat d'exploitation	295	281	267	4,8 %	10,4 %
eCAPEX	157	170	174	(8,0)%	(9,9)%
eCAPEX / Chiffre d'affaires	4,1 %	4,5 %	4,5 %	(0,4 pt)	(0,4 pt)
Nombre moyen d'employés	27 990	27 142	27 116	3,1 %	3,2 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

1.3.4.1 Chiffre d'affaires – Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 840	3 789	3 859	1,3 %	(0,5)%
Services fixes seuls	1 834	1 921	1 958	(4,5)%	(6,3)%
Services de voix ⁽²⁾	569	626	632	(9,0)%	(10,0)%
Services de données ⁽³⁾	1 265	1 296	1 326	(2,4)%	(4,6)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	1 565	1 442	1 475	8,6 %	6,1 %
Services et équipements mobiles ⁽⁴⁾	440	426	426	3,4 %	3,4 %
Services mobiles seuls	318	324	327	(1,6)%	(2,7)%
Services aux opérateurs	21	21	21	0,3 %	0,3 %
Ventes d'équipements	101	81	77	24,6 %	30,2 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Les Services de voix comprennent (i) les offres de voix historiques (accès au Réseau Téléphonique Commuté, RTC), (ii) les produits de Voix sur IP (VoIP), (iii) les services d'audioconférence, (iv) le trafic entrant pour centres d'appels, et (v) les ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de voix.

(3) Les Services de données comprennent (i) les solutions de données historiques qu'Orange Business Services continuent à offrir (*Frame Relay*, *Transrel*, liaisons louées, bas débit), (ii) les services ayant atteint une certaine maturité tels que l'IP-VPN et les produits d'infrastructure à haut débit comme les accès par satellite ou la fibre optique, (iii) les services de télédiffusion satellitaire (*broadcast*), (iv) les offres de nomadisme Business Everywhere, et (v) les ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de données.

(4) Les Services et équipements mobiles comprennent (i) les services mobiles seuls, (ii) les services aux opérateurs correspondant au trafic mobile entrant des entreprises facturés aux autres opérateurs, et (iii) les ventes d'équipements mobiles facturées aux entreprises.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 19 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'effet défavorable des variations de change, soit 59 millions d'euros, résultant essentiellement de l'évolution du dollar américain par rapport à l'euro, (ii) l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations pour 11 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 51 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la progression de 51 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Entreprises entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, soit une hausse de 1,3 %, résulte essentiellement (i) de la progression des Services d'intégration et des technologies de l'information et, dans une moindre mesure, des Services et ventes d'équipements mobiles, (ii) partiellement compensés par le recul des Services fixes seuls (voix et données).

Entre les deux périodes, l'augmentation de 123 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services d'intégration et des technologies de l'information** résulte essentiellement de la croissance du cloud (en hausse de 9,8 % sur un an) et des services de sécurité (en progression de 14,3 % sur un an).

Le chiffre d'affaires des **Services et équipements mobiles** est en hausse de 15 millions d'euros, portés par la reprise des ventes d'équipements, tandis que l'itinérance (*roaming*) reste impactée par les restrictions de déplacement liées à la crise sanitaire Covid-19.

Ces évolutions sont partiellement compensées par la diminution de 57 millions d'euros du chiffre d'affaires des **Services de voix** qui résulte de la baisse tendancielle des services de voix (en particulier de la téléphonie fixe classique, en retrait de 11,2 % sur un an) et du contre-effet de l'utilisation importante des services d'audioconférence au premier semestre 2020 pendant les périodes de confinement. Entre les deux périodes, le chiffre d'affaires des **Services de données** est également en recul (en baisse de 31 millions d'euros) essentiellement à l'international, et s'explique notamment par la transformation des technologies des services ainsi que par la baisse de 5,9 % du chiffre d'affaires des services de télédiffusion satellitaire (Globecast) qui restent impactés par la crise sanitaire Covid-19 (reports et d'annulations de manifestations et événements sportifs et culturels).

1.3.4.2 EBITDAaL – Entreprises

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 13 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Entreprises entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'effet positif des variations de périmètre et autres variations pour 26 millions d'euros, (ii) l'impact défavorable des variations de change pour 11 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 2 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 2 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Entreprises entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique essentiellement :

- (i) par l'augmentation des charges commerciales et coûts d'équipements, en lien avec la progression des ventes d'équipements mobiles, (ii) par la hausse des charges de personnel, en raison notamment de la progression du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) liée au développement des services d'intégration et des technologies de l'information, et (iii) par la hausse des achats et reversements d'autres services ;
- en partie compensées (i) par la progression de 51 millions d'euros du chiffre d'affaires, (ii) par la décroissance des achats et reversements aux opérateurs, (iii) par la diminution des frais généraux, (iv) par la baisse des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels), et (v) par la diminution des impôts et taxes d'exploitation.

1.3.4.3 Résultat d'exploitation – Entreprises

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'augmentation de 28 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'impact positif des variations de périmètre et autres variations pour 26 millions d'euros, (ii) l'effet défavorable des variations de change, soit 11 millions d'euros, résultant essentiellement de l'évolution du dollar américain par rapport à l'euro, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 14 du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la progression de 14 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Entreprises entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique principalement par la baisse des dotations aux amortissements des actifs immobilisés, en raison du ralentissement des investissements et de la mise au rebut de terminaux.

1.3.4.4 CAPEX économiques – Entreprises

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 17 millions d'euros des CAPEX économiques d'Entreprises entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, s'explique (i) par l'impact défavorable des variations de change, soit 4 millions d'euros, et (ii) par l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 14 millions d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 14 millions d'euros des CAPEX économiques d'Entreprises entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique essentiellement par de moindres projets en phase de construction.

1.3.4.5 Informations complémentaires – Entreprises

Entreprises (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles en France ⁽²⁾	13 254	12 875	12 875	2,9 %	2,9 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes en France	1 325	1 467	1 467	(9,7)%	(9,7)%
Nombre d'accès fixes <i>Retail</i>	1 325	1 467	1 467	(9,7)%	(9,7)%
Dont : Nombre d'accès fixes haut débit	236	246	246	(4,0)%	(4,0)%
Nombre d'accès fixes bas débit	1 088	1 220	1 220	(10,8)%	(10,8)%
Nombre d'accès IP-VPN dans le monde ⁽³⁾	352	360	360	(2,3)%	(2,3)%
Dont : Nombre d'accès IP-VPN en France ⁽³⁾	304	305	305	(0,4)%	(0,4)%

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Clients avec forfaits. Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

(3) Accès des clients externes au groupe Orange, hors marché des opérateurs.

1.3.5 Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	743	729	728	2,0 %	2,0 %
EBITDAaL	(182)	(148)	(179)	(23,6)%	(1,7)%
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	(24,5)%	(20,2)%	(24,6)%	(4,3 pt)	0,1 pt
Résultat d'exploitation	(514)	(312)	(345)	(64,4)%	(49,0)%
eCAPEX	110	110	123	0,5 %	(10,8)%
<i>eCAPEX / Chiffre d'affaires</i>	14,8 %	15,0 %	16,9 %	(0,2 pt)	(2,1 pt)
Nombre moyen d'employés	12 719	12 589	12 682	1,0 %	0,3 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

1.3.5.1 Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	743	729	728	2,0 %	2,0 %
Services aux opérateurs	522	532	530	(1,9)%	(1,4)%
Autres revenus	221	196	199	12,4 %	11,2 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la progression de 15 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'impact favorable des variations de périmètres et autres variations pour un montant de 4 millions d'euros, (ii) l'effet négatif des variations de change pour 4 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 14 millions d'euros du chiffre d'affaires.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'augmentation de 14 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, soit une hausse de 2,0 %, s'explique :

- par la croissance de 24 millions d'euros des **Autres revenus**, notamment en raison de la progression des activités de pose et de relevés de fonds (*survey*) d'Orange Marine, avec une faible activité au premier semestre 2020 du fait de la crise sanitaire Covid-19 ;
- partiellement compensée par la diminution de 10 millions d'euros des **Services aux opérateurs**, liée au recul des services aux opérateurs internationaux (en particulier sur les activités voix et *roaming*) toujours impactés par la crise sanitaire Covid-19 et par la transformation des usages.

1.3.5.2 EBITDAaL – Opérateurs internationaux & Services partagés

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 3 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'effet positif des variations de périmètre et autres variations pour 29 millions d'euros, (ii) l'impact favorable des variations de change pour 3 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 35 millions d'euros de l'EBITDAaL.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 35 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 résulte principalement :

- (i) de la hausse des charges commerciales et coûts des équipements, essentiellement liée à la progression des coûts de publicité, de promotion et de sponsoring (droits des Jeux Olympiques 2024), de l'augmentation des charges de personnel, et (iii) de la progression des charges informatiques ;
- partiellement compensées (i) par la hausse de 14 millions d'euros du chiffre d'affaires, et (ii) par la diminution des frais généraux des services partagés, en raison notamment des restrictions persistantes des déplacements du fait de la crise sanitaire Covid-19.

1.3.5.3 Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 169 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'effet positif des variations de périmètre et autres variations pour 30 millions d'euros, (ii) l'impact favorable des variations de change pour 2 millions d'euros, et (iii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 201 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 201 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 résulte principalement (i) de la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge de 114 millions d'euros au titre des coûts des programmes de restructuration (principalement du fait de l'optimisation du patrimoine immobilier), (ii) de la comptabilisation, au premier semestre 2021, d'une charge de 58 millions d'euros au titre des principaux litiges, correspondant à la réappréciation du risque sur différents contentieux, et (iii) de la baisse de 35 millions d'euros de l'EBITDAaL.

1.3.5.4 CAPEX économiques – Opérateurs internationaux & Services partagés

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 13 millions d'euros des CAPEX économiques d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, s'explique (i) par l'impact défavorable des variations de périmètres et autres variations pour 14 millions d'euros, (ii) en partie compensé par l'évolution organique à base comparable, soit une hausse de 1 million d'euros des CAPEX économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la progression de 1 million d'euros des CAPEX économiques d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 résulte principalement (i) de la hausse des cessions d'actifs immobilisés réalisées dans le cadre de l'optimisation du patrimoine immobilier, et (ii) de la progression des investissements sur les grands projets immobiliers.

1.3.6 Services Financiers Mobiles

Services Financiers Mobiles (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données à base comparable ⁽¹⁾	2020 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Produit Net Bancaire (PNB) ⁽²⁾	53	34	34	57,1 %	57,1 %
Coût du risque de crédit bancaire ⁽³⁾	(14)	(11)	(11)	26,5 %	26,5 %
Résultat d'exploitation	(77)	(90)	(87)	14,8 %	11,9 %
eCAPEX	13	16	14	(18,5)%	(8,9)%
Nombre moyen d'employés	942	860	831	9,5 %	13,3 %

(1) Voir section 1.5.1 *Données à base comparable*.

(2) Produit net bancaire (PNB) comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Coût du risque de crédit bancaire comptabilisé en autres charges opérationnelles (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au premier semestre 2021, les activités des Services Financiers Mobiles ont poursuivi leur développement, notamment :

- en Europe, avec (i) la poursuite du développement des offres à valeur, (ii) la migration de l'ensemble des clients de comptes de l'offre commercialisée Orange Bank sur un système de paiement et de retrait Mastercard, et (iii) la signature d'un partenariat avec Younited crédit visant à accélérer le développement du crédit à la consommation (voir section 1.1.3 *Faits marquants*). Au 30 juin 2021, Orange Bank compte près de 1,6 million de clients en France et en Espagne (ce nombre inclut les clients de l'ensemble des offres commercialisées par Orange Bank pour les particuliers, professionnels et entreprises : comptes, crédits et assurance mobile) ;
- et en Afrique, avec la poursuite de l'acquisition de nouveaux clients en Côte d'Ivoire et l'élargissement de l'offre de crédit. Au 30 juin 2021, Orange Bank Africa compte 575 000 clients.

1.3.6.1 Activité opérationnelle

Les informations sectorielles des Services Financiers Mobiles (résultat d'exploitation, investissements incorporels et corporels) sont présentées dans les notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Résultat d'exploitation – Services Financiers Mobiles

Evolution en données historiques

En **données historiques**, l'amélioration de 10 millions d'euros du résultat d'exploitation de Services Financiers Mobiles entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'effet défavorable des variations de périmètres et autres variations pour 3 millions d'euros, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une amélioration de 13 millions d'euros du résultat d'exploitation.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, l'amélioration de 13 millions d'euros du résultat d'exploitation entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, s'explique essentiellement :

- par la hausse de 19 millions d'euros du Produit Net Bancaire (PNB, voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés), portée par le développement des offres de comptes et crédits en France et en Espagne, l'intégration de la néobanque Anytime (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) et le lancement des activités bancaires en Afrique ;
- partiellement compensées (i) par l'augmentation de 3 millions d'euros du coût du risque de crédit bancaire (voir notes 1.2, 1.3, 5.1 et 10.2 de l'annexe aux comptes consolidés), liée principalement au développement de l'activité de crédit en Espagne et en Afrique, (ii) par la hausse de 3 millions d'euros des coûts d'acquisition et d'intégration, en lien avec l'intégration de la néobanque Anytime, et (iii) la progression de 4 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs immobilisés, en raison de l'augmentation des investissements sur un an.

Capex économiques – Services financiers Mobiles

Evolution en données historiques

En **données historiques**, la diminution de 1 million d'euros des CAPEX économiques de Services Financiers Mobiles entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 intègre (i) l'effet favorable des variations de périmètres et autres variations pour 2 millions d'euros, et (ii) l'évolution organique à base comparable, soit une baisse de 3 millions d'euros des Capex économiques.

Evolution en données à base comparable

En **données à base comparable**, la diminution de 3 millions d'euros des CAPEX économiques des Services Financiers Mobiles entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021 s'explique par la baisse des investissements en Espagne et en Afrique.

1.3.6.2 Actifs, passifs et flux de trésorerie

Les informations sectorielles des Services Financiers Mobiles (résultat d'exploitation, investissements incorporels et corporels, actifs, passifs et flux de trésorerie) sont présentées dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés, et les activités des Services Financiers Mobiles (actifs et passifs financiers) sont décrites dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux activités des Services Financiers Mobiles, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2020.

1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles, les analyses et commentaires financiers sont scindés pour refléter ces deux périmètres d'activité. Ainsi, la section 1.4 *Trésorerie et endettement financier des activités télécoms* traite des activités télécoms, et la section 1.3.7 *Services Financiers Mobiles* est dédiée aux activités bancaires du Groupe.

1.4.1 Situation et flux de trésorerie des activités télécoms

1.4.1.1 Cash-flow organique des activités télécoms

Le cash-flow organique des activités télécoms est un agrégat financier non défini par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul du cash-flow organique des activités télécoms et les raisons pour lesquelles le groupe Orange utilise cet agrégat, voir la section 1.5 *Agrégats financiers non définis par les normes IFRS* et la section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Le cash-flow organique des activités télécoms s'établit à 840 millions d'euros au premier semestre 2021 contre 255 millions d'euros au premier semestre 2020 (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cash-flow organique des activités télécoms (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données historiques
EBITDAaL des activités télécoms	5 893	5 985
eCAPEX des activités télécoms	(3 832)	(3 142)
EBITDAaL - eCAPEX des activités télécoms	2 060	2 843
Augmentation (diminution) des dettes de fournisseurs d'eCAPEX ⁽¹⁾	(284)	(340)
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement ⁽²⁾	382	(1 017)
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés nets (nets des dividendes encaissés) ⁽³⁾	(582)	(559)
Impôts sur les sociétés décaissés	(500)	(527)
Autres éléments opérationnels ⁽⁴⁾	(236)	(146)
Cash-flow organique des activités télécoms	840	255

(1) Y compris avance sur subventions d'investissements.

(2) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(3) Hors (i) intérêts décaissés sur dettes locatives pour 59 millions d'euros au premier semestre 2021 et 63 millions d'euros au premier semestre 2020, et (ii) intérêts décaissés sur dettes liées aux actifs financés pour 1 million d'euros au premier semestre 2021 et au premier semestre 2020 (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

(4) Dont (i) décaissements liés aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositifs relatifs aux accords sur l'emploi des séniors en France) et aux coûts de restructuration et d'intégration, (ii) remboursements des dettes locatives et des dettes liées aux actifs financés, (iii) variation des créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation, et (iv) neutralisation des effets non monétaires.

Entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, la progression de 585 millions d'euros du cash-flow organique des activités télécoms s'explique principalement :

- par l'évolution de 1 398 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement entre les deux périodes. Cette évolution résulte essentiellement (i) du recul des créances relatives à l'activité de construction, d'exploitation et de commercialisation des réseaux de fibre optique en France, et (ii) du contre-effet des impacts de la crise sanitaire Covid-19 du premier semestre 2020, qui avait été marqué par l'augmentation des retards de paiement des clients et par les mesures de soutien prises par le Groupe vis-à-vis des fournisseurs de biens et services en France, tandis que le premier semestre 2021 tend vers une normalisation de la situation (voir notes 4.1 et 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- en partie compensée (i) par la progression de 691 millions d'euros des CAPEX économiques des activités télécoms en données historiques, en raison essentiellement du contre-effet du ralentissement du déploiement des réseaux fixes et mobiles durant le premier semestre 2020 dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19, et du recul des cessions d'actifs immobilisés (voir section 1.2.5.1 *CAPEX économiques*), et (ii) dans une moindre mesure, par la baisse de 92 millions d'euros de l'EBITDAaL des activités télécoms en données historiques (voir section 1.2.2.1 *EBITDAaL du Groupe*).

1.4.1.2 Flux de trésorerie des activités télécoms

Les flux de trésorerie des activités télécoms sont présentés dans la note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités télécoms ⁽¹⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données historiques
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 523	4 385
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(3 317)	(3 280)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(3 594)	(1 168)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	(1 386)	(62)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	7 891	6 112
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	(1 386)	(62)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	19	(19)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	6 523	6 031

(1) Voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, l'augmentation de 1 138 millions d'euros du flux net de trésorerie généré par l'activité, pour les activités télécoms, s'explique essentiellement :

- par l'évolution de 1 398 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement entre les deux périodes (voir ci-dessus) ;
- partiellement compensée par la diminution de 310 millions d'euros du résultat d'exploitation des activités télécoms hors dépréciation de 3 702 millions d'euros de l'écart d'acquisition de l'Espagne au premier semestre 2021 (sans effet sur les flux de trésorerie, voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés).

Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, l'augmentation de 37 millions d'euros du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement des activités télécoms s'explique principalement :

- par la progression de 630 millions d'euros des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles (nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations), en raison essentiellement (i) du contre-effet du ralentissement du déploiement des réseaux fixes et mobiles durant le premier semestre 2020 dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19, et (ii) du recul des cessions d'actifs immobilisés (voir section 1.2.5 *Investissements du Groupe*), (iii) les licences de télécommunication décaissées étant globalement stables entre les deux périodes ;
- compensée en grande partie (i) par l'évolution des placements et autres actifs financiers entre les deux périodes, avec une diminution des placements à la juste valeur de 900 millions d'euros au premier semestre 2021, contre une diminution de 357 millions d'euros au premier semestre 2020, en raison du règlement plus important des dividendes au premier semestre 2021 qu'au premier semestre 2020 (voir ci-dessous), et (ii) dans une moindre mesure, par l'augmentation de 74 millions d'euros des cessions de titres de participations évaluées à la juste valeur.

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2020 et le premier semestre 2021, l'augmentation de 2 426 millions d'euros du flux net de trésorerie lié aux opérations de financement des activités télécoms résulte principalement :

- de l'augmentation de 1 497 millions d'euros des remboursements d'emprunts à moyen et long terme et de la baisse de 502 millions d'euros des émissions d'emprunts à moyen et long terme (voir note 8.4 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- de la hausse de 798 millions d'euros des dividendes versés par Orange SA, en raison du règlement au premier semestre 2021 du solde du dividende de 0,50 euro par action au titre de l'exercice 2020 (voir note 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés). Au premier semestre 2020, le solde du dividende distribué au titre de l'exercice 2019 était de 0,20 euro par action ;
- de l'acquisition de 23,94% du capital d'Orange Belgium pour 316 millions d'euros dans le cadre de l'offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle réalisée au premier semestre 2021 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) ;
- en partie compensées (i) par l'évolution des découverts bancaires et des emprunts à court terme pour 837 millions d'euros, en raison notamment du contre-effet du rachat en février 2020 de 500 millions d'euros de titres subordonnés qui avaient été reclassés en emprunts à court terme au 31 décembre 2019, et (ii) par l'évolution de la variation nette des dépôts de *cash collatéral*, avec une amélioration de 568 millions d'euros au premier semestre 2021 contre une amélioration de 133 millions d'euros au premier semestre 2020, en raison de l'évolution de la juste valeur des dérivés.

1.4.2 Endettement financier et position de liquidité des activités télécoms

L'endettement financier net (voir note 8.3 de l'annexe aux comptes consolidés) et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms sont des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces indicateurs et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise, voir la section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et la section 1.6.4 *Glossaire financier*. L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.1.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2020.

	30 juin 2021	31 déc. 2020 <small>données historiques</small>
Endettement financier net ^{(1) (2)}	25 344	23 489
Ratio d'Endettement financier net/ EBITDAaL des activités télécoms ⁽¹⁾	1,99	1,83

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*.

(2) En millions d'euros.

Entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021, l'endettement financier net augmente de 1 855 millions d'euros.

Evolution de l'endettement financier net (au 30 juin, en millions d'euros)	Diminution / (Augmentation)
Endettement financier net au 31 décembre 2020	(23 489)
Cash-flow organique des activités télécoms ⁽¹⁾	840
Licences de télécommunication décaissées	(129)
Principaux litiges décaissés (et encaissés)	(354)
Acquisitions et cessions de titres de participation (nets de la trésorerie acquise ou cédée) ⁽²⁾ et variations des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales	(286)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés ⁽³⁾	(311)
Coupons sur titres subordonnés ⁽³⁾	(163)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère ⁽⁴⁾	(1 330)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(190)
Autres éléments financiers	69
<i>Augmentation de capital d'Orange Bank souscrite par le Groupe</i> ⁽⁵⁾	(70)
<i>Autres</i>	139
Diminution (augmentation) de l'endettement financier net	(1 855)
Endettement financier net au 30 juin 2021	(25 344)

(1) Voir section 1.4.1.1 *Cash-flow organique des activités télécoms* et note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Principalement l'acquisition de 23,94 % du capital d'Orange Belgium pour 316 millions d'euros dans le cadre de l'offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle au premier semestre 2021 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

(3) Voir note 11.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

(4) L'Assemblée Générale du 18 mai 2021 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,90 euro par action au titre de l'exercice 2020. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,40 euro par action, mis en paiement le 9 décembre 2020 pour un montant total de 1 064 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,50 euro par action a été mis en paiement le 17 juin 2021 pour un montant de 1 330 millions d'euros (voir note 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(5) Voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 30 juin 2021, la position de liquidité des activités télécoms s'élève ainsi à 14 985 millions d'euros (voir note 9.1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'évolution des actifs, passifs et résultat financiers (hors activités des Services Financiers Mobiles) est décrite dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Dans le présent document, outre les indicateurs financiers publiés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*), Orange publie des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Comme détaillé ci-dessous, de telles données sont présentées en tant que compléments d'information et ne doivent pas être substituées ou confondues avec les indicateurs financiers tels que définis par les normes IFRS.

1.5.1 Données à base comparable

Pour permettre aux investisseurs de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de l'exercice écoulé et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. Orange fournit le détail des impacts, sur ses indicateurs clés opérationnels, des variations de méthode, de périmètre et de change, permettant ainsi d'isoler l'effet activité intrinsèque. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le *Compte de résultat consolidé des comptes consolidés* de la période écoulée.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation des indicateurs en données à base comparable est pertinente car il s'agit des indicateurs utilisés en interne par le Groupe pour le suivi de ses activités opérationnelles. Les variations en données à base comparable permettent de mieux refléter l'évolution organique de l'activité.

Les données à base comparable ne constituent pas des indicateurs financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

Groupe

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2020 pour les principales données opérationnelles.

Premier semestre 2020 / Groupe (au 30 juin 2020, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDAaL	Résultat d'exploitation	eCAPEX	Nombre moyen d'employés
Données historiques	20 769	5 914	2 250	3 156	134 085
Variations de change ⁽¹⁾	(198)	(54)	(29)	(25)	-
Dollar américain (USD)	(72)	(25)	(24)	(6)	-
Zloty polonais (PLN)	(34)	(9)	(1)	(5)	-
Livre égyptienne (EGP)	(33)	(11)	(4)	(5)	-
Franc guinéen (GNF)	(22)	(11)	(9)	(3)	-
Dinar Jordanien (JOD)	(17)	(6)	(2)	(2)	-
Autres	(20)	8	11	(4)	-
Variations de périmètre et autres variations	(18)	(1)	(1)	-	-
Données à base comparable	20 553	5 859	2 220	3 131	134 085

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2020 et les taux de change moyens du premier semestre 2021.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2020 intègrent (i) les variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2020 et les taux de change moyens du premier semestre 2021 et (ii) les variations de périmètre et autres variations.

Secteurs

Le tableau suivant présente, pour chacun des secteurs du groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2020 pour les principales données opérationnelles.

Premier semestre 2020 / Secteurs (au 30 juin 2020, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDAaL	Résultat d'exploitation	eCAPEX	Nombre moyen d'employés
France					
Données historiques	9 024	3 301	1 557	1 635	51 909
Variations de change ⁽¹⁾	-	1	1	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	(32)	(49)	(49)	12	37
Données à base comparable	8 992	3 252	1 508	1 647	51 946
Europe					
Données historiques	5 229	1 457	402	761	27 107
Variations de change ⁽¹⁾	(40)	(12)	(3)	(6)	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	(8)	(2)	(2)	-	-
Données à base comparable	5 181	1 444	397	755	27 107
Afrique & Moyen-Orient					
Données historiques	2 845	935	456	449	14 440
Variations de change ⁽¹⁾	(98)	(35)	(18)	(15)	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	(2)	(2)	-	-
Données à base comparable	2 748	898	435	434	14 440
Entreprises					
Données historiques	3 859	471	267	174	27 116
Variations de change ⁽¹⁾	(59)	(11)	(11)	(4)	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	(11)	26	26	-	26
Données à base comparable	3 789	486	281	170	27 142
Opérateurs internationaux & Services partagés					
Données historiques	728	(179)	(345)	123	12 682
Variations de change ⁽¹⁾	(4)	3	2	0	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	4	29	30	(14)	(93)
Données à base comparable	729	(148)	(312)	110	12 589
Services Financiers Mobiles					
Données historiques	-	(72)	(87)	14	831
Variations de change ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽²⁾	-	(3)	(3)	2	29
Données à base comparable	-	(75)	(90)	16	860

(1) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2020 et les taux de change moyens du premier semestre 2021.

(2) Dont l'effet des réorganisations internes entre secteurs sans incidence au niveau du Groupe.

1.5.2 EBITDAaL

L'EBITDAaL (ou "EBITDA after Leases") correspond au résultat d'exploitation (i) avant dotations aux amortissements des actifs immobilisés, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant pertes de

valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés, avant résultat des entités mises en équivalence, (ii) après charges d'intérêts sur dettes locatives et dettes liées aux actifs financés, et (iii) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, des coûts des programmes de restructuration, des coûts d'acquisition et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le rapprochement entre l'EBITDAaL et le résultat net de l'ensemble consolidé est exposé ci-dessous.

	2021			2020		
	Données ajustées	Ajustements de présentation ⁽¹⁾	Compte de résultat consolidé	Données ajustées	Ajustements de présentation ⁽¹⁾	Compte de résultat consolidé
(au 30 juin, en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires	20 867	-	20 867	20 769	-	20 769
Achats externes	(8 733)	(4)	(8 736)	(8 546)	-	(8 546)
Autres produits opérationnels	322	-	322	271	-	271
Autres charges opérationnelles	(227)	(68)	(295)	(274)	(174)	(448)
Charges de personnel	(4 373)	(48)	(4 421)	(4 342)	(33)	(4 376)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 188)	(31)	(1 219)	(1 232)	-	(1 232)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	12	12	-	59	59
Coûts des restructurations	-	(245)	(245)	-	(13)	(13)
Dotations aux amortissements des actifs financés	(41)	-	(41)	(22)	-	(22)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(731)	-	(731)	(652)	-	(652)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	(60)	(60)	-	(6)	(6)
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	(1)	1	-	(1)	1	-
Intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	(58)	58	-	(58)	58	-
EBITDAaL	5 837	(385)	-	5 914	(109)	-
Principaux litiges	(89)	89	-	(169)	169	-
Charges spécifiques de personnel	(41)	41	-	(28)	28	-
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	12	(12)	-	59	(59)	-
Coûts des programmes de restructuration	(305)	305	-	(19)	19	-
Coûts d'acquisition et d'intégration	(20)	20	-	(10)	10	-
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 499)	-	(3 499)	(3 549)	-	(3 549)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	(0)	-	(0)	-	-	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	(3 702)	-	(3 702)	-	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(4)	-	(4)	1	-	1
Résultat des entités mises en équivalence	1	-	1	(6)	-	(6)
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	1	(1)	-	1	(1)	-
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	58	(58)	-	58	(58)	-
Résultat d'exploitation	(1 752)	-	(1 752)	2 250	-	2 250
Résultat financier	-	-	(436)	-	-	(744)
Impôts sur les sociétés	-	-	(417)	-	-	(491)
Résultat net de l'ensemble consolidé	-	-	(2 605)	-	-	1 015
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	-	-	(2 769)	-	-	927
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	165	-	-	88

(1) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés) aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au *Compte de résultat consolidé des comptes consolidés*.

(2) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur EBITDAaL est pertinente car, en intégrant les charges de location dans son calcul, cet indicateur permet de mieux refléter la performance opérationnelle des secteurs opérationnels tout en conservant une cohérence avec l'indicateur EBITDA ajusté utilisé dans les informations sectorielles jusqu'au 31 décembre 2018. Il s'agit de l'indicateur de performance opérationnelle utilisés en interne par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2019 (i) pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et (ii) pour mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources. L'EBITDAaL, ou les indicateurs de gestion similaires utilisés par les concurrents d'Orange, sont des indicateurs souvent communiqués et largement utilisés par les analystes, les investisseurs et par les autres intervenants dans l'industrie des télécommunications.

L'EBITDAaL ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou au flux net de trésorerie généré par l'activité.

1.5.3 eCAPEX

Les eCAPEX (ou "CAPEX économiques") correspondent à la fois (i) aux investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication et hors actifs financés, diminués du prix de cession des actifs immobilisés, et (ii) aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles hors licences de télécommunication et hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, diminués du prix de cession des actifs immobilisés.

Le tableau suivant montre le passage (i) des investissements incorporels et corporels tels que présentés dans la note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés, et (ii) des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés*, (iii) aux eCAPEX.

	2021	2020 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Investissements incorporels et corporels	4 208	3 513
Actifs financés	(23)	(117)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽¹⁾	4 186	3 395
Prix de cession des actifs immobilisés	(48)	(197)
Licences de télécommunication	(293)	(42)
eCAPEX	3 845	3 156

(1) Voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés des comptes consolidés*. Hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations. Les actifs financés sont sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur eCAPEX est pertinente car cet indicateur (i) exclut les investissements dans les licences de télécommunication (l'acquisition de ces licences ne relevant pas du suivi quotidien des investissements opérationnels) et les actifs financés (sans effet sur les flux de trésorerie lors de leur acquisition), et (ii) permet, dans un contexte de rotation des actifs lié notamment au modèle économique de la fibre optique, de mesurer plus justement le montant réel des investissements en excluant le prix de cession des actifs immobilisés. Il s'agit de l'indicateur utilisé en interne par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2019 pour l'allocation des ressources, afin de mesurer l'efficacité opérationnelle de l'utilisation des investissements pour chacun de ses secteurs opérationnels.

Les eCAPEX ne constituent pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ou aux investissements incorporels et corporels.

1.5.4 EBITDAaL – eCAPEX

L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" correspond à l'EBITDAaL (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) diminués des eCAPEX (voir section 1.5.3 *eCAPEX*).

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" est pertinente car il s'agit de l'indicateur de performance opérationnelle utilisé en interne par le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2019 pour (i) piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et (ii) mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement du Groupe.

1.5.5 Cash-flow organique des activités télécoms

Le cash-flow organique des activités télécoms correspond au flux net de trésorerie généré par l'activité, diminués (i) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (ii) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (iii) hors licences de télécommunication décaissées et hors effet des principaux litiges décaissés (et encaissés).

Le tableau suivant présente, pour les activités télécoms, le passage du flux net de trésorerie généré par l'activité au cash-flow organique des activités télécoms tel que présenté dans la note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Cash-flow organique des activités télécoms (au 30 juin, en millions d'euros)	2021	2020 données historiques
Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)	5 523	4 385
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(4 245)	(3 615)
Remboursements des dettes locatives	(880)	(642)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(41)	(24)
Neutralisation des licences de télécommunication décaissées	129	134
Neutralisation des principaux litiges décaissés (et encaissés)	354	18
Cash-flow organique des activités télécoms	840	255

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation du cash-flow organique des activités télécoms est pertinente pour mesurer la capacité du Groupe à dégager de la trésorerie à travers ses activités télécoms prises dans leur ensemble en excluant les principaux éléments qui ne sont pas sous son contrôle et qui peuvent varier significativement d'une année à l'autre, ce qui est particulièrement le cas des décaissements (et encaissements) relatifs aux principaux litiges et des décaissements liés aux acquisitions de licences de télécommunication. Il s'agit d'un indicateur plus complet que l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" (utilisé en interne pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels et mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources), car il inclut notamment l'impact des frais financiers, des impôts sur les sociétés et de la variation des besoins en fonds de roulement. C'est pourquoi cet indicateur a été retenu par Orange dans le cadre du plan stratégique **Engage 2025** comme indicateur de performance opérationnelle clé des activités télécoms. Cet indicateur est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le cash-flow organique des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il ne se substitue pas au flux de trésorerie généré par l'activité ni au flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement.

1.5.6 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (i) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis en euros au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), (ii) diminués des dépôts versés de *cash collateral*, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie, inclus dans l'endettement financier, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas comme les flux de trésorerie futurs. En conséquence, la part relative à ces instruments de couvertures en vie enregistrée en autres éléments du résultat global est ajoutée à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle.

La composition de l'endettement financier net est présentée dans la note 8.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'endettement financier net est un indicateur de situation financière utilisé par le Groupe. L'endettement financier net est un indicateur souvent communiqué et largement utilisé par les analystes, les investisseurs, les agences de notation et par la plupart des groupes dans tous les secteurs d'activité en Europe.

L'endettement financier net ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse de l'ensemble des actifs et passifs du Groupe.

1.5.7 Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est calculé sur la base de l'endettement financier net du Groupe (voir section 1.5.6 *Endettement financier net*) rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) calculé sur les 12 mois précédents. Comme l'endettement financier net (tel que défini et utilisé par Orange) ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles, pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent, l'endettement financier net est rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms. Par ailleurs, lors de variations de périmètre affectant significativement l'endettement financier net du Groupe en fin de période, le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est retraité afin de prendre en compte l'EBITDAaL des entités concernées sur les 12 mois précédents.

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 déc. 2020 données historiques
Endettement financier net (a)	25 344	23 489
EBITDAaL des activités télécoms (b)	12 747	12 839
Ratio d'Endettement financier net / EBITDAaL des activités télécoms (a/b)	1,99	1,83

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est utilisé par Orange pour mesurer la capacité du Groupe à rembourser sa dette, et plus largement pour mesurer la solidité de sa structure financière. Ce ratio est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises.

1.6 Informations complémentaires

1.6.1 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

Les principaux événements intervenus au cours du premier semestre 2021 affectant les litiges et engagements contractuels non comptabilisés sont décrits dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.6.2 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2021, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiées au 31 décembre 2020 (voir note 13 de l'annexe aux comptes consolidés).

1.6.3 Événements postérieurs à la clôture

Les principaux événements intervenus postérieurement à la clôture au 30 juin 2021 sont décrits dans la note 14 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.6.4 Glossaire financier

Achats et reversements aux opérateurs : voir Achats externes.

Achats externes : les achats externes comprennent les charges opérationnelles suivantes, hors contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 :

- les **Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus** : coûts des terminaux et autres équipements vendus, commissions de distribution, dépenses de publicité, de promotion, de sponsoring et de changement de marque, et coûts de contenus ;
- les **Achats et reversements aux opérateurs** : charges de réseau et charges d'interconnexion ;
- les **Autres charges de réseau et charges informatiques** : charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, et charges informatiques ;
- et les **Autres achats externes** : frais généraux, charges immobilières, achats et reversements d'autres services, coûts de matériel et autres fournitures stockés, charges de sous-traitance des centres d'appels, et autres consommations externes, nets de la production immobilisée sur biens et services.

ARPO convergent : le chiffre d'affaires moyen par client des offres convergentes (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services des offres convergentes grand public facturées aux clients (hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée, par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres convergentes grand public sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO convergent est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres convergentes.

ARPO mobile seul : le chiffre d'affaires moyen par client des offres mobiles seuls (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services mobiles seuls facturés aux clients (hors *machine-to-machine* et hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée, par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres mobiles seuls (hors *machine-to-machine*) sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO mobile seul est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres mobiles seuls.

ARPO fixe seul haut débit : le chiffre d'affaires moyen par client des offres fixes seuls (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services fixes seuls haut débit facturés aux clients (hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres fixes seuls haut débit sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO fixe seul haut débit est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres fixes seuls.

Autres achats externes : voir Achats externes.

Autres charges de réseau et charges informatiques : voir Achats externes.

Autres charges opérationnelles : voir Autres produits et charges opérationnels.

Autres produits et charges opérationnels : autres produits opérationnels nets des autres charges opérationnelles. Les autres produits et charges opérationnels comprennent :

- les **Autres produits opérationnels** : principalement les autres produits liés au recouvrement des créances clients, le Produit Net Bancaire (PNB, solde net des produits et charges d'exploitation bancaire), les locations de sites et franchises, les crédits d'impôts et subventions, les produits du service universel, les redevances de marque et rémunérations de gestion facturées à certaines entités non contrôlées, les refacturations liées aux partages de réseau, et les produits sur dommages aux lignes ;
- et les **Autres charges opérationnelles** : principalement les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms, les charges relatives aux litiges, les charges du service universel, les coûts d'acquisition et d'intégration, le résultat de change opérationnel, et le coût du risque de crédit bancaire (voir note 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Autres produits opérationnels : voir Autres produits et charges opérationnels.

Autres revenus : voir Chiffre d'affaires.

CAPEX économiques : voir eCAPEX.

Cash-flow organique des activités télécoms : le cash-flow organique des activités télécoms correspond au flux net de trésorerie généré par l'activité, diminué (i) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (ii) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (iii) hors licences de télécommunication décaissées et hors effet des principaux litiges décaissés (et encaissés) (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés). Le cash-flow organique des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus : voir Achats externes.

Charges de personnel : salaires et charges (nets de la production immobilisée), charge de participation des salariés, et charge de rémunération en actions.

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés) comprend :

- les **Services convergents** : le chiffre d'affaires des services convergents comprend le chiffre d'affaires facturé aux clients grand public des offres convergentes (hors ventes d'équipements, voir cette définition) définies comme la combinaison à minima d'un accès haut débit fixe (xDSL, FTTx, câble, 4G fixe) et d'un forfait mobile ;
- les **Services mobiles seuls** : le chiffre d'affaires des services mobiles seuls comprend le chiffre d'affaires facturé aux clients des offres mobiles (appels entrants et sortants : voix, SMS et données), hors services convergents et hors ventes d'équipements (voir ces définitions) ;
- les **Services fixes seuls** : le chiffre d'affaires des services fixes seuls comprend le chiffre d'affaires facturé aux clients des services fixes hors services convergents et hors ventes d'équipements (voir ces définitions). Il comprend la téléphonie fixe classique, les services fixes haut débit, et les solutions et réseaux d'entreprises (à l'exception de la France, pour lequel l'essentiel des solutions et réseaux d'entreprises est porté par le secteur Entreprises). Pour le secteur Entreprises, le chiffre d'affaires des services fixes seuls comprend les ventes d'équipements de réseau liés à l'exploitation des services de voix et de données ;
- les **Services d'intégration et des technologies de l'information** : le chiffre d'affaires des services d'intégration et des technologies de l'information inclut les revenus des services de communication et de collaboration unifiés (*Local Area Network* et téléphonie, conseil, intégration, gestion de projet, offres de vidéoconférence), les services d'hébergement et d'infrastructure (dont le *cloud computing*), les services applicatifs (gestion de la relation clients et autres services applicatifs), les services de sécurité, les services liés au *machine-to-machine* (hors connectivité) ainsi que les ventes d'équipements liées aux produits et services ci-dessus ;
- les **Services aux opérateurs** : le chiffre d'affaires des services aux autres opérateurs inclut (i) les services mobiles aux opérateurs, qui regroupent notamment le trafic mobile entrant, l'itinérance (*roaming*) visiteurs, le partage de réseaux, l'itinérance nationale et les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO), et (ii) les services fixes aux opérateurs, qui comprennent notamment l'interconnexion nationale, les services aux opérateurs internationaux, les services d'accès à haut et très haut débit (accès fibre, dégroupage de lignes téléphoniques, ventes d'accès xDSL), et la vente en gros de lignes téléphoniques ;
- les **Ventes d'équipements** : ventes d'équipements fixes et mobiles, à l'exception (i) des ventes d'équipement liées à la fourniture des services d'intégration et des technologies de l'information, (ii) des ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de voix et de données du secteur Entreprises, et (iii) des ventes d'équipements aux distributeurs externes et courtiers ;
- et les **Autres revenus** : les autres revenus incluent notamment les ventes d'équipements aux distributeurs externes et courtiers, les revenus des portails, de la publicité en ligne et d'activités transverses du Groupe, et divers autres revenus.

Données à base comparable : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*). Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le *Compte de résultat consolidé des comptes consolidés* de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de refléter l'évolution organique de l'activité. Les données à base comparable ne constituent pas des indicateurs financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Données contributives : données après élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

Données historiques : données des périodes passées telles que publiées dans les comptes consolidés de la période actuelle.

Données sociales : données avant élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

EBITDAaL ou "EBITDA after Leases" : résultat d'exploitation (i) avant dotations aux amortissements des actifs immobilisés, avant effets liés aux prises de contrôle, avant reprise des réserves de conversion des entités liquidées, avant pertes de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés, avant résultat des entités mises en équivalence, (ii) après charges d'intérêts sur dettes locatives et dettes liées aux actifs financés, et (iii) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, des coûts des programmes de restructuration, des coûts d'acquisition et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'EBITDAaL ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

EBITDAaL – eCAPEX : EBITDAaL (voir cette définition) diminué des eCAPEX (voir cette définition). L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

eCAPEX ou "CAPEX économiques" : investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication et hors actifs financés, diminués du prix de cession des actifs immobilisés (voir note 1.4 de l'annexe aux des comptes consolidés). Les eCAPEX ne constituent pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Endettement financier net : l'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (i) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis en euros au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), (ii) diminués des dépôts versés de *cash collateral*, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie, inclus dans l'endettement financier, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas comme les flux de trésorerie futurs. En conséquence, la part relative à ces instruments de couvertures en vie enregistrée en autres éléments du résultat global est ajoutée à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle (voir note 8.3 de l'annexe aux comptes consolidés). L'endettement financier net ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Impôts et taxes d'exploitation : impôts et taxes incluant notamment la Contribution Economique Territoriale (CET) et l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en France, les redevances de fréquences et les taxes sur les services de télécommunication.

Investissements incorporels et corporels : voir eCAPEX.

Investissements financiers : acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et variations des parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales.

Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Salaires et charges : voir Charges de personnel.

Services aux opérateurs : voir Chiffre d'affaires.

Services convergents : voir Chiffre d'affaires.

Services d'intégration et des technologies de l'information : voir Chiffre d'affaires.

Services facturés aux clients : agrégation des Services convergents, des Services mobiles seuls, des Services fixes seuls et des Services d'intégration et des technologies de l'information.

Services fixes seuls : voir Chiffre d'affaires.

Services mobiles seuls : voir Chiffre d'affaires.

Variation du besoin en fonds de roulement : la variation du besoin en fonds de roulement comprend :

- la **Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation**, qui comprend (i) la variation des stocks bruts, (ii) la variation des créances clients brutes, (iii) la variation des dettes de fournisseurs d'autres biens et services, et (iv) la variation des actifs et passifs de contrats clients ;
- et la **Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation**, qui comprend la variation des autres éléments d'actif et de passif (hors créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation).

Ventes d'équipements : voir Chiffre d'affaires.

2. Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2021

Faits marquants du premier semestre 2021

Dépréciation de l'écart d'acquisition en Espagne

Au 30 juin 2021, la révision à la baisse du plan d'affaires de l'unité génératrice de trésorerie Espagne a conduit à la comptabilisation d'une perte de valeur de (3 702) millions d'euros de l'écart d'acquisition.



Note 6

Offre publique d'acquisition sur Orange Belgium

Le 8 avril 2021, Orange SA a lancé une offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle sur 46,97 % du capital d'Orange Belgium, correspondant au solde des actions non détenues directement et indirectement, au prix de 22 euros par action. L'offre a été ouverte du 8 au 23 avril 2021 puis réouverte volontairement du 28 avril au 4 mai aux mêmes conditions. A l'issue de l'offre, Orange SA détenait directement et indirectement 76,97 % du capital social d'Orange Belgium.

Le coût total d'acquisition de ces actions s'élève à 316 millions d'euros.



Note 3.2

Orange Concessions

Le 26 mars 2021, Orange a conclu un accord définitif avec La Banque des Territoires (Caisse des Dépôts), CNP Assurances, et EDF Invest pour la vente de 50 % du capital et le co-contrôle d'Orange Concessions.

Au regard des conditions suspensives résiduelles de réalisation de l'opération devant être levées lors du second semestre 2021, le Groupe considère que les critères établis par la norme IFRS 5 sont désormais satisfaits au 30 juin 2021. Ainsi, les actifs et les passifs amenés à contribuer à Orange Concessions sont comptabilisés dans l'état de la situation financière en "actifs destinés à être cédés" et "passifs liés aux actifs destinés à être cédés".



Note 3.2

Etats de synthèse

Compte de résultat consolidé	45
Etat du résultat global consolidé	46
Etat consolidé de la situation financière	47
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	49
Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global	50
Tableau des flux de trésorerie consolidés	51
Annexe des comptes consolidés	52

Notes annexes

Note 1 Informations sectorielles	53
1.1 Chiffre d'affaires sectoriel	53
1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2021	55
1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2020	57
1.4 Investissements sectoriels	59
1.5 Actifs sectoriels	61
1.6 Passifs sectoriels	63
1.7 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités des services financiers mobiles	65
1.8 Evolution de l'information sectorielle	67
Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés	67
2.1 Base de préparation des informations financières	67
2.2 Recours à des estimations et au jugement	68
2.3 Données retraitées de la décision IFRS IC au 30 juin 2020 relative aux durées exécutoires des contrats IFRS 16	68
2.4 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1 ^{er} janvier 2021	70
Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre	71
3.1 Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	71
3.2 Principales variations de périmètre	71
Note 4 Ventes	72
4.1 Créances clients	72
Note 5 Autres charges	73
5.1 Autres charges opérationnelles	73
5.2 Coûts des restructurations	73
5.3 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs	74

Note 6 Pertes de valeur et écarts d'acquisition	74
6.1 Pertes de valeur	74
6.2 Ecart d'acquisition	75
6.3 Hypothèses clés utilisées pour la détermination des valeurs recouvrables	75
6.4 Sensibilité des valeurs recouvrables	77
Note 7 Impôts sur les sociétés	78
Note 8 Actifs, passifs et résultat financiers (activités télécoms)	78
8.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms	78
8.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers	79
8.3 Endettement financier net	79
8.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires	80
8.5 Actifs financiers	80
Note 9 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (activités télécoms)	81
9.1 Politique de gestion des risques	81
9.2 Evolution de la notation d'Orange	81
9.3 Ratios financiers	81
9.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers	81
Note 10 Activités des Services Financiers Mobiles	81
10.1 Eléments des actifs et passifs financiers des Services Financiers Mobiles	81
10.2 Informations sur la gestion du risque de crédit lié aux activités d'Orange Bank	83
Note 11 Capitaux propres	84
11.1 Evolution du capital	84
11.2 Actions propres	84
11.3 Distributions	84
11.4 Titres subordonnés	84
11.5 Ecart de conversion	85
11.6 Participations ne donnant pas le contrôle	86
Note 12 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	86
12.1 Litiges	86
12.2 Engagements contractuels non comptabilisés	86
Note 13 Transactions avec les parties liées	87
Note 14 Evénements postérieurs à la clôture	87

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros, excepté les données relatives au résultat par action)	Note	30 juin 2021	30 juin 2020 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires		20 867	20 769
Achats externes		(8 736)	(8 546)
Autres produits opérationnels		322	271
Autres charges opérationnelles	5.1	(295)	(448)
Charges de personnel		(4 421)	(4 376)
Impôts et taxes d'exploitation		(1 219)	(1 232)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	3.1	12	59
Coûts des restructurations	5.2	(245)	(13)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		(3 499)	(3 549)
Dotations aux amortissements des actifs financés		(41)	(22)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		(731)	(652)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		(0)	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	6.1	(3 702)	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés		(4)	1
Pertes de valeur des droits d'utilisation		(60)	(6)
Résultat des entités mises en équivalence		1	(6)
Résultat d'exploitation		(1 752)	2 250
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés		(461)	(569)
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés		(1)	(1)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net		(5)	1
Gain (perte) de change		57	(115)
Intérêts sur les dettes locatives		(58)	(58)
Autres produits et charges financiers		32	(3)
Résultat financier	8	(436)	(744)
Impôts sur les sociétés	7	(417)	(491)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(2 605)	1 015
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		(2 769)	927
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		165	88
Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère			
Résultat net			
- de base		(1,09)	0,30
- dilué		(1,09)	0,29

(1) Les données du premier semestre 2020 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative à la durée exécutoire des contrats de location (voir note 2.3).

Etat du résultat global consolidé

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	30 juin 2020 ⁽¹⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé		(2 605)	1 015
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies		69	(16)
Titres à la juste valeur		(9)	(33)
Impôt sur les éléments non recyclables		(18)	(3)
Éléments non recyclables en résultat (a)		43	(51)
Titres à la juste valeur		(0)	(2)
Couverture de flux de trésorerie	8.2	193	554
Ecart de conversion	11.5	102	(184)
Impôt sur les éléments recyclables ou recyclés		(55)	(177)
Éléments recyclables ou recyclés du résultat global des MEE		-	-
Éléments recyclables ou recyclés en résultat (b)		239	191
Autres éléments du résultat global de l'ensemble consolidé (a) + (b)		282	140
Résultat global consolidé		(2 323)	1 155
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		(2 504)	1 100
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		181	55

MEE : Entités mises en équivalence

(1) Les données du premier semestre 2020 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative à la durée exécutoire des contrats de location (voir note 2.3).

Etat consolidé de la situation financière

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	31 décembre 2020
Actif			
Ecarts d'acquisition	6.2	23 914	27 596
Autres immobilisations incorporelles		14 623	15 135
Immobilisations corporelles		29 696	29 075
Droits d'utilisation		7 613	7 009
Titres mis en équivalence		96	98
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers			
Mobiles	10.1	1 129	1 210
Actifs financiers non courants	8.1	978	1 516
Dérivés actifs non courants	8.1	305	132
Autres actifs non courants		140	136
Impôts différés actifs		739	731
Total de l'actif non courant		79 234	82 639
Stocks		800	814
Créances clients	4.1	5 461	5 620
Autres actifs de contrats clients		1 349	1 236
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	10.1	2 237	2 075
Actifs financiers courants	8.1	2 361	3 259
Dérivés actifs courants	8.1	154	162
Autres actifs courants		1 595	1 701
Impôts et taxes d'exploitation		1 039	1 104
Impôts sur les sociétés		127	128
Charges constatées d'avance		928	850
Disponibilités et quasi-disponibilités	8.1	6 791	8 145
Total de l'actif courant		22 843	25 094
Actifs destinés à être cédés	3.2	790	-
Total de l'actif		102 867	107 733

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	31 décembre 2020
Passif			
Capital social		10 640	10 640
Prime d'émission et réserve légale		16 859	16 859
Titres subordonnés	11.4	5 497	5 803
Réserves		(3 095)	1 092
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		29 902	34 395
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	11.6	2 469	2 643
Total capitaux propres	11	32 370	37 038
Passifs financiers non courants	8.1	31 182	30 089
Dérivés passifs non courants	8.1	384	844
Dettes locatives non courantes		6 625	5 875
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes		1 457	1 291
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	10.1	0	0
Avantages du personnel non courants		1 926	2 202
Provisions pour démantèlement non courantes		858	885
Provisions pour restructuration non courantes		59	53
Autres passifs non courants		271	307
Impôts différés passifs		1 168	855
Total des passifs non courants		43 930	42 401
Passifs financiers courants	8.1	3 516	5 170
Dérivés passifs courants	8.1	133	35
Dettes locatives courantes		1 320	1 496
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes		2 916	3 349
Dettes fournisseurs sur autres biens et services		6 480	6 475
Passifs de contrats clients		2 251	1 984
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	10.1	3 251	3 128
Avantages du personnel courants		2 289	2 192
Provisions pour démantèlement courantes		14	16
Provisions pour restructuration courantes		222	64
Autres passifs courants		1 924	2 267
Impôts et taxes d'exploitation		1 565	1 279
Impôts sur les sociétés		328	673
Produits constatés d'avance		182	165
Total des passifs courants		26 391	28 294
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	3.2	175	-
Total du passif et des capitaux propres		102 867	107 733

Tableau des variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Note	Attribuables aux propriétaires de la société mère						Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres	
		Nombre d'actions émises	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Titres subordonnés	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	Réserves	Autres éléments du résultat global		Total
Solde au 31 décembre 2019		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(1 075)	(502)	31 725	2 452	234	2 687	34 412
Résultat global consolidé⁽¹⁾	2.3	-	-	-	-	927	173	1 100	88	(33)	55	1 155
Rémunération en actions		-	-	-	-	7	-	7	2	-	2	9
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(532)	-	(532)	(206)	-	(206)	(738)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(164)	-	(164)	-	-	-	(164)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(6)	-	(6)	2	-	2	(4)
Autres mouvements		-	-	-	-	(27)	-	(27)	11	-	11	(16)
Solde au 30 juin 2020⁽¹⁾	2.3	2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	(869)	(330)	32 104	2 349	201	2 551	34 656
Résultat global consolidé		-	-	-	-	3 895	(430)	3 465	145	(42)	103	3 568
Rémunération en actions		-	-	-	-	10	-	10	5	-	5	14
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	6	-	6	-	-	-	6
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(1 064)	-	(1 064)	(19)	-	(19)	(1 082)
Emissions et rachats de titres subordonnés		-	-	-	0	(12)	-	(12)	-	-	-	(12)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(94)	-	(94)	-	-	-	(94)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(15)	-	(15)	17	-	17	2
Autres mouvements		-	-	-	-	(6)	-	(6)	(13)	-	(13)	(19)
Solde au 31 décembre 2020		2 660 056 599	10 640	16 859	5 803	1 852	(759)	34 395	2 484	159	2 643	37 038
Résultat global consolidé		-	-	-	-	(2 769)	265	(2 504)	165	17	181	(2 323)
Rémunération en actions		-	-	-	-	4	-	4	1	-	1	5
Rachat d'actions propres	11.2	-	-	-	-	(3)	-	(3)	-	-	-	(3)
Distribution de dividendes	11.3	-	-	-	-	(1 330)	-	(1 330)	(216)	-	(216)	(1 545)
Emissions et rachats de titres subordonnés	11.4	-	-	-	(306)	(6)	-	(311)	-	-	-	(311)
Rémunération des titres subordonnés	11.4	-	-	-	-	(163)	-	(163)	-	-	-	(163)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	3	-	-	-	-	(188)	-	(188)	(142)	-	(142)	(330)
Autres mouvements		-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	3
Solde au 30 juin 2021		2 660 056 599	10 640	16 859	5 497	(2 601)	(494)	29 902	2 292	176	2 469	32 371

(1) Les données du premier semestre 2020 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative à la durée exécutoire des contrats de location (voir note 2.3).

Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)

	Attribuables aux propriétaires de la société mère						Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle						Total autres éléments du résultat global	
	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Écarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE ⁽¹⁾	Total	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Écarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés		Total
Solde au 31 décembre 2019	(28)	(117)	78	(611)	216	(40)	(502)	(2)	(6)	251	(10)	1	234	(268)
Variation	(34)	551	(149)	(15)	(179)	-	173	(1)	3	(35)	(0)	(0)	(33)	140
Solde au 30 juin 2020	(62)	434	(71)	(625)	36	(40)	(330)	(3)	(3)	216	(10)	1	201	(128)
Variation	129	(532)	(185)	(18)	175	-	(430)	(0)	1	(45)	3	(0)	(42)	(472)
Solde au 31 décembre 2020	68	(98)	(256)	(644)	212	(40)	(759)	(3)	(2)	171	(8)	0	159	(600)
Variation ⁽²⁾	(10)	197	82	70	(74)	-	265	1	(3)	19	(1)	1	17	282
Solde au 30 juin 2021	58	99	(173)	(574)	138	(40)	(494)	(2)	(6)	190	(8)	1	176	(318)

(1) MEE : Entités mises en équivalence, montants n'incluant pas les écarts de conversion.

(2) Inclut, au titre des instruments financiers de couverture une variation de 193 millions d'euros dont 199 millions d'euros concernant Orange SA notamment sur les couvertures en USD et en GBP (voir note 8.2) et au titre des écarts de conversion une variation de 102 millions d'euros portant sur plusieurs devises (voir note 11.5).

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	30 juin 2020 ⁽¹⁾
Flux de trésorerie lié à l'activité			
Résultat net de l'ensemble consolidé		(2 605)	1 015
Eléments non monétaires et reclassements de présentation		9 817	6 355
Impôts et taxes d'exploitation		1 219	1 232
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	3.1	(12)	(59)
Autres gains et pertes		(16)	(4)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		3 499	3 549
Dotations aux amortissements des actifs financés		41	22
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		731	652
Dotations (reprises) des provisions		(275)	(288)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées		0	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	6	3 702	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés		4	(1)
Pertes de valeur des droits d'utilisation		60	6
Résultat des entités mises en équivalence		(1)	6
Écarts de change nets et instruments dérivés opérationnels		7	(4)
Résultat financier		436	744
Impôts sur les sociétés	7	417	491
Rémunération en actions		5	9
Variations du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles ⁽²⁾		276	(1 013)
Diminution (augmentation) des stocks bruts		9	24
Diminution (augmentation) des créances clients brutes		136	(699)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services		22	(248)
Variation des actifs et passifs de contrats clients		164	41
Variation des autres éléments d'actif et de passif ⁽³⁾		(54)	(131)
Autres décaissements nets		(2 129)	(2 021)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés		(985)	(871)
Dividendes encaissés		7	3
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net ⁽⁴⁾		(651)	(625)
Impôts sur les sociétés décaissés		(500)	(527)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)		5 360	4 336
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement			
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(4 258)	(3 629)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽⁵⁾		(4 186)	(3 395)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		(227)	(441)
Avance sur subventions d'investissement		20	7
Cessions des actifs corporels et incorporels		135	201
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise		0	(0)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence		(2)	(2)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur		(42)	(29)
Cession de titres de participation nets de la trésorerie cédée		0	0
Cession de titres de participation évalués à la juste valeur		90	15
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers		954	301
Placements à la juste valeur, hors quasi-disponibilités		899	436
Autres		55	(135)
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)		(3 258)	(3 344)

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	30 juin 2020 ⁽¹⁾
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement			
Emissions d'emprunts moyen et long terme	8.5	1 526	2 028
Remboursements d'emprunts moyen et long terme ⁽⁶⁾	8.5	(3 072)	(1 575)
Remboursements des dettes locatives		(882)	(644)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme		655	(219)
dont remboursement de titres subordonnés reclassés en 2019 en emprunts à court terme		-	(500)
Variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>		574	132
Effet change des dérivés net		50	72
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	11.4	(311)	-
Coupons sur titres subordonnés	11.4	(163)	(186)
Cessions (rachats) d'actions propres		(3)	(0)
Variations de capital - propriétaires de la société mère		-	-
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle		3	1
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	3.2	(333)	(2)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	11.3	(1 330)	(532)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	11.6	(190)	(164)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)		(3 477)	(1 090)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)		(1 375)	(98)
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités			
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture		8 145	6 481
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		(1 375)	(98)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		21	(19)
Dont incidence des variations des taux de change et autres impacts non monétaires		21	(19)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture		6 791	6 364

(1) Les données 2020 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative à la durée exécutoire des contrats de location (voir note 2.3).

(2) Les activités bancaires opérationnelles comprennent principalement les opérations avec la clientèle et les établissements de crédit. Elles sont présentées en variation des autres éléments d'actif et de passif.

(3) Hors créances, dettes d'impôts et taxes d'exploitation.

(4) Dont intérêts décaissés sur les dettes locatives pour (59) millions d'euros au 30 juin 2021 et (63) millions d'euros au 30 juin 2020.

(5) Les investissements d'actifs financés pour un montant de 23 millions d'euros au 30 juin 2021 et 117 millions d'euros au 30 juin 2020 sont sans effet sur le tableau de flux de trésorerie lors de l'acquisition.

(6) Dont décaissement sur dettes liées aux actifs financés pour (41) millions d'euros au 30 juin 2021 et (24) millions d'euros au 30 juin 2020.

Note 1 Informations sectorielles

1.1 Chiffre d'affaires sectoriel

(en millions d'euros)	France			
	Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe	
30 juin 2021				
Chiffre d'affaires	8 950	2 368	2 800	(4)
Services convergents	2 317	933	404	-
Services mobiles seuls	1 122	450	984	-
Services fixes seuls	1 944 ⁽³⁾	225	296	-
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	6	152	-
Services aux opérateurs (<i>Wholesale</i>)	2 720	443	486	(4)
Ventes d'équipements	523	310	408	-
Autres revenus	325	0	69	0
<i>Externe</i>	8 658	2 350	2 764	-
<i>Inter-secteurs</i>	292	18	36	(4)
30 juin 2020				
Chiffre d'affaires	9 024	2 503	2 729	(4)
Service convergents	2 268	1 020	357	-
Services mobiles seuls	1 124	517	1 008	-
Services fixes seuls	1 986 ⁽³⁾	238	308	-
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	4	143	-
Services aux opérateurs (<i>Wholesale</i>)	2 871	449	506	(4)
Ventes d'équipements	458	263	348	-
Autres revenus	318	12	58	-
<i>Externe</i>	8 694	2 486	2 693	-
<i>Inter-secteurs</i>	330	17	37	(4)

(1) Dont, en 2021, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 547 millions d'euros, en Espagne pour 7 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 637 millions d'euros et dans les autres pays pour 649 millions d'euros.

Dont, en 2020, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 511 millions d'euros, en Espagne pour 6 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 820 millions d'euros et dans les autres pays pour 523 millions d'euros.

(2) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 668 millions d'euros en 2021 et 660 millions d'euros en 2020.

(3) Dont, en 2021, 1 415 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services fixes seuls haut débit et 529 millions d'euros au titre des services fixes seuls bas débit. Dont, en 2020, 1 363 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services fixes seuls haut débit et 623 millions d'euros au titre des services fixes seuls bas débit.

(4) Dont, en 2021, 569 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services de voix et 1 265 millions d'euros au titre des services de données. Dont, en 2020, 632 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services de voix et 1 326 millions d'euros au titre des services de données.

Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises ⁽¹⁾	Opérateurs Internat- ionaux et Services Partagés ⁽²⁾	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Total								
5 164	3 043	3 840	743	(869)	20 870	-	(4)	20 867
1 337	-	-	-	-	3 654	-	-	3 654
1 434	2 329	318	-	(14)	5 189	-	(0)	5 189
522	318	1 834 ⁽⁴⁾	-	(84)	4 533	-	(0)	4 533
158	13	1 565	-	(90)	1 646	-	(2)	1 644
926	310	21	522	(594)	3 906	-	-	3 906
718	54	101	-	(4)	1 392	-	(0)	1 391
70	18	-	221	(84)	551	-	(1)	549
5 114	2 963	3 639	493	-	20 867	-	-	20 867
50	80	201	250	(869)	4	-	(4)	-
5 229	2 845	3 859	728	(915)	20 771	-	(1)	20 769
1 377	-	-	-	-	3 645	-	-	3 645
1 525	2 164	327	-	(18)	5 122	-	(0)	5 122
546	270	1 958 ⁽⁴⁾	-	(86)	4 673	-	(0)	4 673
147	11	1 475	-	(78)	1 556	-	(1)	1 555
952	342	21	530	(654)	4 062	-	-	4 062
611	40	77	-	(2)	1 184	-	(0)	1 184
70	19	-	199	(77)	529	-	(0)	529
5 179	2 756	3 667	474	-	20 769	-	-	20 769
50	89	192	255	(915)	1	-	(1)	-

1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2021

(en millions d'euros)	France			Europe	
		Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe	Total
Chiffre d'affaires	8 950	2 368	2 800	(4)	5 164
Achats externes	(3 440)	(1 381)	(1 563)	4	(2 940)
Autres produits opérationnels	633	59	78	(0)	137
Autres charges opérationnelles	(245)	(84)	(81)	0	(165)
Charges de personnel	(1 867)	(135)	(330)	-	(465)
Impôts et taxes d'exploitation	(661)	(82)	(52)	-	(134)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs financés	(41)	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(142)	(127)	(97)	-	(224)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	(1)	-	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	(4)	(7)	(8)	-	(15)
EBITDAaL	3 181	610	749	-	1 359
Principaux litiges	(31)	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(33)	-	(0)	-	(0)
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	(0)	-	(4)	-	(4)
Coûts des programmes de restructuration	(3)	(145)	(3)	-	(148)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(1)	-	(5)	-	(5)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 569)	(542)	(556)	-	(1 098)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	0	-	0
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	(3 702)	-	-	(3 702)
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(1)	-	(2)	-	(2)
Résultat des entités mises en équivalence	(0)	-	0	-	0
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	1	-	-	-	-
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	4	7	8	-	15
Résultat d'exploitation	1 548	(3 773)	189	-	(3 584)
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés					
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾					
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net					
Gain (perte) de change					
Intérêts sur les dettes locatives ⁽²⁾					
Autres produits et charges financiers					
Résultat financier					
Impôts sur les sociétés					
Résultat net de l'ensemble consolidé					

(1) Le produit net bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 53 millions d'euros à fin juin 2021. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (14) millions d'euros à fin juin 2021.

(2) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange.

Afrique et Moyen- Orient	Entrepri- ses	Opéra- teurs Internat- ionaux et Services Partagés	Elimina- tions activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles ⁽¹⁾	Elimina- tions activités télécoms / services financiers mobiles	Total	Ajuste- ments de présen- tation ⁽²⁾	Comptes consolidés Orange
3 043	3 840	743	(869)	20 870	-	(4)	20 867	-	20 867
(1 212)	(1 943)	(992)	1 846	(8 681)	(56)	5	(8 733)	(4)	(8 736)
26	83	1 021	(1 632)	268	56	(2)	322	-	322
(129)	(312)	(19)	655	(216)	(13)	2	(227)	(68)	(295)
(265)	(1 068)	(668)	-	(4 333)	(41)	-	(4 373)	(48)	(4 421)
(295)	(46)	(52)	-	(1 187)	(1)	-	(1 188)	(31)	(1 219)
-	-	-	-	-	-	-	-	12	12
-	-	-	-	-	-	-	-	(245)	(245)
-	-	-	-	(41)	-	-	(41)	-	(41)
(83)	(68)	(212)	-	(729)	(2)	-	(731)	-	(731)
-	-	-	-	-	-	-	-	(60)	(60)
-	-	-	-	(1)	-	-	(1)	1	n/a
(33)	(3)	(4)	-	(57)	(0)	-	(58)	58	n/a
1 051	484	(182)	-	5 893	(56)	1	5 837	(385)	n/a
-	-	(58)	-	(89)	-	-	(89)	89	n/a
-	(3)	(6)	-	(42)	0	-	(41)	41	n/a
1	1	14	-	12	-	-	12	(12)	n/a
(32)	(6)	(114)	-	(304)	(1)	-	(305)	305	n/a
-	(1)	(11)	-	(17)	(3)	-	(20)	20	n/a
(479)	(183)	(153)	-	(3 482)	(17)	-	(3 499)	-	(3 499)
-	(0)	-	-	(0)	-	-	(0)	-	(0)
-	-	-	-	(3 702)	-	-	(3 702)	-	(3 702)
0	0	(2)	-	(4)	-	-	(4)	-	(4)
5	0	(4)	-	1	-	-	1	-	1
-	-	-	-	1	-	-	1	(1)	n/a
33	3	4	-	57	0	-	58	(58)	n/a
579	295	(514)	-	(1 676)	(77)	1	(1 752)	0	(1 752)
									(461)
									(1)
									(5)
									57
									(58)
									32
									(436)
									(417)
									(2 605)

1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2020

(en millions d'euros)	France			Europe	
		Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe	Total
Chiffre d'affaires	9 024	2 503	2 729	(4)	5 229
Achats externes	(3 313)	(1 395)	(1 520)	4	(2 912)
Autres produits opérationnels	641	63	72	(0)	135
Autres charges opérationnelles	(288)	(103)	(85)	0	(188)
Charges de personnel	(1 900)	(141)	(315)	-	(455)
Impôts et taxes d'exploitation	(735)	(63)	(53)	-	(117)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités					
Coûts des restructurations					
Dotations aux amortissements des actifs financés	(22)	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(102)	(131)	(89)	-	(220)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	(1)	-	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	(4)	(6)	(9)	-	(15)
EBITDAaL	3 301	728	729	-	1 457
Principaux litiges	(167)	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(26)	-	0	-	0
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	23	22	4	-	25
Coûts des programmes de restructuration	(4)	(0)	(3)	-	(3)
Coûts d'acquisition et d'intégration	-	-	(2)	-	(2)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 575)	(528)	(563)	-	(1 091)
Reprise des réserves de conversion des entités liquidées	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(0)	0	1	-	1
Résultat des entités mises en équivalence	0	-	0	-	0
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	1	-	-	-	-
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	4	6	9	-	15
Résultat d'exploitation	1 557	228	174	-	402
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés					
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾					
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net					
Gain (perte) de change					
Intérêts sur les dettes locatives ⁽²⁾					
Autres produits et charges financiers					
Résultat financier					
Impôts sur les sociétés					
Résultat net de l'ensemble consolidé					

(1) Le produit net bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 34 millions d'euros à fin juin 2020. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (11) millions d'euros à fin juin 2020.

(2) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange.

Afrique et Moyen- Orient	Entre- prises	Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Elimina- tions activités télécoms	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles ⁽¹⁾	Elimina- tions activités télécoms / services financiers mobiles	Total	Ajuste- ments de présenta- tion ⁽²⁾	Comptes consolidés Orange
2 845	3 859	728	(915)	20 771	-	(1)	20 769	-	20 769
(1 219)	(1 977)	(970)	1 898	(8 493)	(54)	1	(8 546)	-	(8 546)
24	76	1 006	(1 644)	239	37	(5)	271	-	271
(104)	(328)	(17)	661	(265)	(15)	6	(274)	(174)	(448)
(252)	(1 035)	(662)	-	(4 305)	(38)	-	(4 342)	(33)	(4 376)
(264)	(58)	(58)	-	(1 231)	(1)	-	(1 232)	-	(1 232)
-	-	-	-	(22)	-	-	(22)	59	59
-	-	-	-	(651)	(1)	-	(652)	(13)	(13)
(64)	(63)	(202)	-	(651)	(1)	-	(652)	-	(652)
-	-	-	-	-	-	-	-	(6)	(6)
-	-	-	-	(1)	-	-	(1)	1	n/a
(32)	(2)	(4)	-	(58)	(0)	-	(58)	58	n/a
935	471	(179)	-	5 985	(72)	1	5 914	(109)	n/a
-	-	(2)	-	(169)	-	-	(169)	169	n/a
-	(2)	1	-	(28)	(0)	-	(28)	28	n/a
(0)	7	4	-	59	-	-	59	(59)	n/a
(2)	(3)	(6)	-	(17)	(2)	-	(19)	19	n/a
-	(4)	(4)	-	(10)	-	-	(10)	10	n/a
(508)	(205)	(157)	-	(3 536)	(13)	-	(3 549)	-	(3 549)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(0)	(0)	0	-	1	-	-	1	-	1
(1)	1	(6)	-	(6)	-	-	(6)	-	(6)
-	-	-	-	1	-	-	1	(1)	n/a
32	2	4	-	58	-	-	58	(58)	n/a
456	267	(345)	-	2 337	(87)	1	2 250	(0)	2 250
									(569)
									(1)
									1
									(115)
									(58)
									(3)
									(744)
									(491)
									1 015

1.4 Investissements sectoriels

(en millions d'euros)	France			
		<i>Espagne</i>	<i>Autres pays d'Europe</i>	<i>Elimina- tions Europe</i>
30 juin 2021				
eCapex	2 171	457	413	-
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	19	-	0	-
Licences de télécommunication	207	64	11	-
Actifs financés	23	-	-	-
Total investissements incorporels et corporels⁽³⁾	2 420	521	424	-
30 juin 2020				
eCapex	1 635	392	369	-
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	95	75	7	-
Licences de télécommunication	-	3	30	-
Actifs financés	117	-	-	-
Total investissements incorporels et corporels⁽⁴⁾	1 847	470	405	-

(1) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 104 millions d'euros en 2021 et pour 110 millions d'euros en 2020.

(2) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 124 millions d'euros en 2021 et pour 126 millions d'euros en 2020.

(3) Dont 1 244 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 964 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(4) Dont 944 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 569 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

Europe Total	Afrique et Moyen- Orient	Entreprises (1)	Opérateurs internationaux et Services partagés (2)	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
870	525	157	110	-	3 832	13	-	3 845
0	6	4	19	0	48	-	-	48
75	11	-	-	-	293	-	-	293
-	-	-	-	-	23	-	-	23
945	541	161	130	-	4 196	13	-	4 208
761	449	174	123	-	3 142	14	-	3 156
82	2	13	6	-	197	-	-	197
33	9	-	-	-	42	-	-	42
-	-	-	-	-	117	-	-	117
875	460	187	129	-	3 499	14	-	3 513

1.5 Actifs sectoriels

(en millions d'euros)	France			
		Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe
30 juin 2021				
Ecarts d'acquisition	14 364	3 170	2 640	-
Autres immobilisations incorporelles	4 608	1 807	1 737	-
Immobilisations corporelles	16 570	3 773	3 829	-
Droits d'utilisation	1 847	1 086	1 108	-
Titres mis en équivalence	12	-	6	-
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	9	17	17	-
Total de l'actif non courant	37 410	9 853	9 336	-
Stocks	374	55	145	-
Créances clients	1 759	649	1 023	(1)
Autres actifs de contrats clients	350	165	365	-
Charges constatées d'avance	70	418	81	-
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	650	93	80	-
Total de l'actif courant	3 204	1 380	1 694	(1)
Actifs destinés à être cédés	781	-	-	-
Total de l'actif	41 394	11 233	11 030	(1)
31 décembre 2020				
Ecarts d'acquisition	14 364	6 872	2 640	-
Autres immobilisations incorporelles	4 957	1 852	1 795	-
Immobilisations corporelles	16 038	3 750	3 903	-
Droits d'utilisation	1 523	1 129	1 052	-
Titres mis en équivalence	9	-	5	-
Éléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	9	17	25	-
Total de l'actif non courant	36 900	13 619	9 421	-
Stocks	361	57	162	-
Créances clients	1 975	645	1 046	(0)
Autres actifs de contrats clients	386	154	367	-
Charges constatées d'avance	53	492	51	-
Éléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	803	117	79	-
Total de l'actif courant	3 578	1 465	1 705	(0)
Total de l'actif	40 477	15 085	11 126	(0)

(1) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 575 millions d'euros en 2021 et 573 millions d'euros en 2020.

(2) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 1 664 millions d'euros en 2021 et 1 731 millions d'euros en 2020. Les immobilisations incorporelles incluent également la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entreprises	Opérateurs internationaux et Services partagés	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Total								
5 809	1 460	2 232	18	-	23 883	32	-	23 914
3 544	2 007	639 ⁽¹⁾	3 735 ⁽²⁾	-	14 533	90	-	14 623
7 602	3 950	474 ⁽¹⁾	1 095 ⁽²⁾	-	29 691	6	-	29 696
2 194	937	450	2 157	-	7 584	29	-	7 613
6	70	2	7	0	96	-	-	96
-	-	-	-	491	491	-	-	491
34	25	33	20	1 558	1 679	1 148 ⁽³⁾	(27)	2 800
19 189	8 448	3 829	7 032	2 049	77 957	1 304	(27)	79 234
200	86	56	84	-	800	0	-	800
1 670	839	1 063	978	(808)	5 502	45	(86)	5 461
530	14	456	-	-	1 349	-	-	1 349
499	252	74	45	(26)	915	14	(1)	928
-	-	-	-	8 988	8 988	-	-	8 988
174	1 245	178	454	57	2 757	2 585 ⁽⁴⁾	(27)	5 316
3 073	2 436	1 826	1 562	8 211	20 312	2 644	(113)	22 843
-	-	-	10	-	790	-	-	790
22 262	10 884	5 656	8 604	10 260	99 060	3 948	(141)	102 867
9 512	1 443	2 225	18	-	27 561	35	-	27 596
3 647	2 046	640	3 753	-	15 042	93	-	15 135
7 653	3 751	488	1 139	-	29 069	6	-	29 075
2 181	921	456	1 898	-	6 979	30	-	7 009
5	70	2	12	0	98	-	-	98
-	-	-	-	774	774	-	-	774
42	26	31	20	1 633	1 760	1 219 ⁽³⁾	(27)	2 952
23 040	8 257	3 840	6 840	2 406	81 283	1 383	(27)	82 639
219	77	57	100	-	814	-	-	814
1 691	769	1 081	890	(761)	5 645	30	(55)	5 620
521	13	317	-	-	1 236	-	-	1 236
542	131	77	66	(28)	841	9	(1)	850
-	-	-	-	11 260	11 260	-	-	11 260
197	1 196	200	386	155	2 937	2 381 ⁽⁴⁾	(4)	5 313
3 170	2 185	1 733	1 442	10 627	22 734	2 421	(61)	25 094
26 210	10 442	5 573	8 282	13 033	104 017	3 804	(88)	107 733

(3) Dont 1 129 millions d'euros d'actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles en 2021 et 1 210 millions d'euros en 2020 (voir note 10.1).

(4) Dont 2 244 millions d'euros d'actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles en 2021 (incluant 314 millions d'euros relatifs aux créances cédées par Orange Espagne) et 2 077 millions d'euros en 2020 (voir note 10.1).

1.6 Passifs sectoriels

(en millions d'euros)	France			
		Espagne	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe
30 juin 2021				
Capitaux propres	-	-	-	-
Dettes locatives non courantes	1 516	963	984	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	760	352	191	-
Avantages du personnel non courants	1 000	4	15	-
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	567	61	275	-
Total des passifs non courants	3 843	1 380	1 466	-
Dettes locatives courantes	275	243	155	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 410	498	332	-
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 814	827	809	(1)
Passifs de contrats clients	995	148	309	-
Avantages du personnel courants	1 170	37	107	-
Produits constatés d'avance	-	98	15	-
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	902	303	334	-
Total des passifs courants	7 566	2 154	2 061	(1)
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	175	-	-	-
Total du passif et des capitaux propres	11 584	3 534	3 527	(1)
31 décembre 2020				
Capitaux propres	-	-	-	-
Dettes locatives non courantes	1 238	977	904	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	613	339	186	-
Avantages du personnel non courants	1 171	9	15	-
Éléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	583	65	302	-
Total des passifs non courants	3 606	1 389	1 407	-
Dettes locatives courantes	240	277	186	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 564	655	413	-
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 646	987	880	(0)
Passifs de contrats clients	940	103	303	-
Avantages du personnel courants	1 166	38	101	-
Produits constatés d'avance	2	114	5	-
Éléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	670	131	242	-
Total des passifs courants	7 229	2 304	2 129	(0)
Total du passif et des capitaux propres	10 835	3 692	3 536	(0)

(1) Dont 27 millions d'euros de passifs financiers non courants en 2021 et 27 millions d'euros en 2020.

(2) Dont 3 252 millions d'euros de passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles en 2021 et 3 128 millions d'euros en 2020 (voir note 10.1).

Europe	Afrique et Moyen- Orient	Entreprises	Opérateurs interna- tionaux et Services partagés	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms/ services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Total								
-	-	-	-	32 657	32 657	(286)	-	32 370
1 947	890	353	1 886	-	6 591	34	-	6 625
544	153	0	-	-	1 457	-	-	1 457
19	74	225	600	0	1 917	9	-	1 926
-	-	-	-	31 499	31 499	-	-	31 499
336	71	24	50	1 301	2 350	100 ⁽¹⁾	(27)	2 423
2 846	1 188	603	2 535	32 800	43 815	143	(27)	43 930
399	100	104	442	-	1 320	-	-	1 320
829	495	54	128	(1)	2 916	-	-	2 916
1 634	1 175	733	886	(808)	6 435	131	(86)	6 480
456	144	534	148	(26)	2 251	-	(1)	2 251
144	91	412	450	-	2 267	22	-	2 289
113	31	28	9	(0)	182	-	-	182
-	-	-	-	3 655	3 655	-	(7)	3 649
638	1 552	253	481	(440)	3 386	3 939 ⁽²⁾	(20)	7 305
4 214	3 588	2 120	2 545	2 380	22 413	4 092	(113)	26 391
-	-	-	(0)	-	175	-	-	175
7 060	4 776	2 723	5 080	67 837	99 059	3 948	(141)	102 867
-	-	-	-	37 251	37 251	(213)	-	37 038
1 881	825	346	1 553	-	5 843	31	-	5 875
525	153	-	-	-	1 291	-	-	1 291
23	72	242	684	0	2 194	8	-	2 202
-	-	-	-	30 858	30 858	-	-	30 858
367	69	39	44	990	2 092	110 ⁽¹⁾	(27)	2 175
2 796	1 119	628	2 282	31 847	42 278	150	(27)	42 401
463	141	118	529	-	1 491	5	-	1 496
1 068	523	60	135	(1)	3 349	-	-	3 349
1 867	1 066	745	848	(761)	6 411	120	(55)	6 475
405	126	422	119	(27)	1 985	-	(1)	1 984
138	72	415	374	(0)	2 166	27	-	2 192
119	36	1	6	(0)	165	-	-	165
-	-	-	-	5 207	5 207	-	(2)	5 205
373	1 435	257	900	80	3 714	3 715 ⁽²⁾	(2)	7 427
4 432	3 398	2 019	2 911	4 498	24 488	3 867	(61)	28 294
7 229	4 517	2 647	5 193	73 596	104 017	3 804	(88)	107 733

1.7 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités des services financiers mobiles

	30 juin 2021			
	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé	(2 528)	(77)	(0)	(2 605)
Eléments non monétaires et reclassements de présentation	9 795	22	1	9 817
<i>Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles</i>				
Diminution (augmentation) des stocks bruts	9	(0)	-	9
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	118	(13)	30	136
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	41	11	(30)	22
Variation des actifs et passifs de contrats clients	163	-	0	164
Variation des autres éléments d'actif et de passif	50	(103)	-	(54)
<i>Autres décaissements nets</i>				
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(983)	(2)	-	(985)
Dividendes encaissés	7	-	-	7
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(649) ⁽¹⁾	(2)	(1)	(651)
Impôts sur les sociétés décaissés	(500)	(0)	-	(500)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)	5 523⁽²⁾	(164)	-	5 360
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽³⁾	(4 245)	(13)	-	(4 258)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(4 173)	(13)	-	(4 186)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(227)	-	-	(227)
Avance sur subventions d'investissement	20	-	-	20
Cessions des actifs corporels et incorporels	135	-	-	135
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	0	(0)	(0)	0
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	(2)	-	-	(2)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur	(41)	(1)	-	(42)
Cessions de titres de participations nets de la trésorerie cédée	0	-	-	0
Cessions de titres de participations évalués à la juste valeur	90	(0)	0	90
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	881	68	5	954
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)	(3 317)	54	5	(3 258)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	1 526	-	-	1 526
Remboursements d'emprunts moyen et long terme	(3 072) ⁽⁴⁾	-	-	(3 072)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	626	34	(5)	655
Variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>	568	7	-	574
Effet change des dérivés net	50	-	-	50
<i>Autres flux</i>				
Remboursements des dettes locatives	(880)	(2)	-	(882)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	(311)	-	-	(311)
Coupons sur titres subordonnés	(163)	-	-	(163)
Cessions (rachats) d'actions propres	(3)	-	-	(3)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	0	3	-	3
Variations de capital - activités télécoms / services financiers mobiles ⁽⁵⁾	(81)	81	-	-
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	(333)	-	-	(333)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 330)	-	-	(1 330)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(190)	-	-	(190)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	(3 594)	122	(5)	(3 477)

30 juin 2021

	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	7 891	254	-	8 145
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	(1 386)	12	-	(1 375)
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires	19	2	-	21
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	6 523	268	-	6 791

30 juin 2020

	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 103	(87)	-	1 015
Éléments non monétaires et reclassements de présentation <i>Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles</i>	6 321	33	1	6 355
Diminution (augmentation) des stocks bruts	24	-	-	24
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	(704)	(4)	9	(699)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	(267)	28	(9)	(248)
Variation des actifs et passifs de contrats clients	41	-	-	41
Variation des autres éléments d'actif et de passif	(111)	(20)	0	(131)
<i>Autres décaissements nets</i>				
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(873)	2	-	(871)
Dividendes encaissés	3	-	-	3
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(625) ⁽¹⁾	1	(1)	(625)
Impôts sur les sociétés décaissés	(527)	(0)	-	(527)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (a)	4 385⁽²⁾	(49)	-	4 336
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions (cessions) d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽³⁾	(3 615)	(14)	-	(3 629)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 382)	(14)	-	(3 395)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(441)	-	-	(441)
Avance sur subventions d'investissement	7	-	-	7
Cessions des actifs corporels et incorporels	201	-	-	201
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(0)	-	-	(0)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	(2)	-	-	(2)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur	(29)	-	-	(29)
Cessions de titres de participations nets de la trésorerie cédée	0	-	-	0
Cessions de titres de participations évalués à la juste valeur	15	-	-	15
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	351	(49)	(0)	301
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement (b)	(3 280)	(63)	(0)	(3 344)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	2 028	-	-	2 028
Remboursements d'emprunts moyen et long terme	(1 575) ⁽⁴⁾	-	-	(1 575)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	(211)	(8)	0	(219)
Variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>	133	(1)	-	132
Effet change des dérivés net	72	-	-	72

30 juin 2020

	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms/ services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
(en millions d'euros)				
<i>Autres flux</i>				
Remboursements des dettes locatives	(642)	(2)	-	(644)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	-	-	-	-
Coupons sur titres subordonnés	(186)	-	-	(186)
Autres cessions (rachats) d'actions propres	(0)	-	-	(0)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	1	-	-	1
Variations de capital - activités télécoms / services financiers mobiles ⁽⁵⁾	(89)	89	-	-
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	(2)	-	-	(2)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(532)	-	-	(532)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(164)	-	-	(164)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (c)	(1 168)	78	0	(1 090)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture				
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	(62)	(35)	-	(98)
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités et autres impacts non monétaires				
	(19)	-	-	(19)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	6 031	333	-	6 364

(1) Dont (59) millions d'euros au 30 juin 2021 et (63) millions d'euros au 30 juin 2020 d'intérêts décaissés sur les dettes locatives.

(2) Dont principaux litiges décaissés et encaissés pour (354) millions d'euros au 30 juin 2021 et (18) millions d'euros au 30 juin 2020.

(3) Dont licences de télécommunications décaissées pour (129) millions d'euros au 30 juin 2021 et (134) millions d'euros au 30 juin 2020.

(4) Dont décaissement au titre des dettes liées aux actifs financés de (41) millions d'euros au 30 juin 2021 et de (24) millions d'euros au 30 juin 2020.

(5) Dont 70 millions d'euros au 30 juin 2021 et 89 millions d'euros au 30 juin 2020 de capital d'Orange Bank souscrit par le groupe Orange.

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le flux net de trésorerie généré par les activités télécoms tel que présenté dans le tableau simplifié des flux de trésorerie et le cash-flow organique des activités télécoms.

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020 ⁽¹⁾
Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)	5 523	4 385
Acquisitions (cessions) d'immobilisations incorporelles et corporelles	(4 245)	(3 615)
Remboursements des dettes locatives	(880)	(642)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(41)	(24)
Neutralisation des licences de télécommunications décaissées	129	134
Neutralisation des principaux litiges décaissés (et encaissés)	354	18
Cash-flow organique des activités télécoms	840	255

(1) Les données du premier semestre 2020 ont été retraitées de la décision de l'IFRS IC relative à la durée exécutoire des contrats de location (voir note 2.3).

1.8 Evolution de l'information sectorielle

Orange a annoncé en février 2021 la création de Totem, une TowerCo européenne qui exploitera, dans un premier temps, un portefeuille de tours composé d'environ 25 500 sites en France et en Espagne. L'entrée en phase opérationnelle de la TowerCo est prévue d'ici la fin de l'année 2021 et aura pour conséquence une évolution de la présentation des informations sectorielles.

Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés

Cette note décrit l'évolution des principes comptables appliqués par Orange ("le Groupe") pour l'arrêté intermédiaire au 30 juin 2021 depuis l'établissement de ses comptes consolidés au titre de l'exercice 2020.

2.1 Base de préparation des informations financières

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2021 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 28 juillet 2021.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, ces comptes sont établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34 "Information financière intermédiaire", telle qu'adoptée par l'Union européenne et publiée par l'IASB.

Les comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes que les comptes annuels, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 et de l'application de nouvelles normes mentionnées en note 2.4.

Les données sont présentées sur la base de données en millions d'euros, sans décimale. Les arrondis au million d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*), à l'exception des textes en cours d'adoption, ce qui est sans effet sur les comptes du Groupe. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

En l'absence d'une norme ou interprétation applicable à une transaction spécifique ou un événement, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

2.2 Recours à des estimations et au jugement

La direction d'Orange exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions et procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués ou lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées. La direction révis e ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience.

2.3 Données retraitées de la décision IFRS IC au 30 juin 2020 relative aux durées exécutoires des contrats IFRS 16

La décision de l'IFRS IC sur la durée exécutoire des contrats a été mise en œuvre au 31 décembre 2020 sur l'ensemble des contrats de location entrant dans le champ d'application de la décision finale du comité d'interprétation. Les conséquences de cette décision pour le Groupe sont décrites dans la Note 2.3.1 – Interprétation et amendement d'IFRS 16 "Contrats de location" des comptes consolidés du 31 décembre 2020. Les données au 30 juin 2020 présentées dans ce rapport ont ainsi été retraitées.

Les effets sur les états financiers consolidés sont présentés dans les tableaux ci-après :

- Effets sur le compte de résultat consolidé :

(en millions d'euros)	Données historiques 30 juin 2020 ⁽¹⁾	Effet de la décision de l'IFRS IC	Données retraitées 30 juin 2020
Chiffre d'affaires	20 769	-	20 769
Achats externes	(8 557)	11	(8 546)
Autres produits opérationnels	271	-	271
Autres charges opérationnelles	(448)	-	(448)
Charges de personnel	(4 376)	-	(4 376)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 232)	-	(1 232)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	59	-	59
Coûts des restructurations	(13)	-	(13)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 549)	-	(3 549)
Dotations aux amortissements des actifs financés	(22)	-	(22)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(642)	(11)	(652)
Pertes de valeur des actifs immobilisés	1	-	1
Pertes de valeur des droits d'utilisation	(6)	-	(6)
Résultat des entités mises en équivalence	(6)	-	(6)
Résultat d'exploitation	2 249	1	2 250
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés	(569)	-	(569)
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés	(1)	-	(1)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	1	-	1
Gain (perte) de change	(115)	-	(115)
Intérêts sur les dettes locatives	(56)	(2)	(58)
Autres produits et charges financiers	(3)	(0)	(3)
Résultat financier	(742)	(2)	(744)
Impôts sur les sociétés	(491)	0	(491)
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 016	(1)	1 015
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	927	(0)	927
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	88	(0)	88

(1) Données publiées au 30 juin 2020.

- Effets sur l'état consolidé de la situation financière :

(en millions d'euros)	Données historiques 30 juin 2020 ⁽¹⁾	Effet de la décision de l'IFRS IC	Données retraitées 30 juin 2020
Actif			
Droits d'utilisation	6 197	425	6 622
Impôts différés actifs	859	1	860
Total de l'actif non courant	81 250	426	81 676
Total de l'actif courant	24 178	-	24 178
Total de l'actif	105 428	426	105 854
Passif			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	32 106	(2)	32 104
<i>Dont Réserves</i>	<i>(867)</i>	<i>(2)</i>	<i>(869)</i>
<i>Dont Ecarts de conversion</i>	<i>(71)</i>	<i>0</i>	<i>(71)</i>
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	2 553	(2)	2 551
<i>Dont Réserves</i>	<i>2 352</i>	<i>(2)</i>	<i>2 349</i>
<i>Dont Ecarts de conversion</i>	<i>216</i>	<i>(0)</i>	<i>216</i>
Total capitaux propres	34 660	(4)	34 656
Dettes locatives non courantes	5 290	359	5 649
Impôts différés passifs	779	0	779
Total des passifs non courants	43 918	360	44 278
Dettes locatives courantes	1 233	70	1 303
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	6 397	(0)	6 397
Total des passifs courants	26 850	70	26 920
Total du passif et des capitaux propres	105 428	426	105 854

(1) Données publiées au 30 juin 2020.

- Effets sur le tableau des flux de trésorerie consolidés :

Les effets de la décision IFRS IC au 30 juin 2020 sur le tableau des flux de trésorerie consolidés consistent en un reclassement de présentation entre les flux de trésorerie liés à l'activité pour (10) millions d'euros et les flux de trésorerie liés aux opérations de financement pour 10 millions d'euros.

2.4 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1^{er} janvier 2021

Ne sont présentés ci-dessous que les amendements de normes pouvant avoir un impact sur les comptes du Groupe.

2.4.1 Amendement IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 : Réforme IBOR phase 2

Les amendements de normes pour cette phase 2 apportent notamment des expédients pratiques quant à la modification d'instruments financiers ou de contrats de location liée à la réforme IBOR. Pour les instruments de dettes touchés par la réforme IBOR, lors du changement de taux, il ne sera pas nécessaire d'appliquer les dispositions d'IFRS 9 pour déterminer si la modification de l'instrument est substantielle. Les amendements proposent que les modifications des instruments financiers liées à la réforme soient traitées prospectivement comme une actualisation du taux d'intérêt sans impact au compte de résultat. Concernant la comptabilité de couverture, les amendements introduisent une exemption permettant de maintenir la comptabilité de couverture malgré l'évolution des flux de trésorerie futurs impactés par le changement de taux induit par la réforme.

Les discussions avec les contreparties pour négocier le remplacement des indices par les nouveaux sont en cours, hors Euribor dont le remplacement n'est pas prévu à date. Au 30 juin 2021, l'exposition du Groupe relative aux instruments financiers indexés sur des taux variables amenés à disparaître et dont la date de maturité est supérieure à la date de mise en œuvre de la réforme est faible. Le planning des discussions avec les contreparties a été établi afin de pouvoir apporter toutes les modifications juridiques nécessaires aux contrats avant le remplacement effectif des indices utilisés jusqu'à présent dans ces contrats.

2.4.2 Décision du comité d'interprétation IFRS sur le calcul de certains engagements relatifs à certains régimes à prestations définies

L'IFRS IC a été saisi sur les modalités de calcul d'engagements de régimes à prestations définies pour lesquels l'attribution de droits est conditionnée par la présence dans le Groupe au moment du départ en retraite (avec perte de tout droit en cas de départ anticipé) et dont les droits dépendent de l'ancienneté, tout en étant plafonnés à un certain nombre d'années d'ancienneté. Pour les régimes revus par l'IFRS IC, le plafond peut intervenir à une date antérieure au départ en retraite.

En France, la lecture de la norme IAS 19, avait conduit à une pratique consistant à évaluer et comptabiliser l'engagement de manière linéaire sur la carrière du salarié dans le Groupe. L'engagement ainsi calculé correspond au prorata des droits acquis par le salarié au moment de son départ à la retraite.

La décision de l'IFRS IC concluant, au cas d'espèce, qu'aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et que les droits sont plafonnés après un certain nombre d'années d'ancienneté ("X"), l'engagement ne serait comptabilisé que sur les X dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise.

La décision de l'IFRS IC ayant été publiée en fin de semestre et la mise en œuvre de cette décision nécessitant de revoir les modèles de calculs actuariels, le Groupe continue son analyse afin d'estimer l'effet de cette application.

Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre

3.1 Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Résultat de cession des actifs immobilisés ⁽¹⁾	15	59
Résultat de cession de titres et d'activités	(3)	0
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	12	59

(1) Dont en 2021, 48 millions d'euros de prix de cession et (33) millions d'euros de valeur nette comptable et en 2020, 197 millions d'euros de prix de cession et (139) millions d'euros de valeur nette comptable.

3.2 Principales variations de périmètre

Offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle sur Orange Belgium

Le 8 avril 2021, Orange SA a lancé une offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle sur 46,97 % du capital d'Orange Belgium, correspondant au solde des actions non détenues directement et indirectement, au prix de 22 euros par action. L'offre a été ouverte du 8 au 23 avril 2021 puis réouverte volontairement du 28 avril au 4 mai aux mêmes conditions. A l'issue de l'offre, Orange SA détenait directement et indirectement 76,97 % du capital social d'Orange Belgium.

Le coût total d'acquisition de ces actions s'élève à 316 millions d'euros. Cette offre de rachat d'actions n'a pas modifié le contrôle préexistant du groupe Orange sur Orange Belgium, ses filiales et participations. Ainsi, dans les états financiers consolidés, cette transaction se traduit par un effet de (316) millions d'euros sur les capitaux propres (dont (172) millions d'euros relatifs à la part attribuable aux propriétaires de la société mère et (144) millions d'euros relatifs à la part attribuable aux actionnaires minoritaires).

Transactions en cours au 30 juin 2021

Projet de cession de 50 % d'une filiale d'Orange Polska dans le cadre de la création d'une FiberCo en Pologne

Le 11 avril 2021, Orange Polska a signé un accord préliminaire avec APG Group (filiale d'APG dénommée Acari Investments Holding B.V.), pour la vente de 50 % du capital de la filiale d'Orange Polska SA, Światłowód Inwestycje, qui deviendra une entité contrôlée conjointement par Orange Polska et APG Group destinée à construire une infrastructure de fibre et à offrir des services d'accès de gros. La transaction valorise Światłowód Inwestycje à 600 millions d'euros environ. La réalisation de la transaction est attendue sur le second semestre 2021 et n'a donc pas d'effets significatifs sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021.

L'opération est conditionnée à l'approbation par les autorités de la concurrence compétentes ainsi qu'à l'approbation par les autorités compétentes des opérations d'apports des actifs fibre d'Orange Polska à Światłowód Inwestycje.

Lorsque la transaction sera effective, la participation de 50 % d'Orange Polska dans le capital de cette FiberCo et l'exercice d'un contrôle conjoint avec APG Group conduiront à consolider cette société selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes du groupe Orange.

Projet de cession de 50 % du capital d'Orange Concessions

Le 26 mars 2021, Orange a conclu un accord définitif avec La Banque des Territoires (Caisse des Dépôts), CNP Assurances, et EDF Invest pour la vente de 50 % du capital et le co-contrôle d'Orange Concessions. Cette transaction valorise Orange Concessions à 2,7 milliards d'euros.

La transaction n'a pas encore reçu les approbations définitives des autorités compétentes en matière de concurrence et de réglementation.

Le Groupe a réapprécié les conditions suspensives résiduelles de réalisation de l'opération, qui devraient être levées lors du second semestre 2021, et a conclu que les critères établis par la norme IFRS 5 étaient désormais satisfaits au 30 juin 2021.

Ainsi, les actifs et les passifs amenés à contribuer à Orange Concessions sont comptabilisés dans l'état de la situation financière sur deux lignes dédiées à l'actif et au passif, intitulées respectivement "actifs destinés à être cédés" et "passifs liés aux actifs destinés à être cédés".

A l'issue de la transaction, Orange Concessions sera alors consolidée selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes du groupe Orange (du fait de la perte du contrôle exclusif d'Orange sur l'entité Orange Concessions).

La juste valeur estimée des actifs destinés à être cédés étant supérieure à leur valeur comptable, aucune perte de valeur de ces actifs n'a été constatée dans les comptes consolidés au 30 juin 2021.

Les données chiffrées afférentes aux actifs et passifs destinés à être cédés sont présentées ci-après :

– Etat de la situation financière

(en millions d'euros)	30 juin 2021
Autres immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	600
Immobilisations corporelles	10
Actifs financiers non courants	40
Créances clients	75
Actifs financiers courants	19
Impôts et taxes d'exploitation	44
Charges constatées d'avance	2
Total actifs destinés à être cédés	790
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	62
Autres passifs non courants	2
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	15
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	33
Passifs financiers courants	1
Autres passifs courants	58
Impôts sur les sociétés	2
Produits constatés d'avance	2
Total passifs liés aux actifs destinés à être cédés	175

(1) Comprennent principalement les droits d'exploitation conférés par les contrats de concession de services des réseaux d'initiative publique mis en place en France.

Note 4 Ventes

4.1 Créances clients

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Valeur nette des créances clients en début de période	5 620	5 320
Variations liées à l'activité	(97)	379
Variations de périmètre	(2)	4
Ecart de conversion	22	(90)
Reclassements et autres	(8)	7
Reclassement en activités destinées à être cédées	(75)	-
Valeur nette des créances clients en fin de période	5 461	5 620

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Créances clients nettes dépréciées sur la base de l'ancienneté	1 102	1 145
Créances clients nettes dépréciées sur la base d'autres critères	346	400
Créances clients nettes échues	1 448	1 544
Non échues ⁽¹⁾	4 013	4 076
Créances clients nettes	5 461	5 620
Dont part à court terme	5 223	5 382
Dont part à long terme ⁽²⁾	238	238
Dont créances clients nettes des activités télécoms	5 461	5 620
Dont créances clients nettes des activités des Services Financiers Mobiles	-	-

(1) Les créances non échues sont présentées nettes du solde des pertes anticipées sur créances clients, qui s'élève à (56) millions d'euros au 30 juin 2021 et (56) millions d'euros au 31 décembre 2020.

(2) Comprend les créances de terminaux mobiles sur vente à paiement différé dont l'échéance est au-delà de 12 mois ainsi que les créances issues des offres de location-financement d'équipements aux entreprises.

Le Groupe a apprécié le risque de non-recouvrement des créances clients au 30 juin 2021 et a comptabilisé des dépréciations de créances clients pour un montant de (115) millions d'euros sur la période au compte de résultat ((225) millions d'euros au 30 juin 2020).

De manière inchangée par rapport au 31 décembre 2020, du fait de la crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19, des mesures de soutien économique à destination des entreprises et des particuliers ont été maintenues par un certain nombre d'États et ont contribué à contenir partiellement le risque de non-recouvrement des créances clients au 30 juin 2021, mais réduisent la visibilité de l'ampleur de la dégradation attendue de l'environnement économique (notamment sur le risque de défaillances des entreprises).

Au regard de ces incertitudes persistantes, le Groupe a renforcé son suivi du recouvrement des créances clients afin de gérer et d'adapter les mesures de relance.

Pour les Services Financiers Mobiles, les effets de la crise sanitaire sur le risque de crédit bancaire sont décrits en note 10.2.

De manière inchangée par rapport au 31 décembre 2020, Orange considère que la concentration du risque de contrepartie lié aux comptes clients est limitée du fait du grand nombre de clients, de leur diversité (résidentiels, professionnels et grandes entreprises), de leur appartenance à des secteurs divers de l'économie et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger.

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la variation de la dépréciation sur créances clients dans l'état de la situation financière pour les activités télécoms :

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Dépréciations sur créances clients - en début de période	(983)	(888)
Dotations nettes comptabilisées au résultat	(115)	(383)
Pertes réalisées sur créances clients	154	275
Variations de périmètre	(0)	0
Ecart de conversion	(4)	13
Reclassements et autres	0	0
Reclassement en activités destinées à être cédées	-	-
Dépréciations sur créances clients - en fin de période	(948)	(983)

Programmes de cession sans recours de créances commerciales

Orange a mis en place des programmes de cession sans recours de ses créances à paiements étalés dans plusieurs pays. Les créances cédées concernent principalement l'Espagne (dont une partie a été cédée à Orange Bank - voir note 10.1), la Pologne et la France et s'élèvent à environ 355 millions d'euros au premier semestre 2021 contre environ 640 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Note 5 Autres charges

5.1 Autres charges opérationnelles

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Dépréciations et pertes sur créances clients - activités télécoms	(115)	(225)
Litiges	(84)	(169)
Coût du risque de crédit bancaire	(16)	(11)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(10)	(5)
Résultat de change opérationnel	(2)	8
Autres charges	(68)	(46)
Total	(295)	(448)

Les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms sont détaillées en note 4.1.

Le coût du risque de crédit concerne uniquement les Services Financiers Mobiles et comprend les dotations et reprises sur les dépréciations des titres à revenus fixes, des prêts et créances à la clientèle ainsi que les dotations et reprises de dépréciations relatives aux engagements de garantie donnés, les pertes sur créances et les récupérations de créances amorties (voir note 10.2).

Les paiements relatifs à certains litiges sont enregistrés directement en autres charges opérationnelles. Les principaux litiges du Groupe sont décrits en note 12.

5.2 Coûts des restructurations

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Plans de départs des salariés ⁽¹⁾	(193)	(7)
Immobilier	(5)	2
Autres	(47)	(8)
Total coûts des restructurations	(245)	(13)

(1) Principalement le plan de départs volontaires d'Orange Espagne en 2021 (environ 400 personnes concernées entre 2021 et 2022).

5.3 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs

Extension des délais de règlement de fournisseurs

Les délais de règlement fournisseurs sont fixés d'un commun accord entre ces derniers et Orange conformément à la réglementation en vigueur. Depuis plusieurs années, certains fournisseurs clés et Orange ont convenu de la possibilité d'une flexibilité du délai de paiement qui peut atteindre 6 mois pour le règlement de certaines factures. Le montant des dettes de fournisseurs de biens et services et de fournisseurs d'immobilisations, qui ont fait l'objet d'une extension du délai de règlement et qui ont généré à la clôture un effet sur la variation des besoins en fonds de roulement, s'établit à environ 440 millions d'euros au 30 juin 2021. Le montant au 31 décembre 2020 était d'environ 435 millions d'euros.

Note 6 Pertes de valeur et écarts d'acquisition

6.1 Pertes de valeur

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Espagne	(3 702)	-
Total des pertes de valeur des écarts d'acquisition	(3 702)	-

Les tests de dépréciation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) peuvent entraîner des pertes de valeur sur les écarts d'acquisition et sur les actifs immobilisés.

Au 30 juin 2021

Les tests de perte de valeur ont été réalisés sur l'ensemble des UGT sur la base de la mise à jour du plan stratégique (sur l'horizon 2021-2025) réalisée par le Groupe au premier semestre (voir note 6.3). Les valeurs d'utilité au 30 juin 2021 ont été déterminées en suivant les mêmes principes que ceux décrits dans la note 8.4 de l'annexe aux comptes consolidés du 31 décembre 2020.

En Espagne, le plan d'affaires a été révisé à la baisse de manière significative depuis le 31 décembre 2020, compte tenu :

- d'un contexte concurrentiel qui continue de se dégrader malgré les opérations de consolidation du marché en cours (marqué par l'érosion du revenu moyen par utilisateur) et ;
- des incertitudes liées au prolongement de la crise sanitaire (décalage sur l'horizon attendu de reprise économique).

Outre la dégradation du plan d'affaires, le Groupe a également intégré les effets attendus de l'opération TowerCos en Espagne sur les flux futurs de trésorerie de l'UGT Espagne, l'opération étant prévue d'ici la fin de l'année.

La révision du plan d'affaires en Espagne a conduit à la comptabilisation d'une dépréciation de (3 702) millions d'euros de l'écart d'acquisition. La valeur nette comptable testée des actifs a été ramenée à la valeur d'utilité des actifs long terme et circulants au 30 juin 2021, soit 7,7 milliards d'euros.

Au 30 juin 2020

La revue des indicateurs n'avait pas conduit le Groupe à comptabiliser de dépréciation.

6.2 Ecarts d'acquisition

(en millions d'euros)	30 juin 2021		31 décembre 2020	
	Valeur brute	Cumul des pertes de valeur	Valeur nette	Valeur nette
France	14 377	(13)	14 364	14 364
Europe	13 485	(7 675)	5 809	9 512
Espagne	6 986	(3 816)	3 170	6 872
Roumanie	1 806	(570)	1 236	1 236
Slovaquie	806	-	806	806
Belgique	1 048	(713)	335	336
Pologne	2 695	(2 558)	137	136
Moldavie	75	-	75	76
Luxembourg	68	(19)	50	50
Afrique et Moyen-Orient	2 559	(1 099)	1 460	1 443
Burkina Faso	428	-	428	428
Côte d'Ivoire	417	(42)	375	375
Maroc	265	-	265	253
Sierra Leone	117	-	117	118
Jordanie	265	(159)	106	103
Cameroun	134	(90)	44	44
Autres	934	(809)	125	122
Entreprises Opérateurs Internationaux et Services Partagés	18	-	18	18
Services Financiers Mobiles	32	-	32	35
Ecarts d'acquisition	33 350	(9 436)	23 914	27 596

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2021	31 décembre 2020
		Valeur brute en début de période	
Acquisitions		1	26
Cessions		(4)	-
Ecarts de conversion		79	(331)
Reclassement en activités destinées à être cédées		-	-
Valeur brute en fin de période		33 350	33 273
Cumul des pertes de valeur en début de période		(5 678)	(5 935)
Pertes de valeur	6.1	(3 702)	-
Cessions		-	-
Ecarts de conversion		(56)	257
Reclassement en activités destinées à être cédées		-	-
Cumul des pertes de valeur en fin de période		(9 436)	(5 678)
Valeur nette des écarts d'acquisition		23 914	27 596

6.3 Hypothèses clés utilisées pour la détermination des valeurs recouvrables

Les hypothèses clés opérationnelles sont le reflet de l'expérience passée et des évolutions anticipées : des évolutions imprévues ont historiquement affecté et peuvent continuer à affecter significativement ces anticipations. A cet égard, la révision des anticipations peut affecter la marge des valeurs recouvrables sur la valeur comptable testée (voir note 6.4) et entraîner une perte de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés.

En 2021, le Groupe a mis à jour son plan stratégique. Ainsi, de nouveaux plans d'affaires ont été établis sur l'ensemble des UGT. A noter que les actifs et les passifs amenés à contribuer à Orange Concessions classés en actifs et passifs destinés à être cédés au 30 juin 2021 n'ont pas été testés au sein de l'UGT France. Ils ont fait l'objet d'un test de dépréciation dédié (voir note 3.2).

Les **taux d'actualisation et de croissance à l'infini** utilisés pour déterminer les valeurs d'utilité ont été revus de la manière suivante à fin juin 2021 :

- les taux d'actualisation, qui peuvent incorporer une prime spécifique reflétant une appréciation des risques d'exécution de certains plans d'affaires ou des risques pays, connaissent une baisse en Europe en raison, d'une part, des taux d'intérêt abaissés par les

banques centrales en réaction à la crise, et d'autre part, d'une baisse des betas en raison de la moindre réaction des opérateurs télécoms européens à l'évolution des indices.

- les taux de croissance à l'infini ont été maintenus pour la plupart des géographies, les effets de la crise sanitaire ne conduisant pas à modifier les perspectives à long terme des marchés des services offerts par le Groupe.

Au 30 juin 2021, les plans d'affaires et les hypothèses clés opérationnelles ont été sensibles aux éléments suivants :

- les conséquences de l'épidémie de Covid-19 : situation dégradée par rapport au 31 décembre 2020 sur certaines géographies de l'horizon de retour à une situation économique jugée normale (comme en Espagne ou en Roumanie) ;
- les décisions des autorités de régulation sectorielle et de la concurrence en termes d'arbitrage entre baisses des prix aux consommateurs et stimulations des investissements, de règles d'attribution des licences d'exploitation de la 5G ou en matière de concentration ;
- la forte intensité concurrentielle des marchés sur lesquels opère le Groupe où la pression tarifaire est forte, notamment en Espagne ;
- les capacités d'adaptation des coûts et investissements du Groupe aux variations de revenus ;
- et spécifiquement au Moyen-Orient et au Maghreb (Jordanie, Egypte, Tunisie) ainsi que dans certains pays africains (Mali, République démocratique du Congo, République Centrafricaine, Sierra Leone et Burkina Faso) : l'évolution de la situation politique et de la sécurité avec leurs conséquences économiques qui affecte négativement le climat général des affaires.

Les paramètres utilisés pour la détermination de la valeur recouvrable des principales activités consolidées ou des activités les plus sensibles aux hypothèses des tests de dépréciation sont les suivants :

30 juin 2021	France	Espagne	Pologne	Entreprises	Roumanie
Base retenue pour la valeur recouvrable				Valeur d'utilité	
Source retenue				Plan interne	
Méthodologie				Flux de trésorerie actualisés	
Taux de croissance à l'infini	0,8 %	1,5 %	1,5 %	0,3 %	2,3 %
Taux d'actualisation après impôt	5,8 % ⁽¹⁾	6,8 %	7,0 %	7,0 %	6,8 %
Taux d'actualisation avant impôt	7,5 %	8,4 %	8,3 %	9,4 %	7,6 %

31 décembre 2020	France	Espagne	Pologne	Entreprises	Roumanie	Belgique/ Maroc	Luxembourg
Base retenue pour la valeur recouvrable							Juste valeur
Source retenue							n/a
Méthodologie							n/a
Taux de croissance à l'infini	0,8 %	1,5 %	1,5 %	0,3 %	2,3 %	2,8 %	n/a
Taux d'actualisation après impôt	5,5 % ⁽¹⁾	6,5 %	7,3 %	7,5 %	7,5 %	7,3 %	n/a
Taux d'actualisation avant impôt	7,4 %	8,1 %	8,5 %	10,2 %	8,5 %	8,6 %	n/a

(1) Le taux d'actualisation après impôt de la France intègre une baisse d'impôt sur les sociétés à 25,82% à horizon 2022.

Comme au 31 décembre 2020, la juste valeur de l'ensemble Belgique/Luxembourg a été définie au 30 juin 2021 sur la base de l'offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle portant sur les actions d'Orange Belgium SA clôturée le 4 mai 2021.

Les filiales cotées du Groupe sont Orange Polska (Bourse de Varsovie), Orange Belgium (Bourse de Bruxelles), Jordan Telecom (Bourse d'Amman) et Sonatel (Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)). Celles-ci, qui publient leurs propres informations réglementées, représentent collectivement une contribution inférieure ou égale à 20 % du chiffre d'affaires, du résultat d'exploitation et du résultat net de l'ensemble consolidé.

Marque Orange

Concernant la marque Orange, les hypothèses clés et sources de sensibilité utilisées dans la détermination de la valeur recouvrable sont similaires à celles des écarts d'acquisition des activités consolidées, qui affectent notamment l'assiette de chiffre d'affaires et potentiellement le niveau de redevances de marque.

Les paramètres utilisés pour la détermination de sa valeur recouvrable sont les suivants :

	30 juin 2021	31 décembre 2020
Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité
Source retenue	Plan interne	Plan interne
Méthodologie	Flux de redevances nettes actualisés	Flux de redevances nettes actualisés
Taux de croissance à l'infini	1,2 %	1,2 %
Taux d'actualisation après impôt	7,3 %	6,9 %
Taux d'actualisation avant impôt	9,3 %	8,3 %

6.4 Sensibilité des valeurs recouvrables

En raison de la corrélation entre les flux de trésorerie d'exploitation et les capacités d'investissement, une sensibilité des flux de trésorerie nets est retenue. Les flux de trésorerie de l'année terminale représentant une part significative de la valeur recouvrable, une modification de ces flux de trésorerie est présentée en hypothèse de sensibilité.

Les flux de trésorerie correspondent aux flux de trésorerie générés par l'activité nets des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles (incluant une charge d'impôt normative, les remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, des intérêts financiers associés et excluant les autres intérêts financiers).

Une analyse de sensibilité a été réalisée sur les principales activités consolidées ou les activités les plus sensibles aux hypothèses des tests de dépréciation et est présentée ci-dessous pour permettre aux lecteurs des états financiers d'estimer les effets de leur propre estimation. Des variations des flux de trésorerie, des taux de croissance à l'infini ou des taux d'actualisation supérieures à celles des niveaux de sensibilité présentés ont été historiquement observées.

Augmentation du taux d'actualisation nécessaire pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur nette comptable (en points de base)	Diminution du taux de croissance à l'infini nécessaire pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur nette comptable (en points de base)	Diminution des flux de trésorerie de l'année terminale nécessaire pour que la valeur recouvrable soit égale à la valeur nette comptable (en %)
--	---	---

30 juin 2021

France	+258 pdb	(248) pdb	-43 %
Pologne	+365 pdb	(302) pdb	-38 %
Entreprises	+1211 pdb	(1082) pdb	-89 %
Roumanie	+40 pdb	(42) pdb	-9 %

31 décembre 2020

France	+141 pdb	(124) pdb	-28 %
Espagne	+1 pdb	(1) pdb	0 %
Pologne	+189 pdb	(151) pdb	-23 %
Entreprises	+1 067 pdb	(1 691) pdb	-82 %
Roumanie	+49 pdb	(49) pdb	-9 %
Maroc	+354 pdb	(433) pdb	-53 %
Belgique	n/a	n/a	n/a

Espagne

Au 30 juin 2021, la valeur d'utilité de l'UGT Espagne a été révisée sur la base des hypothèses clés de valorisation établies par la gouvernance locale. La révision des hypothèses s'est traduite par une dépréciation de (3 702) millions d'euros de l'écart d'acquisition.

Une analyse de sensibilité a été menée sur chacun des critères suivants, pris individuellement :

- hausse du taux d'actualisation de 0,25 % ;
- baisse du taux de croissance à l'infini de 0,25 % ;
- baisse des flux de trésorerie de l'année terminale de 5 %.

Cette analyse de sensibilité a mis en évidence un risque de dépréciation complémentaire estimé entre 10 % et 15 % de la valeur nette de l'écart d'acquisition au 30 juin 2021 selon les critères retenus pris isolément.

Belgique

Au 30 juin 2021, la juste valeur de l'ensemble Belgique/Luxembourg a été définie sur la base de l'offre publique d'acquisition volontaire conditionnelle portant sur toutes les actions d'Orange Belgium SA clôturée le 4 mai 2021. Les analyses de sensibilité, calculées sur les flux de trésorerie et les paramètres financiers, ne sont donc pas pertinentes sur ces UGT au 30 juin 2021. Une variation de 1 euro du cours de référence par action utilisé pour calculer la juste valeur de l'ensemble Belgique/Luxembourg aurait un effet sur la valeur recouvrable de 0,1 milliard d'euros.

Autres

Une analyse de sensibilité a également été menée sur la Roumanie sur chacun des critères suivants, pris individuellement :

- hausse du taux d'actualisation de 1 % ;
- baisse du taux de croissance à l'infini de 1 % ;
- baisse des flux de trésorerie de l'année terminale de 10 %.

Cette analyse de sensibilité a mis en évidence un risque de dépréciation estimé pouvant aller jusqu'à 20 % de la valeur nette de l'écart d'acquisition.

Les autres entités non présentées ci-dessus représentent individuellement une quote-part des valeurs recouvrables des entités consolidées inférieure à 3 % ou ne présentent pas une valeur recouvrable proche de la valeur nette.

Note 7 Impôts sur les sociétés

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Impôts sur les sociétés	(417)	(491)
Impôt exigible	(182)	(474)
Impôt différé	(236)	(18)

Au 30 juin 2021, la charge d'impôt exigible intègre un produit d'impôt constaté suite à la réestimation d'une charge d'impôt comptabilisée antérieurement aux périodes présentées. La charge d'impôt différé comprend une augmentation de (188) millions d'euros au titre des impôts différés passifs comptabilisés au Royaume-Uni sur la marque Orange suite à l'évolution du taux d'impôt à 25 % à partir de 2023 ainsi qu'une dépréciation de (140) millions d'euros des impôts différés actifs de l'Espagne.

Au 30 juin 2020, la charge d'impôt différé comprenait une augmentation de (63) millions d'euros des impôts différés passifs comptabilisés au Royaume-Uni sur la marque Orange suite au maintien à 19 % du taux d'impôt (contre une baisse initiale prévue du taux à 17 % à compter de 2020) ainsi qu'une dépréciation de (50) millions d'euros des impôts différés actifs de l'Espagne.

Recouvrabilité des impôts différés actifs

A chaque clôture, le Groupe procède à une revue de la valeur recouvrable des impôts différés actifs. En 2021, le Groupe a mis à jour son plan stratégique. La recouvrabilité est appréciée au regard des nouveaux plans d'affaires utilisés pour les tests de pertes de valeur (voir note 6).

Au 30 juin 2021, en lien avec la révision des flux futurs de trésorerie de l'Espagne, une charge d'impôt différé de (140) millions d'euros a été constatée afin de refléter l'effet négatif sur la valeur recouvrable des impôts différés actifs de la dégradation des plans d'affaires.

Au 30 juin 2020, en lien avec la révision des flux futurs de trésorerie de l'Espagne, une charge d'impôt différé de (50) millions d'euros avait été constatée afin de refléter l'effet négatif sur la valeur recouvrable des impôts différés actifs de la dégradation des plans d'affaires.

Evolution des contentieux et contrôles fiscaux**Contrôles fiscaux**

Orange SA a fait l'objet de contrôles fiscaux portant sur les années 2017 et 2018 dont le montant total des redressements notifiés sur ce premier semestre 2021 s'élève à 438 millions d'euros (pénalités et intérêts de retards inclus).

Ces redressements concernent principalement le calcul de la TVA sur les offres numériques Odyssée, de la taxe Copé sur ces mêmes offres numériques, la taxe sur les services de télévision et le calcul des redevances de marque payées par Orange SA à la société britannique Orange Brand Services Ltd.

L'ensemble de ces redressements sont contestés par Orange SA. Pour les besoins d'établissement des comptes consolidés, le Groupe procède à la meilleure estimation du risque sur ces redressements en fonction des mérites techniques des positions défendues.

Contentieux fiscaux

Les autres contentieux fiscaux n'ont pas connu d'évolutions majeures sur la période.

Note 8 Actifs, passifs et résultat financiers (activités télécoms)**8.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms**

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activités.

Ainsi la note 8 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 10 est dédiée aux activités des Services Financiers Mobiles pour ses actifs et passifs, le résultat financier étant non significatif.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et les activités des Services Financiers Mobiles ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2021.

(en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Services Financiers Mobiles	Note	dont éliminations activités télécoms / services financiers mobiles
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	1 129	-		1 129	10.1.1	-
Actifs financiers non courants	978	1 006	8.5	-		(27) ⁽¹⁾
Dérivés actifs non courants	305	305	8.3	-		-
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	2 237	-		2 244	10.1.1	(7)
Actifs financiers courants	2 361	2 362	8.5	-		(1)
Dérivés actifs courants	154	154	8.3	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 791	6 523	8.3	268		-
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	-	-		28	10.1.2	(27) ⁽¹⁾
Passifs financiers non courants	31 182	31 182	8.3	-		-
Dérivés passifs non courants	384	317	8.3	67		-
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	3 251	-		3 252	10.1.2	(1)
Passifs financiers courants	3 516	3 523	8.3	-		(7)
Dérivés passifs courants	133	133	8.3	-		-

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank

8.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Le coût de l'endettement financier net est constitué des produits et charges relatifs aux éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période.

Les gains et pertes de change incluent principalement l'effet de la revalorisation des dérivés de transaction détenus en couverture économique des nominaux des titres subordonnés libellés en livres sterling et enregistrés en capitaux propres pour leur valeur historique (voir note 11.4).

A fin juin 2021, l'état du résultat global consolidé présente un gain sur les couvertures de flux de trésorerie de 193 millions d'euros contre 554 millions d'euros au premier semestre 2020. Ces variations correspondent essentiellement aux couvertures de coupons futurs des emprunts en devises étrangères du Groupe par des *cross currency swaps*.

Le gain sur le premier semestre 2021 s'explique principalement par l'appréciation de la livre sterling et du dollar contre l'euro. Le gain sur le premier semestre 2020 s'expliquait principalement par la baisse du différentiel de taux euro-dollar sur la période.

8.3 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
TDIRA ⁽¹⁾	636	636
Emprunts obligataires	28 903	29 848
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	3 433	3 671
Dettes sur actifs financés	271	295
Dépôts reçus de <i>cash collateral</i>	143	31
<i>NEU Commercial Papers</i> ⁽²⁾	1 032	555
Banques créditrices	205	154
Autres passifs financiers	82	70
Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net	34 705	35 260
Dérivés passifs courants et non courants ⁽³⁾	450	804
Dérivés actifs courants et non courants ⁽³⁾	(459)	(294)
Éléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couverture en vie	(331)	(541)
Endettement financier brut après dérivés (a)	34 365	35 229
Dépôts versés de <i>cash collateral</i> ⁽⁴⁾	(187)	(642)
Placements à la juste valeur ⁽⁵⁾	(2 311)	(3 206)
Quasi-disponibilités	(3 892)	(5 140)
Disponibilités	(2 631)	(2 751)
Éléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)	(9 021)	(11 740)
Endettement financier net (a) + (b)	25 344	23 489

(1) Titres à durée indéterminée remboursables en actions.

(2) *Negotiable European Commercial Papers* (anciennement appelés "billets de trésorerie").

(3) Au 30 juin 2021, l'effet change sur les *cross currency swaps* couvrant le risque de change sur nominaux de la dette brute représente un gain latent de 369 millions d'euros.

(4) Seuls les dépôts versés de *cash collateral*, inclus dans les actifs financiers non courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

(5) Seuls les placements, inclus dans les actifs financiers courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

8.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires

Au cours du premier semestre 2021, Orange SA a procédé :

- au remboursement à échéance de deux emprunts obligataires pour 1 852 millions d'euros dont 1 250 millions d'euros et 517 millions de livres sterling soit 602 millions d'euros au cours indicatif du jour ;
- au remboursement anticipé le 1^{er} avril 2021 d'un emprunt obligataire de 1 000 millions de dollars (soit 851 millions d'euros au cours indicatif du jour) dont la maturité initiale était le 14 septembre 2021.

Orange SA a également émis deux emprunts obligataires le 29 juin 2021 :

- 800 millions d'euros à échéance 29 juin 2034 avec un coupon de 0,75 % ;
- 700 millions d'euros à échéance 29 juin 2026 avec un coupon de 0,00 %.

8.5 Actifs financiers

Les actifs financiers se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2021			31 décembre 2020
	Non courant	Courant	Total	Total
Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	355	-	355	431
Titres de participation	355	-	355	431
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	343	2 311	2 654	3 990
Placements à la juste valeur ⁽¹⁾	-	2 311	2 311	3 206
Titres de participation	156	-	156	141
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	187	-	187	642
Actifs financiers au coût amorti	308	51	359	382
Créances rattachées à des participations ⁽²⁾	40	29	70	55
Autres	268	21	289	327
Total Actifs financiers	1 006	2 362	3 368	4 803

(1) Exclusivement des *NEU Commercial Papers* et des titres obligataires.

(2) Dont prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank pour 27 millions d'euros.

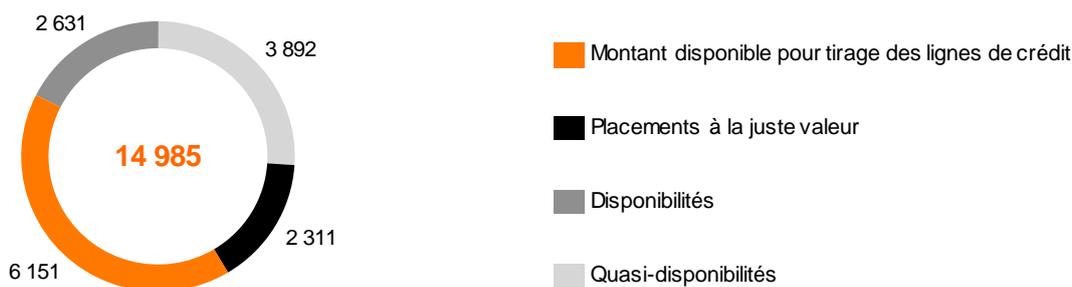
Note 9 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (activités télécoms)

9.1 Politique de gestion des risques

Au premier semestre 2021, dans la continuité de l'exercice 2020, la crise sanitaire n'a pas remis en cause la politique de gestion des risques relatifs aux instruments financiers. Ainsi, le Groupe a continué à mettre en place et gérer des instruments de couverture afin de limiter son exposition aux risques de taux et de change opérationnel et financier. Les couvertures de flux de trésorerie en place, notamment, n'ont pas été remises en cause malgré la crise. Par ailleurs, le Groupe a maintenu une politique de financement diversifié lui permettant de présenter au 30 juin 2021 la position de liquidité suivante :

Position de liquidité

(en millions d'euros)



Pour la gestion spécifique du risque de contrepartie lié aux créances clients, voir note 4.1.

9.2 Évolution de la notation d'Orange

La notation d'Orange n'a pas évolué au premier semestre 2021 par rapport au 31 décembre 2020.

Au 30 juin 2021, la notation d'Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+
Perspective	Stable	Stable	Stable
Sur la dette à court terme	A2	P2	F2

9.3 Ratios financiers

Les ratios financiers décrits au 31 décembre 2020 demeurent respectés.

9.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers

Au regard de la juste valeur des actifs et passifs financiers, aucun événement significatif n'est intervenu au cours du premier semestre 2021.

Note 10 Activités des Services Financiers Mobiles

10.1 Eléments des actifs et passifs financiers des Services Financiers Mobiles

Les comptes des activités des Services Financiers Mobiles ont été adaptés au format des comptes consolidés du groupe Orange et divergent d'une présentation conforme au format bancaire.

Afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles, les notes sur les actifs, passifs et résultat financiers sont scindées pour refléter ces deux périmètres d'activités.

Ainsi la note 8 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms et la note 10 est dédiée aux activités des Services Financiers Mobiles pour les actifs et passifs financiers, le résultat financier qui y est associé étant non significatif.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et les activités des Services Financiers Mobiles ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2021.

(en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Services Financiers Mobiles	Note	dont éliminations activités télécoms / services financiers mobiles
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	1 129	-		1 129	10.1.1	-
Actifs financiers non courants	978	1 006	8.5	-		(27) ⁽¹⁾
Dérivés actifs non courants	305	305	8.3	-		-
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	2 237	-		2 244	10.1.1	(7)
Actifs financiers courants	2 361	2 362	8.5	-		(1)
Dérivés actifs courants	154	154	8.3	-		-
Disponibilités et quasi-disponibilités	6 791	6 523	8.3	268		-
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	-	-		28	10.1.2	(27) ⁽¹⁾
Passifs financiers non courants	31 182	31 182	8.3	-		-
Dérivés passifs non courants	384	317	8.3	67		-
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	3 251	-		3 252	10.1.2	(1)
Passifs financiers courants	3 516	3 523	8.3	-		(7)
Dérivés passifs courants	133	133	8.3	-		-

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

Le secteur Services Financiers Mobiles regroupe Orange Bank et d'autres entités. La contribution des autres entités à l'état de la situation financière du secteur Services Financiers Mobiles et a fortiori du Groupe n'étant pas matérielle, seules les données d'Orange Bank font l'objet d'une présentation détaillée ci-dessous.

10.1.1 Actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank (hors dérivés)

Les actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2021			31 décembre 2020
	Non courant	Courant	Total	Total
Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	2	-	2	2
Titres de participation	2	-	2	2
Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat	552	5	557	540
Titres de dettes	552	5	557	540
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	84	-	84	94
Placements à la juste valeur	-	-	-	-
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	68	-	68	74
Autres	16	-	16	20
Actifs financiers au coût amorti	491	2 243	2 734	2 651
Titres à revenu fixe	491	4	495	579
Prêts et créances auprès de la clientèle	-	2 173	2 173	2 000
Prêts et créances auprès des établissements de crédit	-	59	59	70
Autres	-	7	7	2
Total Actifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank	1 129	2 248	3 377	3 288

Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat en début de période	540	656
Acquisitions	296	386
Remboursements et cessions	(285)	(500)
Variation de juste valeur	2	1
Autres effets	2	(3)
Titres de dettes à la juste valeur par autres éléments du résultat global recyclables en résultat en fin de période	557	540

Prêts et créances d'Orange Bank

Les prêts et créances d'Orange Bank sont constitués des prêts et créances auprès de la clientèle et des établissements de crédit.

Dans le cadre de la retranscription des comptes de la banque dans le plan comptable Groupe, ont été rassemblés au sein des opérations avec la clientèle : les valeurs non imputées et autres sommes dues ainsi que les montants associés aux opérations sur titres pour le compte de la clientèle.

A fin juin 2021, les prêts et créances d'Orange Bank auprès de la clientèle sont constitués principalement de crédits de trésorerie (représentant 825 millions d'euros), de crédits à l'habitat (représentant 890 millions d'euros) et de rachat de créances entre Orange Bank Espagne et Orange Espagne (représentant 324 millions d'euros).

Les prêts et créances d'Orange Bank auprès des établissements de crédit sont constitués principalement d'actifs courants correspondant à des comptes et prêts au jour le jour.

10.1.2 Passifs financiers liés aux opérations d'Orange Bank (hors dérivés)

Les dettes liées aux opérations d'Orange Bank sont constituées principalement par des dettes de la banque auprès de la clientèle pour 1 767 millions d'euros, des établissements de crédit pour 1 091 millions d'euros ainsi que par des certificats de dépôts pour 394 millions d'euros.

A fin juin 2021, les dettes de la banque auprès de la clientèle sont constituées de comptes sur livrets et d'épargne à régime spécial pour 925 millions d'euros et de comptes ordinaires de la clientèle pour 841 millions d'euros.

Les dettes auprès des établissements de crédit sont constituées principalement de comptes et emprunts à terme.

10.2 Informations sur la gestion du risque de crédit lié aux activités d'Orange Bank

Dans le contexte de crise sanitaire, Orange Bank continue de maintenir une politique de provisionnement prudente.

Compte tenu de l'incertitude liée aux effets de la crise sanitaire sur l'évolution du risque de crédit, Orange Bank a décidé de maintenir inchangées les provisions spécifiques Forward Looking de 6 millions d'euros et sectorielles de 5 millions d'euros enregistrées dans les comptes au 31 décembre 2020, la nature et les encours des crédits en portefeuille connaissant peu d'évolution sur le semestre. Orange Bank mettra à jour ces provisions sur le second semestre 2021 en tenant compte de l'évolution du contexte économique et des scénarios macro-économiques.

Par ailleurs, Orange Bank avait constaté au 31 décembre 2020 une provision de 4 millions d'euros sur le portefeuille des crédits à la consommation ayant pour objectif de prendre en compte l'impact de l'entrée en vigueur de la nouvelle définition du défaut à partir du 1^{er} janvier 2021. Du fait de la stabilité des encours de la banque, cette provision est maintenue au 30 juin 2021.

Au 30 juin 2021, le coût du risque d'Orange Bank s'élève à 11 millions d'euros (soit 1 % de l'encours moyen).

En France, le coût du risque au 30 juin 2021 s'établit à 4 millions d'euros (soit 0,43 % de l'encours moyen).

En Espagne, Orange Bank a reconnu une provision de 7 millions d'euros sur le programme de cession de créances avec Orange Espagne lancé sur le deuxième semestre 2020 en raison de la progression des encours en défaut sur la période. Par ailleurs, au cours du premier semestre 2021, Orange Bank a revu légèrement à la hausse les taux préconisés par la Banque d'Espagne afin de tenir compte d'un profil de risque plus élevé que ce que reflètent les taux de la Banque d'Espagne.

Note 11 Capitaux propres

Au 30 juin 2021, le capital social d'Orange SA s'élève à 10 640 226 396 euros : il est divisé en 2 660 056 599 actions d'un nominal de 4 euros.

Les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire bénéficient de droits de vote double. Au 30 juin 2021, la sphère publique détient ainsi 22,95 % du capital et 29,40 % des droits de vote, et les salariés du Groupe détiennent dans le cadre du plan d'épargne Groupe ou sous forme nominative 6,47 % du capital et 10,04 % des droits de vote.

11.1 Evolution du capital

Aucune action nouvelle n'a été émise au cours du premier semestre 2021.

Au cours de la période close le 30 juin 2021, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'élève à 2 659 134 113 actions. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation et dilutives est également de 2 659 134 113 actions compte tenu de l'absence de caractère dilutif des TDIRA et des plans d'attribution gratuite d'actions (*Long Term Incentive Plan* - LTIP) à fin juin 2021.

11.2 Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée générale du 18 mai 2021, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions (Programme de Rachat 2021) et mis fin avec effet immédiat au Programme de Rachat 2020. Cette autorisation a une période de validité de 18 mois à compter de l'Assemblée générale susnommée. Le descriptif du Programme de Rachat 2021 figure dans le document d'enregistrement universel (DEU) déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 mars 2021.

Au 30 juin 2021, la société détient 1 162 915 actions propres (dont 520 000 au titre du contrat de liquidité et 642 915 au titre des plans d'attribution gratuite d'actions LTIP 2019-2021 et 2020-2022).

Au 31 décembre 2020, la société détenait 1 265 099 actions propres (dont 170 000 au titre du contrat de liquidité et 1 095 099 au titre des plans d'attribution gratuite d'actions LTIP 2018-2020, 2019-2021 et 2020-2022).

11.3 Distributions

L'Assemblée Générale du 18 mai 2021 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,90 euro par action au titre de l'exercice 2020. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,40 euro par action, mis en paiement le 9 décembre 2020 pour un montant total de 1 064 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,50 euro par action a été mis en paiement le 17 juin 2021 pour un montant de 1 330 millions d'euros.

11.4 Titres subordonnés

Nominal des titres subordonnés

Au cours du premier semestre 2021, Orange a procédé à une émission et à un rachat simultanés de titres subordonnés ainsi qu'au remboursement de deux souches de titres subordonnés :

Date d'émission d'origine	Nominal d'origine (en millions de devises)	Nominal d'origine (en millions d'euros)	Devise d'origine	Taux	31 décembre 2020 (en millions d'euros)	Emission/Rachat / Remboursement (en millions d'euros) ⁽¹⁾	30 juin 2021 (en millions d'euros)	Nominal résiduel (en millions de devises)
07/02/2014	1 000	1 000	EUR	4,25 %	-	-	-	-
07/02/2014	1 000	1 000	EUR	5,25 %	1 000	-	1 000	1 000
07/02/2014	650	782	GBP	5,875 %	514	(514)	-	-
01/10/2014	1 000	1 000	EUR	4,00 %	118	(118)	-	-
01/10/2014	1 250	1 250	EUR	5,00 %	1 250	-	1 250	1 250
01/10/2014	600	771	GBP	5,75 %	721	(174)	547	426
15/04/2019	1 000	1 000	EUR	2,375 %	1 000	-	1 000	1 000
19/09/2019	500	500	EUR	1,75 %	500	-	500	500
15/10/2020	700	700	EUR	1,75 %	700	-	700	700
11/05/2021	500	500	EUR	1,375 %	-	500	500	500
Emissions et rachats de titres subordonnés					5 803	(306)	5 497	

(1) Au taux de change d'origine.

Le 11 mai 2021, Orange a émis, dans le cadre de son programme EMTN, l'équivalent de 500 millions d'euros de titres subordonnés de dernier rang avec un coupon de 1,375 % jusqu'à la première date d'ajustement. Une révision des taux sur des conditions de marché est prévue de manière contractuelle à partir du 11 mai 2029. Des clauses de *step-up* prévoient un ajustement du coupon de 0,25 % en 2034 et de 1,00 % supplémentaire en 2049.

Orange dispose d'une option de rachat de cette tranche à compter du 11 mai 2029 (première date de révision des taux de la tranche considérée), et en cas de survenance de certains événements définis contractuellement.

Cette émission de titres subordonnés a fait l'objet d'un prospectus visé par l'AMF le 7 mai 2021 (visa no.21-141).

Rémunération des titres subordonnés

Au cours du premier semestre 2021, la rémunération des titres subordonnés a été la suivante :

Date d'émission d'origine	Nominal d'origine (en millions de devises)	Nominal d'origine (en millions d'euros)	Devise d'origine	Taux	30 juin 2021		30 juin 2020	
					(en millions de devises)	(en millions d'euros)	(en millions de devises)	(en millions d'euros)
07/02/2014	1 000	1 000	EUR	4,25 %	-	-	(21)	(21)
07/02/2014	1 000	1 000	EUR	5,25 %	(53)	(53)	(53)	(53)
07/02/2014	650	782	GBP	5,875 %	(32)	(36)	(38)	(45)
01/10/2014	1 000	1 000	EUR	4,00 %	(3)	(3)	-	-
01/10/2014	1 250	1 250	EUR	5,00 %	-	-	-	-
01/10/2014	600	771	GBP	5,75 %	(33)	(38)	(35)	(38)
15/04/2019	1 000	1 000	EUR	2,375 %	(24)	(24)	(24)	(24)
19/09/2019	500	500	EUR	1,75 %	(9)	(9)	(4)	(4)
15/10/2020	700	700	EUR	1,75 %	-	-	-	-
11/05/2021	500	500	EUR	1,375 %	-	-	-	-
Rémunération versée sur titres subordonnés						(163)	(185)	
Coupons sur titres subordonnés reclassés en emprunts court terme fin 2019 et versés en 2020						-	21	
Rémunération sur titres subordonnés en capitaux propres						(163)	(164)	

Les effets d'impôts associés à la conversion des titres subordonnés dont le nominal est libellé en livres sterling et associés aux résultats de cession, primes et frais d'émission sur les titres subordonnés qui ont fait l'objet d'un refinancement sont présentés dans les "autres mouvements" du tableau de variation des capitaux propres consolidés et s'élèvent à 25 millions d'euros au 30 juin 2021.

11.5 Ecarts de conversion

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	103	(184)
Reclassement dans le résultat de la période	(1)	0
Total écarts de conversion	102	(184)

La variation de l'écart de conversion comptabilisée en autres éléments du résultat global comprend principalement :

- sur le premier semestre 2021, l'augmentation de 102 millions d'euros est liée à l'appréciation de plusieurs devises dont notamment la livre égyptienne, le zloty ou encore le dinar jordanien ;
- sur le premier semestre 2020, une diminution de (94) millions d'euros au titre de la dépréciation du zloty ainsi que (30) millions d'euros au titre de la dépréciation de la couronne norvégienne.

11.6 Participations ne donnant pas le contrôle

(en millions d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Capitaux propres créditeurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	2 479	2 653
<i>dont groupe Orange Polska</i>	980	953
<i>dont sous-groupe Sonatel</i>	705	755
<i>dont groupe Orange Belgium</i>	133	285
<i>dont Orange Jordanie</i>	155	154
<i>dont Orange Maroc</i>	138	127
Capitaux propres débiteurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(10)	(10)
Total capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)	2 469	2 643

(en millions d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires	216	206
<i>dont sous-groupe Sonatel</i>	166	166
<i>dont sous-groupe Orange Côte d'Ivoire</i>	29	-
<i>dont Orange Maroc</i>	-	24
<i>dont groupe Orange Belgium</i>	7	14
<i>dont Orange Jordanie</i>	11	-

Note 12 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

12.1 Litiges

Au 30 juin 2021, le montant des provisions pour risques enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges dans lesquels il est impliqué (hors passifs liés à des désaccords entre Orange et les administrations fiscales ou sociales en matière de taxes, d'impôts sur les sociétés ou de cotisations sociales qui sont comptabilisés au bilan dans les rubriques correspondantes) s'élève à 280 millions d'euros (525 millions d'euros au 31 décembre 2020). Orange considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

La présente note décrit les litiges apparus ou ayant évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2020.

- Dans le litige l'opposant à Digicel, compte tenu de l'évolution de la procédure, Orange s'est pourvue en cassation.
- Dans le cadre des procédures en cours sur le marché de la clientèle "entreprises" opposant SFR, Céleste et Adista à Orange, le 16 mars 2021, Orange et SFR ont conclu un protocole d'accord mettant fin notamment à ce litige. SFR s'est désistée de sa demande indemnitaire devant le tribunal de commerce de Paris et ce litige est désormais clos. L'instruction des procédures restantes est en cours.
- Le 16 avril 2021, la société Bouygues Telecom a assigné Orange auprès du tribunal judiciaire de Paris concernant la qualité de services de ses offres de gros pour un montant de 78 millions d'euros au titre de son prétendu préjudice. Orange considère que ces prétentions sont infondées.
- Le Comité de suivi et de réparation, mis en place dans le cadre du procès dit de la crise sociale de France Télécom afin d'examiner les demandes individuelles transmises par des personnes physiques présentes dans l'entreprise entre 2007 et 2010 et leurs ayants droit, a étendu la période de dépôt des dossiers jusqu'au 31 décembre 2020. Il a poursuivi l'analyse et le traitement des 1 748 demandes reçues en vue d'une clôture normalement à la fin de l'année 2021. A fin juin 2021, 1 169 demandes individuelles ont été étudiées, dont environ 820 ont été clôturées à la suite d'un accord.

Il n'existe pas d'autres procédures administratives, judiciaires ou arbitrales dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacé) qui soit apparue ou qui ait évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2020 et qui ait eu depuis cette publication ou qui soit susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

12.2 Engagements contractuels non comptabilisés

Au 30 juin 2021, aucun événement majeur n'a affecté les engagements contractuels non comptabilisés décrits dans les comptes consolidés du 31 décembre 2020.

Note 13 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2021, aucune opération n'a eu d'effet significatif sur les montants des transactions avec les parties liées publiés au 31 décembre 2020.

Note 14 Evénements postérieurs à la clôture

Orange SA : versement d'un acompte sur le dividende

Le Conseil d'administration du 28 juillet 2021 a décidé le versement d'un acompte sur le dividende ordinaire de l'exercice 2021 de 0,30 euro par action. Cet acompte sera payé en numéraire le 15 décembre 2021. Le montant du décaissement estimé s'élève à 798 millions d'euros sur la base du nombre d'actions ayant droit à dividende au 30 juin 2021.

Orange Espagne : finalisation des enchères pour les fréquences destinées à la 5G

Le 21 juillet 2021, la procédure sur les enchères pour les fréquences destinées à la 5G en Espagne a pris fin. Orange Espagne a obtenu un total de fréquences de 10 MHz au prix de réserve, soit 350 millions d'euros.

Approbation de la Commission Européenne pour l'acquisition de Telekom Romania Communications

Le 28 juillet, la Commission Européenne a décidé d'autoriser l'acquisition de l'opérateur fixe roumain Telekom Romania Communications (TKR) par Orange Roumanie sous réserve de l'engagement accepté par le Groupe de céder à Hellenic Telecommunications Organization (OTE) la participation minoritaire de TKR dans l'opérateur mobile Telekom Romania Mobile Communications (TRMC). La clôture de l'opération devrait intervenir au cours du dernier trimestre 2021 après approbation de l'acheteur.

3. Déclaration de la personne responsable

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés du premier semestre de l'exercice 2021 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Paris, le 29 juillet 2021

Le Directeur Général Délégué, Finance, Performance et Développement

Ramon Fernandez

4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Orange S.A.

Siège social : 111, quai du Président Roosevelt - 92130 Issy-les-Moulineaux
Capital social : € 10 640 226 396

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Orange S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration le 28 juillet 2021. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité du Conseil d'Administration établi le 28 juillet 2021 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 29 juillet 2021

Paris La Défense, le 29 juillet 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Jacques Pierre
Associé

Christophe Patrier
Associé